

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

FRANCISCO DE VITORIA ET L'UNIVERSALISME AMÉRICAIN

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
ÉTIENNE BERGERON

OCTOBRE 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie Rémi Bachand, mon directeur de recherche. Ses idées, ses pistes proposées, ses vastes connaissances, ses encouragements et, surtout, sa patience m'ont grandement aidé à mener à bien l'élaboration et la rédaction de ce mémoire.

Je remercie également Isabelle Duplessis, Olivier Barsalou et Hugo Cyr qui, par leurs recommandations et leurs suggestions m'ont permis de développer de nouvelles perspectives vis-à-vis de mon sujet et d'aligner certaines idées encore éparses et flottantes.

Sincèrement, merci.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
CADRE THÉORIQUE	8
1.1- Foucault et l'analyse du discours.....	9
1.1.1- L'analyse du discours	9
1.1.2- L'analyse structuraliste et foucauldienne du discours.....	11
1.1.3- La théorisation du pouvoir chez Foucault	14
1.2- Antonio Gramsci	
1.2.1- Gramsci et la notion d' « hégémonie ».....	18
1.2.2- Structure et superstructure : une relation dynamique	20
1.2.3- La vision gramscienne du pouvoir	23
1.2.4- Gramsci et les intellectuels.....	25
1.2.5- Gramsci, un palliatif aux faiblesses de Foucault?	27
1.3.-Conclusion	29
CHAPITRE II	
LES MOTEURS IDÉOLOGIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE	
AMÉRICAINNE	31
2.1 Un peuple voué à s'étendre.....	32
2.1.1 Les racines de l'expansionnisme américain.....	33
2.1.2 Turner et la théorie des frontières	34
2.1.3 La crise de 1893 et l'expansionnisme outre-mer	38
2.1.4 La guerre hispano-américaine de 1898 : une guerre commerciale?	41
2.1.5 La doctrine de la Porte ouverte, premier moteur	45
2.2 La Destinée manifeste, second moteur	50
2.2.1 Des origines séculières.....	50

2.2.2 Le tournant religieux.....	52
2.3 L'intégration de la Destinée manifeste et de la Porte ouverte	53
2.3.1 Théodore Roosevelt et la croisée des chemins	54
2.3.2 Vers la politique du « Bon voisinage »	59
2.4 Conclusion	64
CHAPITRE III :	
JAMES BROWN SCOTT : LE PARADOXE DE L'AMÉRICANISME	
UNIVERSALISTE	66
3.1 Une carrière prolifique et prestigieuse.....	67
3.1.1 L'appel académique et la fondation de l'ASIL.....	67
3.1.2 Les hautes sphères du pouvoir	69
3.1.3 Carnegie Endowment for International Peace	72
3.1.4 American Institute of International Law	73
3.2 La résurrection de Francisco de Vitoria.....	74
3.3 L'américanisme universaliste de James Brown Scott.....	77
3.4 Conclusion	80
CHAPITRE IV	
FRANCISCO DE VITORIA, UN PROPHÈTE AMÉRICAIN.....	
82	
4.1 L'ascension de Vitoria : la naissance d'un mythe	83
4.2 De Indis Noviter Inventis et De Jure Belli Hispanorum in Barbaros	86
4.2.1 De Indis, première section: les Indiens, légitimes propriétaires?	87
4.2.2 De Indis, seconde section : les pouvoirs du Pape et de l'Empereur	88
4.2.3 De Indis, troisième section : les titres légitimes de conquête	92
4.2.3.1 Le droit naturel à la société et à la communication	92
4.2.3.2 Le droit naturel au commerce	94
4.2.4 De Jure Belli : le droit de la guerre	96
4.3 Conclusion	99

CHAPITRE V	
LES MILLE VISAGES DE VITORIA.....	101
5.1 Le Vitoria de James Brown Scott : l'humaniste libéral	102
5.2 Antony Anghie et Martti Koskenniemi : le second visage de Vitoria	107
5.3 Le Vitoria américain : Son double rôle de légitimation et d'orientation	113
5.4 Conclusion	121
CONCLUSION FINALE.....	123
BIBLIOGRAPHIE.....	127

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ASIL *American Society of International Law*

AIIL *American Institute of International Law*

AJIL *American Journal of International Law*

CEIP *Carnegie Endowment for International Peace*

DDDN Déclaration des Droits et Devoirs des Nations

RÉSUMÉ

Autant dans sa pratique, ses règles et sa doctrine, le droit international s'est véritablement métamorphosé entre le XIXe et le XXe siècle. Au cours de ce vaste processus de redéfinition, l'histoire et les fondements de la discipline furent également revisités, faisant désormais remonter les origines de cette dernière au XVIe siècle, en lui attribuant un nouveau père fondateur : un théologien espagnol du nom de Francisco de Vitoria (1483[6]- 1546). Relativement oubliée depuis des siècles, la pensée de Vitoria sera ainsi ressuscitée par un éminent juriste américain du nom de James Brown Scott (1866-1943). Ce mémoire visera donc à comprendre pourquoi la pensée de Vitoria trouvera un second souffle à en ce lieu et cette époque précise, soit dans les États-Unis du début du vingtième siècle. Notre hypothèse sera que la renaissance de Vitoria servit non seulement à *légitimer* la nouvelle approche des États-Unis aux relations internationales, mais aussi à *l'orienter* vers une version plus sophistiquée d'elle-même. Dans le premier chapitre, nous exposerons le cadre juridique nous ayant permis d'aborder cette réalité complexe. Ce dernier sera constitué par les théories d'Edward Said, de Michel Foucault et d'Antonio Gramsci. Ensuite, dans le second chapitre, nous traiterons de la réalité sociale, économique, politique et idéologique aux États-Unis au tournant du vingtième siècle, en faisant ressortir les deux principaux moteurs de sa politique étrangère : la doctrine de la Porte ouverte et la Destinée manifeste. Dans le troisième chapitre, nous survolerons la vie et la pensée de James Brown Scott, ce juriste américain ayant ressuscité Vitoria et dont l'influence sur la vie juridique et diplomatique américaine fut considérable. Dans le quatrième chapitre, nous aborderons la pensée de Francisco de Vitoria à travers l'analyse de ses deux lectures publiques principales : *De Indis Noviter Inventis* et *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros*. Enfin, dans le cinquième chapitre, nous analyserons les diverses interprétations dont furent soumis les travaux des Vitoria au cours du XXe siècle, en présentant d'abord l'adaptation libérale qu'en firent James Brown Scott et Camilo Barcia Trelles, pour ensuite rendre compte des présentations critiques qu'en firent des auteurs tels qu'Antony Anghie et Martti Koskenniemi. Ces interprétations nous amèneront à présenter nos propres conclusions, que nous grefferons à ce chapitre.

INTRODUCTION

En cette chaude journée de mars 1493, une foule dévorée par la curiosité et l'excitation s'était massée dans l'estuaire du Tage, en bordure de Lisbonne, pour venir vérifier ces folles rumeurs courant dans la ville depuis quelques jours. Ayant dérivé vers la Galice, la Pinta avait rejoint la côte ibérique quelques jours avant la Niña de Christophe Colomb et les échos entourant leur fantastique découverte avaient amené tout Lisbonne à guetter le retour du nouvel « Amiral de la Mer Océane ». On racontait qu'il avait découvert une route vers les Indes et qu'il avait pris possession, pour le compte du roi d'Espagne, de vastes terres aux richesses infinies et peuplées de « sauvages » aux coutumes singulières. Plus fascinant encore, on disait même qu'il avait ramené certains de ces « Indiens » à son bord. Lorsqu'il accosta enfin, Colomb fut acclamé en conquérant et, pendant la semaine qu'il passa au Portugal, se vit réserver des honneurs dignes de la royauté.

De retour en Espagne, il fut immédiatement convoqué à la cour royale pour y rencontrer Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon et leur exhiber ces nouvelles curiosités nationales que représentaient les « sauvages » des Indes occidentales. À cette époque, l'Espagne venait tout juste de terminer l'unification de son territoire et la découverte de cette nouvelle route vers les Indes lui donnait l'espoir de s'imposer comme puissance de premier plan parmi les autres États-nations tels que l'Angleterre, la France et le Portugal. Les récits emphatiques et extravagants de Colomb, sans doute motivés par l'espoir d'un deuxième voyage plus ambitieux, vinrent alimenter les plus folles espérances de la Couronne. Il se lança dans ces tirades extraordinaires sur les splendeurs et les richesses des Indes :

Hispaniola est un pur miracle. Montagnes et collines, plaines et pâturages y sont aussi magnifiques que fertiles. Les havres sont incroyablement sûrs et il

existe de nombreuses rivières, dont la plupart recèlent de l'or. On y trouve aussi moult épices et d'impressionnants filons d'or et de divers métaux.¹

En retour d'une aide accrue de leurs Majestés, Colomb promit qu'il leur rapporterait de sa seconde expédition « autant d'or qu'ils en auront besoin et autant d'esclaves qu'ils en exigeront »². Cette entreprise de séduction portera instantanément ses fruits et, avec un nouvel équipage de dix-sept bâtiments et plus de douze cents hommes, la course effrénée pour l'appropriation des ressources des Indes sera alors officiellement lancée³.

La conquête des Indes, qu'on appellera le Nouveau Monde, apportera gloire et richesse à l'Espagne et ses *conquistadores*. D'innombrables colons, en quête d'une vie meilleure et d'enrichissement facile, entreprendront, l'espoir au cœur, la périlleuse traversée de l'Atlantique. L'or, l'argent, les esclaves et autres ressources inestimables se déverseront alors à travers les ports ibériques, accroissant la richesse d'une noblesse ne représentant alors que 2% de la population espagnole⁴. Toutefois, avec ce flot incessant de nouvelles denrées, de sombres rumeurs entourant la réalité de la vie sur le Nouveau Monde commencèrent à noircir le tableau de la conquête. Les critiques les plus virulentes vinrent certainement du jeune prêtre dominicain du nom de Bartolomeo de Las Casas qui, lors de ses activités missionnaires en Amérique, sera témoin de violences et d'abus qu'il refusera de garder sous silence. Admiratif de la générosité et de la douceur de caractère dont faisaient preuve les « Indiens », Las Casas se désolera que l'activité des Espagnols

n' [aura] consisté qu'à les exaspérer, les piller, les tuer, les mutiler et les détruire. Peu surprenant, dès lors, qu'ils essaient de tuer l'un des nôtres de temps à autre. L'amiral Colomb, il est vrai, était à ce sujet aussi aveugle que

¹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2004, à la p. 8

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ *Ibid* à la p.6

ses successeurs et si anxieux de satisfaire le roi qu'il commit des crimes irréparables contre les Indiens.⁵

Avec le nombre sans cesse grandissant de nouveaux colons, ces « crimes irréparables » prirent rapidement des proportions alarmantes. En quelques décennies, la population autochtone des îles caribéennes fut entièrement décimée et les grandes civilisations continentales s'écroulèrent sous les épées conquérantes de Francisco Pizarro et Hernan Cortéz. La conquête des empires continentaux amplifia grandement les questionnements à propos des agissements des Espagnols dans le Nouveau Monde et poussera Charles Quint à chercher conseils auprès des plus éminents théologiens de son empire dans le but de répondre au flou moral entourant les activités espagnoles de l'autre côté de l'Atlantique.

À l'époque, la réflexion sur les « Indes » évoluait principalement dans le sillage de l'« école de Salamanque », dont la personnalité la plus notoire était le dominicain basque Francisco de Vitoria, dont la destinée posthume fera l'objet de notre mémoire. Formé à la Sorbonne, ce théologien avait acquis au cours de sa brillante carrière un prestige tel que les figures ecclésiastiques et séculières les plus illustres venaient le consulter pour résoudre les problèmes moraux les plus complexes auxquels elles faisaient face. Alors correspondant occasionnel de Charles Quint, Vitoria fut naturellement appelé à se pencher sur la question morale la plus sensible de son époque : quels sont les droits des souverains de Castille sur le Nouveau Monde? En réponse à ce haut cas de conscience, Vitoria développera, à travers les leçons (*relectiones*) qu'il présenta à Salamanque, une approche originale et novatrice des relations entre populations souveraines, qui ne seront désormais plus régies par les lois divines de la chrétienté, mais bien par le droit naturel issu du concept de communauté des peuples. Ce nouveau *jus gentium*, refusant la juridiction universelle du Pape et de l'Empereur pour la remplacer par le concept de justice naturelle, fit de

⁵ *Ibid.* à la p. 11

Vitoria la figure la plus éminente de son époque dans l'univers de la théologie. Cependant, malgré cette notoriété manifeste du temps de son vivant, sa mort fera rapidement pâlir son étoile, au point où, en moins d'un siècle, elle sombrera dans la noirceur la plus complète. En effet, jusqu'au XIXe siècle, son nom sera en grande partie ignoré de la plupart des juristes, qui ne faisaient alors remonter les origines du droit international qu'à Hugo Grotius, qui lui avait pourtant succédé.

Cette situation sera toutefois redressée lorsque, à la fin du XIXe siècle, l'historien du droit Ernst Nys⁶ fera ressortir l'existence de l'ancienne tradition scolastique provenant de l'Université de Salamanque en Espagne. Ce ne sera cependant qu'au premier tiers du XXe siècle que Vitoria et son école seront réellement établis *a posteriori* comme véritables fondateurs du droit international moderne. Cette renaissance sera principalement l'œuvre de l'internationaliste James Brown Scott, personnage de premier plan dans le monde de la diplomatie américaine du début du XXe siècle. En effet, au prix d'inlassables efforts, ce juriste américain lui procurera une renommée posthume d'envergure internationale par l'entremise, notamment, de sa publication de la collection des *Classiques du droit international*, dans laquelle le théologien espagnol occupera une place de première importance.

Selon nous, ce processus particulier de résurrection de Francisco de Vitoria par James Brown Scott revêt une importance manifeste pour comprendre comment s'est construite l'histoire de la discipline du droit international aux États-Unis. Les efforts de James Brown Scott soulevèrent évidemment bon nombre de questions, dont la plus fondamentale s'imposa comme notre question de recherche : comment comprendre qu'un homme évoluant dans les hautes sphères de la politique américaine parte en croisade pour établir la pensée d'un théologien espagnol ayant vécu quatre cents ans plus tôt comme fondement du droit international ? De manière plus générale,

⁶ Ernst Nys, *Les origines du droit international*, Brussels, Castaignes, 1894

comment interpréter la « renaissance » de Francisco de Vitoria à cette époque et en ce lieu géographique précis?

Face à ces questions, nous adopterons l'hypothèse selon laquelle la renaissance de Vitoria servit à *légitimer* la nouvelle approche des États-Unis des relations internationales ayant émergé au tournant du XXe siècle, en plus de l'*orienter* vers une version plus sophistiquée d'elle-même, c'est-à-dire vers le paradigme juridique de la politique étrangère. Ainsi, en explorant la manière dont Vitoria fut établi *a posteriori* comme père fondateur du droit international par des juristes du XXe siècle, nous tenterons de démontrer que l'histoire de la discipline peut être interprétée comme une construction visant à justifier un état de fait et orienter des actions futures.

Pour vérifier notre hypothèse, notre mémoire sera construit en quatre parties distinctes. Avant d'entrer dans le cœur de notre mémoire, nous exposerons, au premier chapitre, le cadre juridique nous ayant permis d'aborder cette réalité complexe. Ce dernier s'appuiera notamment sur les écrits d'Edward Said, de Michel Foucault et d'Antonio Gramsci. Ces auteurs proposeront des concepts qui s'imposeront comme incontournables pour saisir les dynamiques subtiles ayant mené à la résurrection de Vitoria, notamment ceux de *discours*, d'*hégémonie*, d'*interrelation entre le monde physique et idéal*, et d'*intellectuel organique*. Ensuite, dans le second chapitre, nous nous pencherons sur la réalité économique, politique et idéologique des États-Unis au tournant du vingtième siècle. Comme nous le verrons, la guerre hispano-américaine marquera le début d'une nouvelle ère pour la nation américaine, qui adoptera alors un expansionnisme économique et commercial sous le sigle de la « Doctrine de la porte ouverte ». Sous la présidence de Théodore Roosevelt, cet expansionnisme sera couplé à une approche réformatrice, issue de l'idéologie de la Destinée manifeste, les poussant à reconstruire les institutions des pays « arriérés » selon le modèle libéral américain. Comme l'affirma William Appleman Williams, ces dynamiques jumelles de la porte ouverte et de la Destinée manifeste représentèrent le moteur de la diplomatie américaine jusqu'à la Seconde

Guerre mondiale. Cette présentation du contexte politico-idéologique américain précédant la renaissance sera essentielle pour comprendre pourquoi les idées de Francisco de Vitoria seront accueillies aussi favorablement dans les hautes sphères du pouvoir américain.

Le troisième chapitre sera dédié à James Brown Scott, qui fut l'un des personnages les plus importants du premier tiers du XXe siècle en ce qui a trait au monde de la diplomatie. Bras droit du Secrétaire d'État Elihu Root et fondateur d'une multitude de sociétés et d'instituts de droit influents, Scott sera l'incarnation parfaite de « l'approche juridique » occupant alors le haut du pavé dans le monde diplomatique américain. Suite à son rôle d'éditeur en chef des *Classiques du droit international*, son nom sera durablement associé à celui de Francisco de Vitoria, dont il prêchera les doctrines jusqu'à sa mort. En présentant la pensée complexe de ce juriste américain, à la fois teintée d'universalisme et d'américanisme, le voile obscurcissant la renaissance de Vitoria commencera lentement à se lever.

Dans le quatrième chapitre de notre mémoire, nous nous pencherons sur la pensée originale du théologien espagnol. De façon surprenante pour un théologien espagnol ayant vécu au XVIe siècle, Vitoria proposera une doctrine moderne et « séculière », refusant d'abord les prétentions du Pape et de l'Empereur à la juridiction universelle, pour ensuite établir les bases d'un nouveau système de *jus gentium* basé sur le droit naturel et l'idée de communauté internationale. Principalement inscrits dans *De Indis Noviter Inventis* et *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros*, ses deux lectures publiques majeures traitant des problèmes moraux et juridiques découlant de la colonisation du Nouveau Monde, les « principes vitoriens », présenteront des parallèles particuliers avec la politique américaine du XXe siècle.

Enfin, dans le cinquième et dernier chapitre de notre mémoire, nous analyserons les diverses interprétations dont furent soumis les travaux des Vitoria au cours du XXe siècle, y présentant des visions pour le moins divergentes de l'héritage du penseur

espagnol. Sera d'abord exposée l'adaptation libérale que firent James Brown Scott et Camilo Barcia Trelles de ce dernier, voyant en lui l'apôtre de la Justice et de la paix commerciale. Ensuite, nous rendrons compte des présentations aussi éclairantes que critiques qu'en firent des auteurs tels qu'Antony Anghie et Martti Koskenniemi, nous ayant permis, en faisant ressortir les implications politiques et économiques implicites aux *relectiones* de Vitoria, de percer le mystère entourant sa résurrection au XXe siècle. Enfin, ces interprétations nous amèneront à présenter nos conclusions et y vérifier notre hypothèse, que nous grefferons à ce chapitre. Plongeons dès maintenant dans cette complexe, mais fascinante entreprise que fut la renaissance de Francisco de Vitoria.

CHAPITRE I :

CADRE THÉORIQUE

« Selon moi, l'histoire est faite par les hommes et les femmes, mais elle peut également être défaite et réécrite, à coups de silences, d'oublis, de formes imposées et de déformations tolérées »

-Edward Said

L'inspiration théorique de ce mémoire fut sans conteste l'approche adoptée par Edward Said dans son célèbre ouvrage « l'Orientalisme ». En effet, pour des raisons que nous évoquerons dans ce chapitre, les outils conceptuels utilisés par Said pour investiguer sur la création du « discours orientaliste » se transposent harmonieusement pour éclaircir notre propre thèse. Pour résumer son approche en une seule phrase, Said réalisa une étude sur la production, au sein de l'Occident, du « discours » sur l'Orient et de son action dynamique avec les sphères politiques et culturelles. Pour ce faire, Said empruntera certains concepts à Michel Foucault et à Antonio Gramsci, notamment ceux de « discours » et d'« hégémonie ». Nous débuterons l'exposé de notre cadre théorique par la présentation de ces concepts, pour ensuite mettre en lumière la façon dont ils furent utilisés par Said pour construire son ouvrage.

1.1-Foucault et l'analyse du discours

La relation qu'Edward Said entretient avec les travaux théoriques de Michel Foucault est, à plusieurs égards, particulière. D'abord par les critiques virulentes qu'il assena à ce dernier suite à la modification de l'orientation de ses recherches. Ensuite, par les divergences théoriques manifestes entre l'*Orientalisme* et l'approche foucauldienne alors que Said souligne dès l'introduction de son ouvrage le rôle cardinal que jouèrent les concepts de Foucault dans l'élaboration de ses travaux⁷. Comme nous le verrons plus bas, la pierre d'achoppement fût principalement la conceptualisation foucauldienne du « pouvoir », non seulement décentralisé, mais immanent virtuellement de chaque interaction humaine. Cette impasse théorique nous permettra de faire la transition vers le concept Gramscien de « pouvoir hégémonique », plus en phase avec le dénominateur commun entre l'*Orientalisme* et notre recherche, impliquant un pouvoir conscient et situé : l'impérialisme.

1.1.1-L'analyse de discours

Malgré les divergences théoriques et politiques, il ne fait aucun doute que l'univers de Foucault plane sur l'approche théorique de l'*Orientalisme*. Comme le souligne Valerie Kennedy, la création de l'ouvrage de Said aurait été impensable « sans les concepts foucauldien de discours et de formations discursives, ses discussions sur les relations entre le savoir et le pouvoir et sa vision selon laquelle les représentations sont toujours influencées par le système de pouvoir dans lequel elles sont situées ».⁸

⁷ « La notion de discours définie par Michel Foucault dans *l'Archéologie du savoir* et dans *Surveiller et Punir* m'a servi à caractériser l'orientalisme. Je soutiens que, si l'on n'étudie pas l'orientalisme en tant que discours, on est incapable de comprendre la discipline extrêmement systématique qui a permis à la culture européenne de gérer — et même de produire — l'Orient du point de vue politique, sociologique, militaire, idéologique, scientifique et imaginaire pendant la période qui a suivi le siècle des Lumières. » Edward W. Said, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, p. 15

⁸ Karlis Racevskis, « Edward Said and Michel Foucault : Affinities and Dissonances » (2005), Ohio States University, Research in African Literature volume 36, numéro3, à la p. 25

Le concept foucauldien qui influença manifestement le plus profondément l'œuvre de Said fut certainement celui de « discours ». Ce dernier, loin de sa signification commune de « production orale » est toutefois relativement difficile à saisir pour les non-initiés et mérite d'être éclairci. Nous nous pencherons d'abord sur sa signification générale pour ensuite nous attarder à celle particulière à Foucault.

Dans son sens le plus générique, l'analyse de discours se rapporte à une approche méthodologique des sciences humaines. Les racines de ce champ de recherche remontent au milieu des années soixante et font suite à une évolution particulière du domaine de la linguistique⁹. Toutefois, du fait de la diversité des approches en analyse de discours, celle-ci ne peut être conçue comme une discipline homogène, mais plutôt comme « un mouvement scientifique qui se situe à la croisée des chemins, ayant son objet, ses cadres méthodologiques et ses notions »¹⁰. Madeleine Grawitz s'aventura à proposer une définition du plus petit dénominateur commun de l'analyse de discours. Selon elle, toutes les recherches de cette discipline

(...) partent néanmoins du principe que les énoncés ne se présentent pas comme des phrases ou des suites de phrases, mais comme des textes. Or un texte est un mode d'organisation spécifique qu'il faut étudier comme tel en le rapportant aux conditions dans lesquelles il est produit. Considérer la structure d'un texte en le rapportant à ses conditions de production, c'est l'envisager comme discours.¹¹

Alec McHoul et Wendy Grace soutiennent que le champ d'analyse du discours peut être divisé en trois grandes approches : formelle, empirique et foucauldienne. Alors que les premières se concentrent respectivement sur le langage et la conversation humaine, l'approche foucauldienne se penche sur les rapports entre pratiques

⁹ Alpha Ousmane Barry, « Les bases théoriques en analyse du discours » (2012), Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, p. 1

¹⁰ *Idem.*

¹¹ Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, 1990, Dalloz, p. 345

discursives et pratiques sociales¹². Cette dernière, se distingue particulièrement des deux précédentes du fait qu'elle puise ses sources au sein de la philosophie continentale européenne alors que les premières, principalement anglo-saxonnes, se rapportent à la tradition analytique de la philosophie¹³. Pour bien situer la pensée de Foucault, il est donc essentiel de faire un léger détour vers l'approche européenne, particulièrement française, de l'analyse du discours.

1.1.2-L'analyse structuraliste et foucaldienne du discours

C'est au cours des années soixante que la pratique française de l'analyse du discours prit réellement naissance, avec le numéro treize de la revue *Langages*¹⁴, intitulé « analyse de discours », comprenant la traduction française d'un article de Zellig Harris (publié en 1952 aux États-Unis)¹⁵. Contrairement à leurs homologues anglo-saxons, dont l'analyse de discours se concentrait principalement sur le système langagier formel, les Français optèrent pour une approche s'orientant vers l'histoire des idées¹⁶. Cette dernière, fortement influencée par le mouvement structuraliste, fondait ses prémisses sur une opposition au sens commun voulant que les « objets » sociaux et culturels possèdent une existence intrinsèque, attendant patiemment d'être découverte par le chercheur¹⁷. Comme le soulignent Alec McHoul et Wendy Grace, « les structuralistes ont tenté de démontrer que, au contraire, ces objets existent seulement en tant que *produits*, et non que *sources* de la signification »¹⁸. En d'autres mots, selon les structuralistes, le discours est créateur de la réalité sociale et non son

¹² Alex McHoul et Wendy Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, New-York, Taylor & Francis e-library, 2002 p. 27

¹³ *Ibid* p.24

¹⁴ *Langages*, 4^e année, n°13, 1969. L'analyse du discours, sous la direction de Jean Dubois et Joseph Sumpf.

¹⁵ Barry, « Les bases théoriques en analyse du discours », *supra* note 9 à la p.26

¹⁶ Alex McHoul et Wendy Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, New-York, Taylor & Francis e-library, 2002 p. 34

¹⁷ *Idem*.

¹⁸ (t)he structuralists tried to show that, on the contrary, these objects exist only as *products*, not *sources*, of...signification, Voir : Alex McHoul et Wendy Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, New-York, Taylor & Francis e-library, 2002 à la p. 27

simple reflet. Cette approche ne doit toutefois pas être taxée d'*idéisme*, ce qui mènerait à penser qu'il suffirait de nommer un « objet » pour le réifier. Au contraire, selon l'approche structuraliste et sémiotique, ce sont les discours qui balisent le champ des possibles de l'imagination humaine, rendant certaines représentations conceptuellement accessibles tout en empêchant d'autres de faire surface¹⁹. Le discours n'est toutefois pas seulement la représentation que nous nous faisons du monde et de notre conscience, il est aussi les conditions matérielles qui permettent ou interdisent certaines formes de pensées sur le monde social, déterminant ainsi ce que nous percevons comme « réel » ou véridique.²⁰

Ce détour nécessaire par le mouvement structuraliste nous rapproche considérablement de la pensée foucauldienne, l'objet de notre investigation théorique. En effet, l'analyse de discours, que Foucault utilisa dans son ouvrage *Des mots et des choses*²¹, et qu'il théorisa dans l'*Archéologie du savoir*²² se penche sur des groupes d'énoncés²³ en lien avec un objet spécifique ou général du savoir, en les situant temporellement et géographiquement²⁴. Foucault cherche à faire ressortir, par l'examen du contexte général de la production du discours (incluant aussi les relations qu'entretiennent divers discours entre eux), les règles discursives par lesquelles un sujet peut être pensé et considéré comme « vrai »²⁵ et comment, en retour, ces règles modifient le contexte social qui les a créées. En d'autres mots, par l'analyse de discours, qu'il définit comme l'« ensemble des énoncés qui relèvent

¹⁹ Idem.

²⁰ McHoul et Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, supra note 12 à la p.35

²¹ Michel Foucault, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966

²² Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969

²³ Les énoncés forment les unités interdépendantes à la base du discours, ils doivent être analysés dans leurs interrelations et le contexte dans lequel ils opèrent. Alex McHoul et Wendy Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, New-York, Taylor & Francis e-library, 2002 p.38

²⁴ Dušan Miletić, *Europe According to English Wikipedia: Open-sourcing the Discourse on Europe*, mémoire de maîtrise, Jagiellonian University, 2012

²⁵ *Dits et Écrits*, tome I, texte n°66 «Michel Foucault explique son dernier livre» (entretien avec J.- J. Brochier), Magazine littéraire, no 28, 1969, p. 23-25.

d'un même système de formation »²⁶, Foucault tente de mettre en lumière « les relations historiques spécifiques entre les disciplines (définies comme des ensembles de savoir) et les pratiques disciplinaires (les formes de contrôle social et les possibilités sociales) [traduction libre] »²⁷.

C'est à travers cette interaction constante entre le monde discursif et le contexte social et matériel qu'Edward Said analysa les relations entre les intérêts politiques guidant la colonisation et la notion discursive de l'Orient. Il affirme, en introduction de son ouvrage :

Mais, si nous refusons d'emblée que les faits « massifs » comme la domination impériale s'appliquent de manière mécanique et déterministe dans des matières aussi complexes que la culture et les idées, un type d'études intéressant commencera à se dessiner devant nous. Je pense, pour ma part, que l'intérêt de l'Europe, puis de l'Amérique pour l'Orient était certes d'ordre politique, comme le montrent certains faits historiques évidents que j'ai exposés ici, mais que la culture a créé cet intérêt; c'est son action dynamique, jointe à de brutales raisons politiques, économiques et militaires, qui a fait de l'Orient cet objet varié et complexe qu'il est évidemment dans le domaine que j'appelle orientalisme.²⁸

Pour Said, la contribution de la notion foucauldienne de « discours » repose aussi dans sa capacité à relier le texte à sa réalité non discursive, sociale, matérielle et constituée de relations de pouvoir. En d'autres mots, avec l'approche de Foucault, « le texte assume son affiliation avec les institutions, les bureaux, les agences, les classes, les académies, les sociétés, les groupes, les guildes, les partis idéologiquement définis et les professions »²⁹, bref, ses conditions matérielles d'émergence. Cette notion d'« action dynamique » entre le champ discursif et la réalité matérielle sera cardinale à notre travail. En effet, la discipline du droit international, envisagée comme discours, présente une relation particulière avec la politique coloniale des grandes

²⁶ Foucault, *L'archéologie du savoir*, *supra* note 22 à la p. 141

²⁷ McHoul et Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, *supra* note 12 à la p.35

²⁸ Said, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, *supra* note 7 à la p. 24

²⁹ Abdirahman A. Hussein, *Edward Said : criticism and society*, Verso, 2004, à la p. 212

puissances, particulièrement avec celle des États-Unis lors de la période étudiée. À l'instar de l'approche de Said envers le discours orientaliste, celui de la doctrine du droit international ne sera pas présenté comme simple reflet de la politique étrangère américaine, mais plutôt comme partie intégrante d'un échange constant entre le monde « idéal » et le matériel. De plus, comme nous l'élaborons plus loin, lorsque nous analyserons le concept gramscien d'« hégémonie », le droit international sera mis en relation avec d'autres discours, appartenant au domaine de l'économie, de la politique et de la sociologie.

Enfin, Foucault souligne qu'un discours est indissociable de son contexte historique. En effet, lorsqu'un nouvel énoncé est intégré à l'ensemble discursif, son ajout peut y opérer des changements significatifs, pouvant rendre une discipline méconnaissable à travers le temps, malgré une appellation inchangée³⁰. McHoul et Grace expliquent : « les discours historiques spécifiques (par exemple, la médecine au XIX^e siècle) sont plutôt distincts les uns des autres autant qu'ils le sont de la version suivante ou précédente d'eux-mêmes, pouvant avoir ou ne pas avoir le même nom³¹ ». Cette notion de changement interdisciplinaire revêt une importance particulière pour notre recherche puisque, comme nous le démontrerons plus loin, le droit international a opéré des changements drastiques à travers les époques, au gré des transformations dans les relations de pouvoir à l'échelle planétaire. Ceci nous amène maintenant à nous pencher sur la notion contentieuse entre Said et Foucault : celle du « pouvoir ».

1.1.3-La théorisation du pouvoir chez Foucault

La notion foucauldienne de pouvoir puise ses racines dans la pensée du philosophe allemand Friedrich Nietzsche, dont la vision sur le pouvoir fut principalement

³⁰ Miletic, *Europe According to English Wikipedia: Open-sourcing the Discourse on Europe*, *supra* note 24

³¹ McHoul et Grace, *A Foucault Primer : Discourse, Power and the Subject*, *supra* note 12 à la p.31

développée dans la « Généalogie de la morale »³². Selon Foucault : « [Nietzsche] est le philosophe du pouvoir, un philosophe réussissant à penser le pouvoir sans avoir à se confiner lui-même dans une théorie politique.³³ » La position du philosophe allemand sur le pouvoir amena Foucault à rejeter la conception centralisée de ce concept, le localisant désormais dans chaque interaction humaine³⁴. En effet, en conclusion de la seconde partie de « l'Histoire de la Sexualité » Foucault en suggéra une vision décentralisée et omniprésente, bien loin de la notion de pouvoir institutionnel habituelle : « jamais (il n'a existé) davantage de centres de pouvoirs ; jamais plus d'attention manifeste et prolixe ; jamais plus de contacts et de liens circulaires ; jamais plus de foyers où s'allument, pour se disséminer plus loin, l'intensité des plaisirs et l'obstination des pouvoirs ».³⁵

Foucault rejette l'idée d'un pouvoir répressif d'imposer du haut vers le bas³⁶. Selon lui, il émane littéralement de partout et est produit à chaque instant. Ce n'est donc pas une réalité objective qui peut être gagnée ou perdue, mais une multitude de relations de force dans lesquelles la participation d'un sujet se fonde sur la position qu'il occupe dans le domaine du pouvoir, et plus particulièrement, des relations de savoir/pouvoir³⁷. Barry Smart explique cette idée en ces termes : « la vie en société, littéralement du berceau au tombeau, implique inévitablement des actions exercées sur les actions des autres³⁸ ».

C'est l'analyse de cette grande toile, constituée de « microsystemes » de pouvoir opérant au sein de la société à travers divers discours qui servit de support théorique à

³² Friedrich Nietzsche, *La Généalogie de la morale*, Paris, Idées, 1969

³³ Michel Foucault, *Power/Knowledge*, éd. par Colin Gordon. New-York, Pantheon . p. 53

³⁴ Asli Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » (2014), American Research Institute for Policy Development, p. 60

³⁵ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité Tome I*, Paris, Gallimard, 1976 page 67

³⁶ Valerie Kennedy, *Edward Said : A critical introduction*, Cambridge, Polity Press, 2000, à la p. 16

³⁷ Racevskis, « Edward Said and Michel Foucault : Affinities and Dissonances » *supra* note 8 à la p. 92

³⁸ Barry Smart , *Reconsidering Foucault*, Psychology Press, Londres, 2002 p. XV

l'élaboration de l'*Orientalisme*³⁹. Valery Kennedy souligne ici l'importance de ce modèle pour Said :

sa dissection du rôle des sociétés géographiques et linguistiques, des institutions scolaires, des disciplines telles que l'anthropologie et l'ethnographie, et des médias contemporains à la fois dans la création des sujets et dans la diffusion d'un corpus de connaissances faisant autorité, repose sur les idées de Foucault sur le discours, la discipline et le lien entre le savoir et le pouvoir.⁴⁰

Toutefois, comme elle le soulève elle-même, cette conception d'un pouvoir omniprésent, délocalisé et involontaire, entre rapidement en contradiction avec les prémisses même de l'*Orientalisme*, proposant un locus de pouvoir bien défini : les puissances coloniales occidentales⁴¹. La question du pouvoir sera certainement la plus contentieuse entre les deux auteurs. Said soulignera que son homologue français « prend une position curieusement passive et stérile non pas tant sur l'utilisation du pouvoir, mais sur comment et pourquoi le pouvoir est acquis, utilisé et maintenu⁴² », en ajoutant que Foucault « sous-estime certainement la force des motifs tels que le profit, l'ambition, les idées et le pur amour du pouvoir »⁴³. En effet, même s'il est incarné dans un nombre important de discours et d'institutions, le pouvoir, tel qu'interprété par Said, ne peut être perçu comme « immanent de partout », mais est bel et bien ancré dans diverses matrices de pouvoir telles que les États-Unis, les puissances européennes et l'institution du néo-colonialisme⁴⁴.

Ainsi, en théorisant l'*Orientalisme*, Said optera alors pour une position assez ambiguë sur le pouvoir. Comme l'indique Valerie Kennedy, il semble souvent hésiter entre le concept de microstructures de pouvoir, immanent des relations et actions incessantes

³⁹ Kennedy, *Edward Said : A critical introduction*, *supra* note 36, à la p. 17

⁴⁰ Idem.

⁴¹ Idem.

⁴² Edward Said, *The World, the Text, and the Critic*, Harvard University Press, 1983 à la p. 221

⁴³ *Ibid.* p. 222

⁴⁴ Kennedy, *Edward Said : A critical introduction*, *supra* note 36, à la p. 17

de la société civile et politique, et la conception gramscienne du pouvoir, comme résultant de l'hégémonie d'un « dominant » sur un « dominé »⁴⁵. Bien conscient de cette « inconsistance » théorique, Said expliquera, quelques années plus tard, que cette rupture était délibérée : « Je ne voulais pas que la méthode de Foucault prenne le dessus sur que j'essayais de mettre de l'avant [traduction libre] »⁴⁶. Il alla même jusqu'à présenter une part de son approche comme « délibérément anti-foucault ».⁴⁷

Ce point de rupture nous permet maintenant d'engager la transition vers certaines notions qu'Edward Said, pour pallier à ses divergences théoriques avec Michel Foucault, emprunta au marxiste italien Antonio Gramsci.

1.2- Antonio Gramsci

Antonio Gramsci (1891-1937) fut un des membres fondateurs du Parti communiste italien, qu'il dirigea pendant quelques années, avant d'être incarcéré sous le régime de Mussolini. C'est en prison, où il demeura jusqu'à la fin de ses jours, qu'il élaborera ses théories sur la culture et l'autorité et contribuera de manière importante à la doctrine marxiste.

Devant l'échec du communisme à s'implanter dans les pays occidentaux industrialisés et le support d'une partie importante de la classe prolétaire au fascisme de Mussolini, il fut poussé à réviser la théorie marxiste-léniniste de l'État et l'enrichir de concepts nouveaux tel celui d'« hégémonie bourgeoise dans la société civile »⁴⁸. Une part importante de notre approche théorique reposera sur l'apport conceptuel du

⁴⁵ *Ibid.* à la p. 18

⁴⁶ Imre Salusinsky, *Criticism and society*, Londres, Routledge Kegan & Paul, 1987 p.137

⁴⁷ *Ibid.* p. 137

⁴⁸ Asli Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » (2014), American Research Institute for Policy Development, p. 155

gramscisme à la pensée marxiste, notamment, sa conception particulière de l'État, sa distinction entre la société civile et politique, ainsi que les concepts d'hégémonie, d'idéologie et d'intellectuel organique. La prochaine section sera consacrée à l'éclaircissement de ces concepts.

1.2.1- Gramsci et la notion d' « hégémonie » :

Comme nous venons de le soulever, Gramsci faisait face au problème pratique et théorique de l'enthousiasme d'une frange importante de la classe ouvrière pour le Parti fasciste de Benito Mussolini, dont les politiques étaient visiblement antagonistes aux intérêts du prolétariat. Devant les insuffisances de la doctrine marxiste à expliquer l'incohérence du mouvement ouvrier, Gramsci proposera une théorie de la domination bourgeoise sur les classes moyennes et inférieures reposant sur une assimilation culturelle de ces dernières à l'intérieur de l'idéologie dominante⁴⁹. Ce phénomène par lequel l'ensemble des classes sociales partage les valeurs de la classe dominante sera désigné par le terme « hégémonie »⁵⁰. Gramsci le définit ainsi :

l'accord « spontané » donné par les grandes masses de la population à l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant, accord qui naît « historiquement » du prestige qu'a le groupe dominant (et de

⁴⁹ Paul Eben Cathey, *Understanding Propaganda : Noam Chomsky and the institutional analysis of power*, Mémoire de maîtrise, Rhodes University, 2010

⁵⁰ Alsi Daldal souligne ici que, malgré un vocabulaire différent et une volonté claire de la part de Foucault de se distancer de la pensée marxiste, le concept foucaultien de « pouvoir totalisant » partage beaucoup de points en commun avec celui d' « hégémonie » :- « Consciemment ou non, lorsqu'il parle de ce pouvoir "totalisant" d'un État cherchant à produire un régime de vérité particulier, Foucault copie pratiquement la théorie de la société civile hégémonique de Gramsci. Ce dont il parle n'est rien d'autre que le concept gramscien d'« idéologie »- bien que Foucault refuserait certainement de l'appeler ainsi- centré autour des appareils non répressifs de l'État. Je crois que le choix délibéré de Foucault d'éviter une telle terminologie est lié à son désir de rompre avec les approches paramarxistes de son époque et à sa confusion et/ou son manque de théorie politique adéquate concernant l'État. [traduction libre] »: Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » *supra* note 34 à la p.162

la confiance qu'il inspire) du fait de sa fonction dans le monde de la production.⁵¹

Le théoricien italien viendra ainsi, par ce concept, approfondir la doctrine marxiste en orientant son analyse sur l'idée de consentement des masses, plutôt que sur celle de coercition. Selon lui, le flot idéologique ruisselle à travers les institutions civiles et forme, au passage, les structures affectives et cognitives à travers lesquels la population perçoit et interprète la réalité sociale et ses enjeux⁵². Comme nous le verrons dans la prochaine section, ces institutions civiles, que Gramsci appelle « la société civile », regroupent toutes les organisations exerçant une influence sur la morale, les coutumes, les politiques, les religions et les relations sociales en général, à savoir les écoles, les médias, l'Église, les syndicats, etc⁵³. Comme l'affirme Joseph Femia, l'hégémonie agit à deux niveaux : elle oriente les comportements par la pression sociale sous forme de punition/récompense et moule les convictions personnelles pour qu'une personne fasse « siennes » les valeurs dominantes⁵⁴. Ainsi, grâce au consentement actif des masses créé par l'hégémonie, le pouvoir au sein des sociétés capitalistes demeure dans les mains de la bourgeoisie sans que la coercition n'ait à être déployée ouvertement⁵⁵. Comme l'indique Gramsci, la classe bourgeoise est désormais « capable d'absorber toute la société, en l'assimilant à son niveau culturel et économique - toute la fonction de l'État est transformée : l'État devient éducateur »⁵⁶. Pour expliquer ce phénomène, Gramsci s'appuie sur une catégorisation particulière de la structure sociale se distanciant en partie de la vision marxiste classique de la société.

⁵¹ François Ricci et Jean Bramant. *Gramsci dans le texte : livre deuxième*, Paris, Éditions sociales, 1975, à la p. 133

⁵² Joseph Femia, *Gramsci's Political Thought: Hegemony, Consciousness and the Revolutionary Process*. Clarendon Press: Oxford, 1981, p. 24.

⁵³ Idem.

⁵⁴ *Ibid.* p.45.

⁵⁵ Cathey, *Understanding Propaganda : Noam Chomsky and the institutional analysis of power*, *supra* note 49 à la p.36

⁵⁶ Ricci et Bramant. *Gramsci dans le texte : livre deuxième*, *supra* note 51 à la p.110

1.2.2.- Infrastructure et superstructure : une relation dynamique

Suivant la tradition marxiste, la structure sociale se divise principalement entre l'infrastructure et la superstructure⁵⁷. Selon Jean-Marc Piotte, l'infrastructure est constituée par « la relation unissant les forces productives et les rapports de production⁵⁸. C'est sur ce terrain que Karl Marx fit ressortir « le mécanisme de l'exploitation de la force de travail et de la lutte de classe au niveau économique »⁵⁹. De son côté, la superstructure représente, dans la vision gramscienne, l'État pris dans son sens large, soit la dialectique de la société civile⁶⁰ et de la société politique. En tant que marxiste, Gramsci conçoit l'essence de la domination comme reposant dans les rapports infrastructuraux de production. Toutefois, son investigation se concentrera au niveau superstructural, là où le pouvoir est consolidé et maintenu par le truchement de l'hégémonie. En ce qui a trait aux rapports que ces deux blocs entretiennent entre eux, Gramsci taxera la présentation des fluctuations de la politique et de l'idéologie comme un simple reflet immédiat de l'infrastructure d'« infantilisme primitif » devant être combattue théoriquement⁶¹. En effet, Gramsci ne voit pas « de causalité unilatérale, mais une causalité circulaire entre l'infrastructure et la superstructure »⁶². Ainsi, cette dernière, bien qu'en constant rapport dialectique avec l'infrastructure, maintient une certaine autonomie et efficacité lui étant propre⁶³.

Comme nous venons de le voir, Gramsci fait une distinction analytique claire entre la société civile et la société politique, la première étant la matrice de l'hégémonie tandis que la deuxième étant celle de la coercition⁶⁴. C'est le rapport complémentaire

⁵⁷ Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Lux Éditeur, Montréal, 2010, p.188

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ Idem.

⁶⁰ Pour Marx, la société civile correspond plutôt à l'infrastructure, au moment pré-étatique.

⁶¹ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, supra note 57 à la p.190

⁶² Ibid. p. 155

⁶³ Idem.

⁶⁴ Perry Anderson, « *The Antinomies of Antonio Gramsci* » (1976), *Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers*. Routledge: New York, à la p. 343

entre ces deux « sociétés » par lesquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination, mais parvient à gagner le consentement actif de ceux sur lesquels elle gouverne, que Gramsci définira comme l'État⁶⁵. En d'autres mots, Gramsci résumera en une formule aujourd'hui célèbre: « État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition »⁶⁶.

La société politique, qui réfère aux institutions juridico-militaires telles l'armée, la police, la prison, etc., exerce une fonction de domination, se caractérisant par l'imposition extérieure de règles juridiques et par l'emploi potentiel de la force⁶⁷. De son côté, la société civile regroupe des institutions qui « paraissent » hors du contrôle de l'État⁶⁸, principalement dans la sphère privée, à savoir les médias, les écoles, l'Église, etc.,⁶⁹ et exerce une fonction hégémonique, principalement au niveau de la culture et de l'idéologie⁷⁰. La société civile est donc le vecteur de l'idéologie de la classe dominante, au moyen duquel cette dernière impose sa vision de la vie et légitime sa position sociale. Pour qu'une classe s'impose comme dirigeante, il ne suffit donc pas pour elle de monopoliser les moyens de production et les leviers de l'économie, elle doit aussi convaincre les autres classes sociales qu'elle est la plus apte à le faire⁷¹. Comme l'indique Jean-Marc Piotte, « elle doit diffuser sa conception de la vie, ses valeurs, etc. de telle sorte que l'ensemble des groupes sociaux y adhère

⁶⁵ Martin Carnoy, *The State and Political Theory*, Cambridge University Press, 1986, p. 65

⁶⁶ Antonio Gramsci, *Notes du Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne*, 1931-1933, à la p. 129; comme le souligne Perry Anderson, cette définition de l'État n'est guère la seule que proposera Gramsci dans ses travaux. En effet, l'italien semble osciller entre deux différentes positions par rapport à l'État. Outre l'interprétation présentée plus haut, Gramsci présentera aussi l'État comme synonyme de société politique, l'opposant ainsi à la société civile; Perry Anderson, *The Antinomies of Antonio Gramsci*, Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers. Routledge: New York, 1976, p. 12

⁶⁷ Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » *supra* note 34 à la p.156

⁶⁸ Ces institutions ne fonctionnent pas hors de l'État (pris au sens large) puisqu'elles sont créées et opèrent dans la même sphère hégémonique bourgeoise.

⁶⁹ Femia, *Gramsci's Political Thought: Hegemony, Consciousness and the Revolutionary Process*. Clarendon Press: *supra* note 52 à la p.24

⁷⁰ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p..212

⁷¹ Idem.

ou, du moins, ne les rejette pas globalement »⁷². Gramsci situe la genèse de la société civile dans l'expansion coloniale du XIXe siècle. À cette période, le développement des mécanismes étatiques nationaux et internationaux devint de plus en plus sophistiqué. Par l'intermédiaire des structures massives des démocraties modernes et des institutions civiles naissantes, la bourgeoisie fit ce qu'aucune classe dominante les ayant précédés dans l'Histoire ne parvint à faire avant eux : dominer idéologiquement les classes inférieures.⁷³

Le rapport entre la société civile et la société politique est subtil et complexe, car ces dernières sont en constantes interactions au sein de la vie sociale. Les relations qu'elles entretiennent sont loin de se limiter à celle d'une coopération entre deux blocs indépendants. Au contraire, Gramsci y voit un rapport de co-constitution, de dialectique, dans lequel le fonctionnement de l'un a des effets s'inscrivant directement au sein du fonctionnement de l'autre⁷⁴. Jean-Marc Piotte y propose ces exemples : « l'État tient compte du facteur hégémonique dans l'adoption de ses lois, pour que son pouvoir soit acceptable pour tout le monde. »⁷⁵, en retour « même si l'hégémonie est un fait essentiellement idéologique, elle est conditionnée par la politique de l'État et par les décisions des dirigeants d'entreprise »⁷⁶.

La tradition marxiste a longtemps hiérarchisé les rapports entre la société civile, la société politique et la structure économique. En effet, on y voyait d'abord les rapports

⁷² Idem.

⁷³ Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » *supra* note 34 à la p. 156

⁷⁴ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p.217

⁷⁵ *Ibid.* p. 220

⁷⁶ Idem.; cette interprétation proposée par Piotte n'est toutefois pas la seule ayant été faite à propos de la relation entre la société politique et la société civile. En effet, comme l'indique Perry Anderson, Gramsci semble hésiter parmi trois formes de relations entre la société civile et la société politique. Anderson fera ressortir que, pour Gramsci, la société politique (parfois définie comme l'État) est soit dans « une relation équilibrée avec la société civile, [soit] seulement une surface extérieure de la société civile, [ou soit] la structure massive qui annule l'autonomie de la société civile; Perry Anderson, *The Antinomies of Antonio Gramsci*, Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers. Routledge: New York, 1976, à la p. 12

de production comme déterminant directement les institutions politiques, puis indirectement, par l'intermédiaire de ces dernières, les idéologies justifiant la domination de classe⁷⁷. Pour Gramsci, qui a le déterminisme en horreur, chacun de ces « moments » possède une certaine forme d'autonomie par rapport aux autres. Ainsi, le prolétariat peut prendre le problème à rebours en influençant l'idéologie, qui se répercutera ensuite sur l'État et les conditions matérielles de leur existence⁷⁸. Cette relation dynamique soulevée par Gramsci entre le domaine idéologique, politique et économique revêt une importance cardinale pour notre travail. En effet, à partir de ce constat, nous éviterons de présenter la doctrine du droit international comme simple reflet idéologique des rapports de production ou du système politique américain pour plutôt nous concentrer sur le rapport co-constitutif qu'ils entretiennent entre eux. En d'autres mots, nous présenterons la doctrine du droit international comme un discours idéologique, inscrit dans un échange entre le domaine politique, économique et culturel.

Cette mise en contexte de la pensée Gramscienne et sa conceptualisation des dynamiques intérieures d'une société nous permettent maintenant d'aborder l'interprétation qu'il fait de la notion de « pouvoir » et de voir en quoi elle diffère de celle proposée par Michel Foucault.

1.2.3- La vision gramscienne du Pouvoir

Comme nous l'avons mentionné précédemment, Foucault voit le « pouvoir » comme immanent de toute forme d'interaction humaine ayant cours dans la vie quotidienne, évitant ainsi le recours à une théorie politique. Comme Gramsci, il refuse d'inscrire la société politique, ou la dimension coercitive de l'État comme locus fondamental du pouvoir. Comme il l'indique lui-même :

⁷⁷ Ibid. 195

⁷⁸ Piote, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p.195

l'une des premières choses à comprendre, c'est que le pouvoir n'est pas localisé dans l'appareil d'État et que rien ne sera changé dans la société si les mécanismes de pouvoir qui fonctionnent en dehors des appareils d'État, au-dessous d'eux, à côté d'eux, à un niveau beaucoup plus infime, quotidien, ne sont pas modifiés.⁷⁹

Ces « mécanismes fonctionnant en dehors des appareils d'État » sont essentiellement ce que Gramsci qualifie de « société civile »⁸⁰. Cependant la rupture s'opère ici du fait que Foucault ne relie pas, comme le fait Gramsci, la société civile à sa conceptualisation de l'État, car il limite ce dernier à la société politique, à son aspect coercitif. Par conséquent, le pouvoir au sein de la société civile n'est ainsi plus connecté à la classe économique ou politique dominante, mais plutôt diffusé dans d'innombrables interactions décentralisées⁸¹.

De son côté, même s'il assigne une indépendance relative à la superstructure civile et politique, Gramsci demeure fidèle au substrat de la pensée marxiste voulant que le « moment » déterminant des relations de pouvoir se situe au niveau infrastructural, dans les relations de production⁸². Le corollaire de cette forme d'analyse est que le pouvoir se réifie au sein des rapports de production, créant une opposition binaire entre dominants et dominés, bourgeois et prolétaires. Gramsci explique : « le premier élément est qu'il existe réellement des dominants et des dominés, dirigeants, et des dirigés. Toute la science et l'art de la politique sont basés (sous certaines conditions générales) sur ce fait primordial et irréductible »⁸³. Ainsi, l'Italien propose un pouvoir situé dans la classe dominante, mais s'imposant au sein des classes inférieures sous forme de consentement idéologique par l'intermédiaire de la société civile et blindée par le pouvoir coercitif de la société politique. Ainsi, à l'instar de Gramsci et de Said,

⁷⁹ Michel Foucault, *Dits et écrits Tome II*, Gallimard, Paris, 1975, p. 406

⁸⁰ Daldal, « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Comparative Analysis » *supra* note 34 à la p. 163

⁸¹ Idem.

⁸² Ibid. p. 160

⁸³ Antonio Gramsci, *History, Philosophy and Culture in the Young Gramsci*, éd. par Pedro Cavalcanti and Paul Piccone, Telos Press. 1975, p. 144

nous opterons pour une notion située du pouvoir, immanente du pouvoir politique et économique de la société américaine au tournant du vingtième siècle, soit la bourgeoisie agricole et industrielle et le gouvernement américain.

1.2.4- Gramsci et les intellectuels :

Le dernier concept que nous emprunterons à la pensée gramscienne sera celui d'intellectuel, plus particulièrement celle d'intellectuel organique. Dans l'univers d'Antonio Gramsci, la notion d'intellectuel à une portée très large :

Tous les hommes sont des intellectuels, mais tous les hommes n'ont pas la fonction d'intellectuel dans la société... Il n'y a pas d'activité humaine excluant toute forme de travail intellectuel... tout le monde exerce certaines formes de travail intellectuel, participe à une conception particulière du monde, possède consciemment une ligne conductrice morale, et donc contribue à maintenir une conception du monde ou à la modifier en faisant naître de nouveaux modes de pensée⁸⁴

Ainsi, les intellectuels ne se définissent pas par le travail qu'ils opèrent (à savoir l'éternelle dichotomie du travail manuel/intellectuel), mais plutôt par la fonction qu'ils occupent au sein de la structure sociale. Cette fonction en est une d'« organisation » de la classe à laquelle ils appartiennent ou à laquelle ils sont reliés. Comme l'explique l'Italien, « les intellectuels sont les commis du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique ».⁸⁵ Gramsci qualifie d'« intellectuel organique » celui émergeant d'une classe particulière et œuvrant à organiser et offrir une certaine cohésion à cette dernière⁸⁶. Il explique que :

⁸⁴ Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks*, éd. par Hoare, and Nowell Smith, Londres, Lawrence and Wishart, 1971, à la p. 334.

⁸⁵ Ricci et Bramant. *Gramsci dans le texte : livre deuxième*, supra note 51 à la p.133

⁸⁶ Cathey, *Understanding Propaganda : Noam Chomsky and the institutional analysis of power*, supra note 49 à la p. 43

Chaque groupe social, prenant naissance dans le terrain original d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée organiquement en son sein une ou plusieurs strates d'intellectuels qui viendront lui donner son homogénéité, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans les champs sociaux et politiques.⁸⁷

En d'autres mots, comme le propose Piotte, cet intellectuel a donc comme rôle d'« homogénéiser » la conception du monde de la classe à laquelle il est organiquement relié et de faire correspondre cette conception à la fonction sociale historique de cette classe⁸⁸. Par conséquent, loin d'être les simples reflets passifs de la classe qu'ils représentent, les intellectuels organiques jouent un rôle actif dans la consolidation de l'hégémonie de la classe dominante ou d'unifier politiquement et idéologiquement les classes dominées⁸⁹. Gramsci qualifiera les intellectuels organiques œuvrant au maintien de la structure hégémonique existante et à l'universalisation de la domination bourgeoise d'« experts en légitimation »⁹⁰. Piotte tient toutefois à souligner que « la place et la fonction des classes sociales délimitent le cadre dans lequel s'exerce l'activité de l'intellectuel, mais ceux-ci, en retour, agissent les intellectuels, mais ceux-ci, en retour, agissent sur ce cadre et même le transforment »⁹¹. Nous ne sommes donc pas devant « un déterminisme pur, mais une causalité circulaire »⁹².

Selon Gramsci, il existe divers types d'intellectuels. D'abord, il y a les organisateurs de la fonction *économique* de la classe à laquelle ils sont rattachés organiquement et qui s'attellent à diverses tâches techniques de distribution, de production, etc.⁹³.

⁸⁷ Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks*, éd. par Hoare, and Nowell Smith, Londres, Lawrence and Wishart, 1971, p. 8

⁸⁸ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p. 24

⁸⁹ Cathey, *Understanding Propaganda : Noam Chomsky and the institutional analysis of power*, *supra* note 49 à la p.43

⁹⁰ John Merrington, *Theory and Practice in Gramsci's Marxism*, Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers. Routledge: New York, 1968, p. 16.

⁹¹ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p. 27

⁹² Idem.

⁹³ Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, *supra* note 57 à la p. 121

Ensuite, les intellectuels occupent parfois une fonction *hégémonique*, travaillant au sein de la société civile, les universités, les organismes de diffusions médiatiques, les partis politiques, etc., et travaillent à assurer le consentement des classes dominées à l'idéologie des classes dominantes⁹⁴. Enfin, ils peuvent aussi agir à titre d'organisateur de la *coercition* de la classe dominante sur les autres au moyen des institutions étatiques. Ils représentent les élus et les cadres de l'appareil administratif, politique, judiciaire, militaire... bref ce que Gramsci qualifie de société politique.⁹⁵

C'est à travers la notion gramscienne d'intellectuel organique que nous tenterons de conceptualiser la fonction de James Brown Scott. Ce dernier, en tant qu'universitaire renommé et conseiller juridique du secrétaire d'État Elihu Root, représente un cas intéressant d'intellectuel organique de la classe dirigeante. En effet, cet « expert en légitimation » occupe une fonction à la fois hégémonique et coercitive. Toutefois, dans l'optique de notre étude de cas, ce sera sa fonction *hégémonique* qui sera mise en exergue, à travers la publication des *Classiques du droit international*. La notion d'intellectuel organique nous permettra d'imbriquer la contribution de James Brown Scott à l'intérieur du rapport de classe tout en évitant de tomber dans une analyse déterministe annihilant sa liberté intellectuelle.

1.2.5- Gramsci et Foucault : un syncrétisme théorique

La relation qu'entretiendra Edward Said avec Michel Foucault sera, autant sur le plan humain que sur le plan intellectuel, rapidement marquée par une rupture franche et définitive. En effet, Said critiquera vivement la position adoptée par Foucault vis-à-vis du pouvoir qui, selon lui, mènerait à un relativisme et un déterminisme étouffant la volonté⁹⁶. Malgré les éloges qu'il offrit en introduction de l'*Orientalisme* aux

⁹⁴ Ibid. p.22

⁹⁵ Ibid. p.23

⁹⁶ Said décrit en ces mots la trajectoire intellectuelle de Foucault : « La trajectoire de Foucault comme savant et chercheur ayant un intérêt dans les sites à haute intensité politique tels que l'asile,

théories du penseur français, cet ouvrage portait déjà les marques de l'ambivalence de Said face aux théories foucaaldiennes. Dans son livre *The Postcolonial unconscious*, Neil Lazarus avança une hypothèse intéressante pour expliquer l'utilisation théorique de Foucault par Said, malgré une divergence importante sur la notion centrale de pouvoir :

Foucault devenait rapidement la norme en matière de crédibilité théorique. Ma suggestion est que, dans l'orientalisme, Said tenta de parler le langage foucaaldien même s'il n'avait guère l'intention de parcourir le chemin foucaaldien, parce qu'il espérait par ce moyen d'atteindre le lectorat de Foucault et ainsi exercer la plus grande influence possible sur leurs jugements et leurs sensibilités [traduction libre]⁹⁷

Ainsi, dans l'Orientalisme, Said empruntera certains concepts gramsciens pour pallier à ce qu'il considère comme étant des faiblesses dans la pensée foucaaldienne. En effet, il présente le discours « orientaliste » comme un exemple du fonctionnement de l'hégémonie culturelle à l'intérieur de la société civile pour légitimer la domination de la classe dirigeante au sein de la société politique⁹⁸. Cette proposition sous-tend une conception du pouvoir comme étant centralisée dans un locus bien défini, ce qui est absent dans la théorie foucaaldienne. Ainsi, il reprendra à son compte les concepts comme ceux de « classes dirigeantes » et d' « intérêts dominants », omniprésents chez Antonio Gramsci. Il utilise aussi l'observation de ce dernier à propos de l'interdépendance entre la société civile et la société politique pour justifier le

l'hôpital, la prison, l'université et l'armée, se déplaça de ce qui apparaissait comme des études insurrectionnelles vers une sorte de savoir confrontant le problème du pouvoir à partir de la position de quelqu'un croyant que, ultimement, très peu de résistance n'est possible vis-à-vis des contrôles exercés par une société disciplinaire ou carcérale. Il y a une sorte de quiétisme qui émerge à différents points dans la carrière de Foucault: le sentiment que tout est historiquement déterminé, que les idées de justice, de bien, mal, et ainsi de suite, sont sans signification intrinsèque, car ils sont constitués par quiconque les utilise. De son côté, l'ensemble de l'œuvre de Fanon est basé sur la notion de changement historique véritable par lequel les classes opprimées sont capables de se libérer de leurs oppresseurs Racevskis, «Edward Said and Michel Foucault : Affinities and Dissonances » *supra* note 8 à la p.53-54

⁹⁷ Neil Lazarus, *The Postcolonial unconscious*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, à la p. 190

⁹⁸ Kennedy, *Edward Said : A critical introduction*, *supra* note 36, à la p. 22

rapprochement qu'il opère entre le colonialisme et la production savante⁹⁹. En ce sens, il voit l'Orientalisme comme résultant d'un échange dynamique entre les auteurs individuels et les vastes intérêts politiques créés par les trois grands empires lui étant contemporains (Anglais, Français et Américains), et non comme un reflet passif de ces derniers sur les premiers¹⁰⁰. Said résumera brillamment l'influence combinée de Gramsci et de Foucault pour la théorisation de l'« Orientalisme » en décrivant ce dernier comme

un discours qui n'est pas du tout en relation de correspondance directe avec le pouvoir politique brut, mais qui, plutôt, est produit et existe au cours d'un échange inégal avec différentes sortes de pouvoirs, qui est formé jusqu'à un certain point par l'échange avec le pouvoir politique [...], avec le pouvoir intellectuel [...], avec le pouvoir culturel [...], la puissance morale [...].¹⁰¹

Bref, dans son célèbre ouvrage, Said proposera une forme de syncrétisme théorique unissant de façon originale les théories gramsciennes et foucaaldiennes. Malgré un vocabulaire et des influences foncièrement différents, ces théories s'agenceront harmonieusement pour rendre intelligibles des réalités complexes et subtiles telles que la création du discours orientaliste et, dans le cas qui nous concerne, la transformation du discours du droit international.

1.3- Conclusion

En conclusion, il nous paraît maintenant assez clair qu'un discours ou un intellectuel n'évolue jamais en vase clos, qu'il est toujours encre et déterminé partiellement par la société dans laquelle il s'est construit. L'analyse de ces déterminations nécessite toutefois un travail rigoureux de la part du chercheur, faisant constamment face au risque de sombrer dans une analyse déterministe simpliste ou de se noyer dans une mer de causes diffuses et d'influences éparses. Notre étude n'abordera pas les travaux

⁹⁹ *Idem.*

¹⁰⁰ Said, *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, *supra* note 7 à la p. 25

¹⁰¹ *Idem.*

de James Brown Scott sous un angle psychologique, pas plus qu'elle tentera de mettre en lumière les « intentions profondes » de ce dernier. Au contraire, non seulement ces raisons nous sont inaccessibles (peut-être le sont-elles tout autant pour le principal intéressé?), mais il nous semble de surcroît plus éclairant de les aborder sous des angles institutionnels et idéologiques et tenter de lever le voile sur l'ensemble des attitudes, des positions et d'idées partagées par la collectivité à une période de son histoire faisant pression, négativement ou positivement, sur les intellectuels et leurs discours. Pour ce faire, les travaux d'Edward Said, d'Antonio Gramsci et de Michel Foucault nous serviront de guide. L'idée foucauldienne de « discours », et les concepts gramsciens d'« hégémonie », d'« idéologie », de « classes dirigeantes », d'« intérêts dominants », d'« intellectuel organique » ainsi que de « société civile et société politique » nous aideront à affiner, éclaircir et solidifier notre analyse, nous permettant de faire sens à une réalité complexe tout en évitant de sombrer dans un déterminisme « primitif ». En suivant le chemin défriché par ces auteurs, nous analyserons l'idéologie hégémonique au cœur des États-Unis du tournant du vingtième siècle, pour ensuite mettre en lumière les destins croisés du développement de la doctrine du droit international et des politiques gouvernementales américaines en matière de politique étrangère. En d'autres mots, nous présenterons l'idéologie comme courroie de transmission entre le savoir et le pouvoir.

CHAPITRE II :
LES MOTEURS IDÉOLOGIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
AMÉRICAINNE

« La politique étrangère n'est
autre que la politique domestique arborant un chapeau. »

-Hubert H. Humphrey

Pour tenter de rapprocher la pensée du théologien ayant vécu au seizième siècle aux particularités de la politique étrangère de la nation américaine, nous devons naturellement entreprendre une étude minutieuse de cette dernière. Toutefois, faire ressortir les tendances lourdes de la vie politique d'une nation dont l'histoire est aussi riche en débats et en intérêts divergents comporte son lot d'obstacles, notamment celui de s'enliser dans l'anecdotique et le secondaire. Pour contourner ces eaux stagnantes, nous sommes partis à la recherche d'une genèse, d'un moment charnier qui vu véritablement se définir la politique américaine du vingtième siècle. Au cours de notre investigation, ce moment s'est présenté sous la forme d'une fin de cycle, avec le séisme économique suivant l'annonce de la fermeture officielle de la frontière intérieure par le Bureau du recensement en 1890. En effet, comme nous le verrons dans la première partie de ce chapitre, en les poussant à la croisée des chemins, cette situation imposa aux États-Unis de redéfinir leur stratégie de développement économique pour l'adapter à la situation d'un pays aux frontières stables et définies. Ayant consolidé leur souveraineté jusqu'à la frontière pacifique, les Américains

commenceront désormais à regarder outre-mer, scrutant avec convoitise les grands marchés chinois. Les États-Unis marqueront le début du second cycle de leur histoire de manière spectaculaire en déclarant la guerre contre l'Espagne 1898 et en mettant sur pied une stratégie d'expansion économique qui s'imposera comme véritable pilier de la politique étrangère américaine : la Doctrine de la porte ouverte.

Si la Doctrine de la porte ouverte représente la clé pour comprendre la politique étrangère américaine de la première moitié du vingtième siècle, cette dernière est toutefois protégée par deux serrures. Comme nous le verrons dans la seconde partie de ce chapitre, une autre clé demeure nécessaire pour comprendre la particularité de l'approche américaine aux relations internationales : la doctrine de la Destinée manifeste. En effet, le fabuleux essor de leur nation sur le « Nouveau Monde » amena nombre de personnalités américaines à percevoir la croissance des États-Unis comme celle d'une civilisation supérieure répandant ses lumières dans les ténèbres d'un continent barbare. Loin de se limiter à une banale vision chauviniste des relations internationales, la Destinée manifeste poussera les États-Unis à tenter de modeler les autres pays à leur image à travers des réformes culturelles, économiques et politiques sans précédent. Bref, couplée à la Doctrine de la porte ouverte, la Destinée manifeste nous permettra de pénétrer au cœur de la diplomatie américaine du vingtième siècle et d'y voir un terreau fertile pour accueillir la pensée de Francisco de Vitoria.

2.1.- Un peuple voué à s'étendre

L'histoire de chaque peuple est unique. En plus d'influencer la vision que ce peuple se fera de lui-même, elle influencera les rapports qu'il entretiendra avec les autres nations. L'histoire des États-Unis est une histoire d'expansionnisme. Comme nous le verrons maintenant, cette volonté de croissance expansive s'heurtera rapidement aux limites physiques imposées par l'Océan Pacifique et les poussera à redéfinir leurs relations avec les pays qu'ils considéraient comme « arriérés ».

2.1.1.-Les racines de l'expansionnisme américain

L'expansionnisme est intrinsèquement relié à l'histoire des États-Unis. Depuis le débarquement des premiers colons sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, les limites du territoire américain n'ont cessé d'être repoussées, parfois graduellement, d'autres fois de façon spectaculaire, par l'entremise de traité de cession de territoire. Lorsque les colonies américaines accédèrent à l'indépendance, les leviers de l'État furent aussi mis à contribution pour permettre aux colons de s'étendre vers l'ouest, bien souvent aux dépens des peuples autochtones y étant établis¹⁰². L'historien de la diplomatie américaine Thomas Bailey avancera qu'au cours des premiers siècles de la colonisation de l'Amérique, les Américains « concentrèrent leurs efforts à abattre les arbres et les sauvages et à figner leurs frontières naturelles »¹⁰³. Dès les premières années de l'indépendance, le Pacifique se présentait aux yeux de Thomas Jefferson comme l'objectif principal de l'avancée vers l'Ouest¹⁰⁴. Les moyens techniques du 18^e siècle ont permis aux États-Unis de rêver d'atteindre le Pacifique, ceux du 19^e siècle les ont encouragés à le contrôler.

En effet, au 19^e siècle, les avancées importantes dans le domaine de la production, des communications et des transports bouleversèrent le paysage mondial et amenèrent les dirigeants des pays industrialisés à repenser leur stratégie de développement économique. Le corolaire du développement industriel des pays occidentaux fut une compétition internationale accrue entre ces derniers pour le contrôle de certains facteurs de développement¹⁰⁵. Les puissances industrialisées cherchaient effectivement à pénétrer les économies des régions non incorporées ou peu incorporées à l'économie mondiale pour en retirer des matières premières, des terres,

¹⁰² Noam Chomsky, *L'an 501 : la conquête continue*, Montréal, Écosociété, à la p. 31

¹⁰³ Thomas Bailey, *A diplomatic history of the American People*, New-York, Appleton Century Crofts, 1969, à la p. 163

¹⁰⁴ David Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, Kentucky, University press of Kentucky, 2003, à la p. 7

¹⁰⁵ *Ibid.* à la p. 4

de la main d'œuvre et, surtout, ouvrir des marchés pour écouler les surplus agricoles et industriels.¹⁰⁶

Les États-Unis ne firent point exception à la règle. En effet, la croissance économique américaine, son importante industrialisation et sa production de masse accentuèrent les liens économiques, géopolitiques et missionnaires entre ce pays et le bassin du Pacifique (et les marchés extérieurs en général). Des groupes d'intérêts puissants dont les fermiers du Midwest, les sidérurgistes de Pittsburgh,¹⁰⁷ mais aussi les marchands, les baleiniers et les missionnaires militaient activement pour attirer l'attention du gouvernement vers cette zone stratégique, qu'ils considéraient comme vitale pour l'économie des États-Unis¹⁰⁸. La machine commerciale alimenta ainsi son penchant naturel vers une expansion sans cesse plus ambitieuse. Une quête aussi imposante ne pouvait évidemment être ignorée par l'imagination des intellectuels américains, qui vinrent greffer leurs théories à cette expansion irrésistible, l'alimentant d'une justification intellectuelle originale.

2.1.2- Turner et la théorie des frontières

Comme toute période de transition, la fin du 19^e siècle était inévitablement marquée par les errements et les tergiversations politiques reliés à de houleux débats encore non résolus. Certains intellectuels mirent leur savoir-faire à contribution pour tenter de faire sens à la réalité à laquelle l'Amérique était alors confrontée. Dans le domaine des sciences historiques, une certaine « théorie de la frontière » fit particulièrement écho dans le domaine académique et politique américain. Développée par Frederick Jackson Turner, la thèse de la frontière mettait en lumière la relation étroite entre

¹⁰⁶ *Idem.*

¹⁰⁷ William Appleman Williams, *The roots of the modern american empire : a study of the growth and shaping of social consciousness in a marketplace society*, New-York, New York Vintage Books, 1970, à la p. 46

¹⁰⁸ Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 4

l'expansionnisme et la démocratie américaine¹⁰⁹. Dans son texte « The significance of the frontier in american history »¹¹⁰, présenté devant la *American Historical Association* en 1893, Turner affirme que l'avancée vers l'ouest des colons américains en quête de terres « libres » fut déterminante dans la construction non seulement des institutions politiques américaines, mais de l'identité même du peuple américain¹¹¹. Chaque pied de forêt défriché, chaque forêt parcourue ont éloigné les Américains de la mentalité européenne et de son système aristocratique, les forçant à mettre sur pied des institutions répondant aux problèmes concrets liés à leur situation¹¹². Selon Turner, la Constitution et la création des institutions démocratiques américaines ne sont pas le fruit des idéaux de grands penseurs, mais plutôt des réponses pragmatiques aux particularités d'un développement économique axé sur l'expansionnisme vers l'Ouest¹¹³.

Bien que ses écrits fussent élaborés dans un langage colonial d'expansion territoriale vers l'Ouest, Turner ne manqua pas de soulever le changement de nature de l'expansionnisme américain depuis l'atteinte du Pacifique. En effet, en 1896, à la demande de Walter Hines Page l'éditeur de l'*Atlantic Monthly*, Turner publia l'article « The Problem of the West » dans lequel il met en relief la relation entre la fermeture de la frontière (c'est-à-dire la fin de l'expansionnisme vers l'Ouest suite à la consolidation de la souveraineté américaine sur la frontière pacifique) et la nouvelle stratégie américaine en terme de politique étrangère. Sorti au plus fort de la campagne Bryan-McKinley pour la présidence, cet article fut le premier à théoriser l'expansionnisme commercial, et le situer dans la longue trame historique amorcée

¹⁰⁹ William Appleman Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, New York, Dell, 1962 à la p. 22

¹¹⁰ Voir Turner, Frederick Jackson. « The significance of the frontier in American history » (1925) *Wisconsin Magazine Of History*, vol. 8, no. 3, pp. 255-280.

¹¹¹ Turner, Frederick Jackson. *The Frontier in American History*. New York: Holt, 1921, préface

¹¹² Ibid. à la p. 32

¹¹³ Jackson. « The significance of the frontier in American history » supra note 110 à la p. 256

depuis l'accostage du Mayflower¹¹⁴. Un paragraphe, dans lequel Turner rassemble sa pensée mérite d'être cité intégralement :

Pour près de trois cents ans, le facteur dominant de la vie américaine fut l'expansion. Avec la colonisation de la côte pacifique et l'occupation de terres libres, ce mouvement prit subitement fin. Que ces énergies expansionnistes n'opéreront plus serait une prédiction inconsidérée; la demande pour une politique étrangère vigoureuse, pour un canal interocéanique, pour un renouveau dans notre pouvoir sur les mers, et pour l'extension de l'influence américaine sur les îles périphériques et les pays avoisinants, sont des indications que ce mouvement va continuer. [traduction libre]¹¹⁵

L'influence qu'engendra la thèse de la frontière dans le milieu politique et académique fut immédiate et instantanée. Le nombre de références reliées aux travaux de Turner fut retentissant dès les années 1890, principalement lorsqu'il était question de l'expansion commerciale des États-Unis et d'une potentielle augmentation du budget de la Marine¹¹⁶. Au moment de sa mort en 1962, 60% des plus importants départements d'histoire des États-Unis proposaient des cours « Turneriens » sur l'histoire de la Frontière, mettant l'accent sur son importance dans la construction de l'identité américaine¹¹⁷.

L'idée centrale de Turner reliant la prospérité et la démocratie à l'expansionnisme a été reprise avec des variations mineures par plusieurs autres intellectuels du tournant du siècle. D'abord, l'intellectuel expansionniste Brooks Adams, ami intime de Théodore Roosevelt, Henry Cabot Lodge et John Hay, reprendra la thèse de Turner

¹¹⁴ Walter LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, New York, American Historical Association, 1963, à la p. 69

¹¹⁵ Frederick Jackson Turner « The Problem of the West » (1896) *The Atlantic Monthly*, Vol. LXXVIII, No. CCCCLXVII

¹¹⁶ LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, *supra* note 114 à la p. 71

¹¹⁷ *Ibid.* à la p.64

en y ajoutant des objectifs politiques concrets¹¹⁸. Ainsi, il avança que le contrôle économique de l'Asie était nécessaire à la prospérité américaine et que cela devait passer par la consolidation de leur position en Amérique latine et dans le Pacifique¹¹⁹. Cependant, un des théoriciens « Turnerien » ayant marqué la nouvelle ère de l'expansionnisme américain de la façon la plus palpable et mesurable fut sans contredit Alfred Thayer Mahan¹²⁰. En effet, cet ancien capitaine de la marine américaine et propagandiste de l'expansionnisme, écrira dans *The Interest of America in Sea Power, Present and Future* que, « qu'ils le veuillent ou non, les Américains doivent maintenant commencer à regarder vers l'extérieur. La production croissante du pays l'exige »¹²¹. Ses arguments selon lesquels la grandeur d'une nation se mesure à sa flotte commerciale et militaire donneront l'impulsion intellectuelle à la mise en marche de la construction d'une marine américaine qui deviendra, en moins de douze ans (1897 à 1909), la plus puissante du Pacifique¹²².

Les travaux de Turner firent aussi grandement écho chez Théodore Roosevelt, qui, dans une lettre d'admiration qu'il lui adressa, affirmait qu'il avait su donner une forme définie à un nombre important d'idées qui ne circulaient jusqu'alors que de façon confuse et éparse¹²³. Woodrow Wilson, son ami proche, fut aussi prompt à reconnaître que sa vision de l'expansionnisme et de l'histoire américaine fut modelée par Turner, admettant que tout ce qu'il avait écrit sur le sujet provenait de lui¹²⁴.

¹¹⁸ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 25

¹¹⁹ Brooks Adams, « The Spanish Was and the Equilibrium of the World » (1898), *Forum*, XXV, p. 641-651

¹²⁰ LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, *supra* note 114 à la p. 80

¹²¹ Alfred Thayer Mahan, *The Interest of America in Sea Power, Present and Future*, Boston, Little, Brown and company, 1897, à la p. 13

¹²² Jean-David Avenel, *La naissance de l'impérialisme américain*, Paris, Économica, 2007, à la p. 119

¹²³ LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, *supra* note 114 à la p. 64

¹²⁴ *Ibid.* à la p. 71

Bref, Frederick Jackson Turner est un incontournable pour comprendre la politique étrangère américaine du tournant du vingtième siècle. Cet intellectuel organique donna un sens à l'expansionnisme commercial naissant en lui offrant une assise historique remontant jusqu'aux premiers moments de la conquête du territoire américain. Reliant la grave crise économique des années 1890 à la fermeture de la frontière sur le Pacifique, Turner fit de l'expansionnisme la condition *sine qua non* de la santé économique et politique américaine, offrant une forme définie et articulée aux idées « flottantes » répandues dans le milieu de la politique et des affaires¹²⁵. Cette contribution incontournable amena l'historien Walter Laferber à affirmer que les travaux de Turner représentent « la clé pour comprendre la politique étrangère américaine dans la première moitié du vingtième siècle [traduction libre] »¹²⁶. En effet, la théorie de la frontière constitue la pièce maîtresse permettant de comprendre la « *Weltanschauung* », la vision du monde, sous-tendant les décisions politiques que nous exposerons maintenant, et qui marqueront l'entrée en scène des États-Unis dans l'arène internationale.

2.1.3- La crise de 1893 et l'expansionnisme outre-mer

En 1890, la grande épopée de la conquête de l'Ouest arriva à son terme, le Bureau du recensement américain déclara la frontière intérieure close¹²⁷. L'étalement vers le Pacifique ne put désormais plus pallier aux problèmes intrinsèques d'une société industrielle avancée, marquée par des développements sans précédent dans les domaines de la production, des transports et des communications¹²⁸. Cette situation déboucha sur la plus grande crise économique dans laquelle n'avaient jusqu'alors

¹²⁵ *Ibid.* à la p. 72

¹²⁶ *Idem.*

¹²⁷ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p.341

¹²⁸ LaFeber, *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, *supra* note 114 à la p. 64

basculé les Américains. Le coup d'envoi de la « Panique de 1893 » fut donné par les faillites des compagnies de chemin de fer Reading et Philadelphia et la *National Cordage Company*, qui enclenchèrent un tourbillon dépressionnaire qui causa la faillite de vingt-quatre compagnies par jour dans le mois qui suivit¹²⁹. Jamais les États-Unis n'avaient alors connu de cessation si soudaine de leurs activités industrielles, obligeant à plus de 15 000 compagnies et 500 banques de fermer leur porte en moins d'un an¹³⁰. Cette spirale infernale qui se prolongera jusqu'en 1898 provoqua le licenciement de centaines de milliers d'ouvriers, qui firent ensuite connaître leur mécontentement par de violentes manifestations, souvent réprimées dans le sang par les forces de l'ordre¹³¹. Coïncidant avec la publication des premiers travaux de Turner, la crise fit prendre la mesure des conséquences sociales désastreuses de la fermeture de la frontière aux dirigeants américains, qui se mirent aussitôt à regarder vers le large.

L'interprétation de la crise par les économistes et les responsables du parti républicain venait conforter l'idée développée par l'élite financière, politique et intellectuelle que les marchés étrangers représentaient l'unique salut du système américain : on y voyait une crise de surproduction que l'accès aux marchés chinois devait permettre d'éviter à l'avenir¹³². En effet, le Département d'État annonçait, en 1898 : « Il semble à peu près certain que tous les ans nous aurons à faire face à une surproduction croissante de biens qui devront être placés sur les marchés étrangers si nous voulons que les travailleurs américains travaillent toute l'année »¹³³. Même si, en 1898, 90% des produits états-uniens étaient écoulés sur le marché intérieur, le 10% de produits exportés représentait tout de même un milliard de dollars et, bien souvent,

¹²⁹ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 21

¹³⁰ *Idem.*

¹³¹ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p. 341

¹³² Avenel, *La naissance de l'impérialisme américain*, *supra* note 122 à la p. 138

¹³³ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p.344

le point de bascule entre la rentabilité ou la faillite pour plusieurs entreprises¹³⁴. L'industrie agricole était dépendante des marchés extérieurs depuis déjà longtemps, principalement dans les secteurs du coton, du blé et du tabac, mais l'industrie du textile comptait aussi maintenant de plus en plus sur les marchés asiatiques pour leur rentabilité¹³⁵. Enfin, l'industrie sidérurgique ajoutait aussi sa voix aux pressions exercées sur le gouvernement en affirmant, à travers son principal magazine *The Age Steel*, que le problème de la surproduction industrielle devrait être résolu et prévenu à l'avenir par la croissance du commerce extérieur¹³⁶. Ainsi, la priorité en matière de politique étrangère devint désormais l'ouverture des grands marchés chinois et ses quatre cents millions de consommateurs potentiels de produits américains. Comme l'affirmait le Sénateur William Frye : « Nous devons avoir les marchés chinois ou nous aurons une révolution »¹³⁷.

L'ouverture des marchés étrangers pour les produits des manufactures et ateliers américains n'était cependant pas le seul souci des décideurs de l'époque : ils se devaient également de trouver le moyen de rendre l'accès à ces marchés extérieurs à la fois facile, économique et sûr¹³⁸. Henry Cabot Lodge, alors Sénateur du Massachusetts, résumait ainsi sa vision des objectifs politiques et commerciaux de son gouvernement :

Dans l'intérêt de notre commerce, nous devrions construire le canal de Panama et, pour protéger ce canal, comme pour assurer notre suprématie commerciale dans le Pacifique, nous devrions contrôler les îles d'Hawaï et conforter notre influence sur les Samoa. En outre, lorsque le canal de Panama sera construit, Cuba deviendra une nécessité. [traduction libre]¹³⁹

¹³⁴ *Idem.*

¹³⁵ *Idem.*

¹³⁶ *Idem.*

¹³⁷ Henry W. Berger, *A William Williams Appleman reader : Selections from his major historical writings* Chicago, Yvan R. Dee, 1992, à la p.121

¹³⁸ David Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 68

¹³⁹ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p. 342

Ces propos de Lodge exposent de façon limpide l'interrelation entre la phase caribéenne et Pacifique de l'expansionnisme américain au début du vingtième siècle. Les interventions majeures de cette époque, dont la guerre contre l'Espagne, sont directement reliées à la tentative de créer une route commerciale sécuritaire vers la Chine et de « convertir le Pacifique en lac américain »¹⁴⁰. L'intervention à Cuba et à Puerto Rico, la cession du Panama, arraché à la Colombie pour créer un canal contrôlé par les Américains, l'annexion d'Hawaii et l'intervention aux Philippines étaient tous orientées vers ce but¹⁴¹.

2.1.4- La Guerre hispano-américaine de 1898 : une guerre commerciale?

Les politiciens répondirent promptement aux pressions croissantes pour des politiques expansionnistes. Certains d'entre eux, en particulier Théodore Roosevelt et le Sénateur Lodge, furent même aux premières lignes d'un lobbying spectaculaire et fructueux ayant mené le Président McKinley à intervenir militairement à divers emplacements considérés comme « stratégiques »¹⁴². Toutefois, la prise de possession de ces « avant-postes », impliquait de les arracher à leur premier colonisateur, c'est-à-dire l'Espagne. En effet, l'Espagne était le pouvoir colonial contrôlant Cuba et les Philippines, ce qui en faisant un obstacle majeur aux yeux des Américains dans leurs ambitions de créer une route sécuritaire vers l'Asie¹⁴³. C'est donc le 7 avril 1898 que fut déclarée la guerre hispano-américaine, qui débutera avec des victoires américaines rapides dans le Pacifique, prenant possession de Manille, des îles de Guam et de Wake¹⁴⁴. De son côté, la phase caribéenne de la guerre dura à peine plus d'un mois, avec une victoire à Cuba et à Puerto Rico¹⁴⁵. Ce que le Secrétaire d'État John Hay

¹⁴⁰ Natalie Goldstein *Globalization and Free Trade*, New-York, Checkmark Books, 2008, à la p. 74

¹⁴¹ Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 66

¹⁴² Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 8 à la p. 26

¹⁴³ Goldstein *Globalization and Free Trade*, *supra* note 140 à la p.74

¹⁴⁴ *Idem.*

¹⁴⁵ *Idem.*

qualifia de « splendide petite guerre » fut en fait si brève et unidirectionnelle que certains dirigeants craignirent de ne pas en cueillir tous les fruits¹⁴⁶. Le Sénateur du Maine, William P. Frye, envoyé comme négociateur en Espagne observa : « La peur que j'ai à propos de cette guerre est que la paix sera déclarée avant que nous occupions complètement les Philippines et Puerto Rico [traduction libre] »¹⁴⁷. L'urgence d'utiliser la guerre comme opportunité d'expansion se fit sentir chez Théodore Roosevelt, qui écrivit à Lodge « Vous devez prendre Manille et Hawaii [...] vous devez empêcher toute discussion de paix jusqu'à ce que nous obtenions Porto [...] Rico et les Philippines, ainsi que garantir l'indépendance de Cuba [traduction libre] »¹⁴⁸. La mission fut accomplie et les Américains terminèrent cette guerre avec de nouvelles possessions qui, selon l'éditeur et propriétaire du *New York Tribune*, stimulèrent l'industrie navale, le commerce et la prospérité¹⁴⁹. Menée à faibles coûts et sans engager d'hostilités avec les puissances importantes comme l'Angleterre ou l'Allemagne, la guerre de 1898 assoira le contrôle américain dans la région isthmique et les propulsera au rang de puissance mondiale en Extrême-Orient¹⁵⁰. Norman E. Graebner, célèbre historien de la diplomatie américaine débutera ainsi son livre *An Uncertain History* portant sur les Secrétares d'État du vingtième siècle :

Au tournant du siècle, un ambassadeur étranger à Washington observa que, même s'il n'a été en poste que pour une brève durée, il a vu deux pays différents : les États-Unis avant la guerre contre l'Espagne et les États-Unis après cette guerre. Dans cette remarque imagée, le diplomate reconnu ce que certains penseurs américains avaient déjà senti : que 1898 était un point tournant dans la l'histoire de la République. [traduction libre]¹⁵¹

¹⁴⁶ Robert J. McMahon et Thomas W. Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A diplomatic History*, Thousand Oaks, CQ Press, 2012, à la p. 94

¹⁴⁷ *Idem.*

¹⁴⁸ Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 66

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 20 et 138

¹⁵¹ Norman A. Graebner, *An Uncertain Tradition : American Secretaries of State in the Twentieth Century*, Greenwood Press, 1980 p. 1

L'importance particulière que les historiens accorderont à cette « splendide petite guerre » représente une indication très probante du caractère déterminant de cette dernière. Cependant, bien que sa portée ne fasse aucun doute, les moteurs l'ayant amorcée demeurent complexes. Comme l'affirme Shoonover, la guerre de 1898 intégrait presque tous les thèmes principaux de l'histoire des États-Unis, à savoir l'expansionnisme, la découverte et l'exploitation, l'activité maritime, l'exploitation ouvrière, le racisme, l'idéalisme, les questions de sécurité, la Destinée manifeste, la doctrine Monroe, etc.¹⁵² Comprendre les causes qui poussèrent les États-Unis à déclarer la guerre à l'Espagne est, dans un certain sens, comprendre le moteur de la politique étrangère américaine de l'époque. Comme tout phénomène social, les facteurs ayant mené à la guerre contre l'Espagne sont nombreux, voire innombrables. Cependant, tous n'ont pas joué une part assez significative dans la grande marche vers la guerre pour être soulevés ici et seront laissés de côté à titre de facteurs mineurs. En guise d'exemple, certains auteurs néoréalistes comme Paul Kennedy y ont vu une tentative des États-Unis pour s'imposer, dans une stratégie politique à portée mondiale, comme un nouveau « challenger » face aux puissances établies de l'époque qu'étaient la Grande-Bretagne, la France et l'Autriche-Hongrie¹⁵³. D'autres observateurs y virent une véritable mission humanitaire de la part des États-Unis pour y délivrer les peuples sous le joug d'une Espagne colonisatrice¹⁵⁴. Toutefois, lorsque nous les étudions à la lumière des déclarations publiques et privées des principaux acteurs de l'époque, ces hypothèses ne nous paraissent recevables qu'en tant que causes mineures ou négligeables. En effet, dans *The Tragedy of the American Diplomacy*, Williams Appleman Williams fera ressortir les instructions qu'adressa McKinley à son nouveau délégué en Espagne en 1897, qui, selon lui, clôt le débat entourant les motivations l'ayant poussé à déclarer la guerre à l'Espagne. Dans ces

¹⁵² Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 4

¹⁵³ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Éditions Payot, 1988

¹⁵⁴ Darlene Rivas, «Humanitarian Intervention and Relief - Humanitarian relief and intervention in the age of imperialism» (Année inconnue), *Encyclopedia of New America*

instructions, le Président ne situe les causes de cette guerre non pas dans une stratégie politique d'ambition mondiale ni dans une volonté humanitaire, mais bien dans la situation économique inquiétante à l'intérieur de ses frontières. Il y avance que

la condition chronique du trouble cause des perturbations dans les conditions sociales et politiques de notre propre population (...). Une irritation continue à l'intérieur de nos propres frontières affecte considérablement le fonctionnement normal des entreprises, et tend à retarder les conditions de prospérités auxquelles notre pays a droit. [traduction libre] ¹⁵⁵

Cette interprétation fut corroborée quelques années plus tard par le responsable du Bureau du Commerce extérieur au Département du Commerce américain, qui confia que « la Guerre hispano-américaine n'était qu'un événement dans une dynamique générale d'expansion qui avait ses racines dans le changement d'environnement de nos capacités industrielles qui dépassaient de loin nos capacités de consommation intérieure »¹⁵⁶. Ces citations font ressortir le point essentiel pour comprendre la politique étrangère américaine de l'époque : la clé de son analyse se situe à l'intérieur de ses frontières, plus spécifiquement dans son système économique. En effet, comme nous l'avons fait ressortir dans le chapitre précédent, la communauté des affaires, voyant leurs chiffres d'affaires péricliter, exerça une pression importante sur l'administration McKinley afin qu'il ouvre et stabilise les marchés asiatiques. Comme l'affirme Thomas McCormick, les acquisitions américaines de 1898 ne furent pas le produit d'une politique impériale à grande échelle, mais plutôt celui d'un effort pour construire un système logistique de stations navales destiné à sécuriser une route commerciale vers la Chine¹⁵⁷.

¹⁵⁵ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 34

¹⁵⁶ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p. 350

¹⁵⁷ Thomas McCormick, « Insular Imperialism and the Open Door : The China Market and the Spanish-American War » (1963) *Pacific Historical Review* Vol. 32, No. 2 à la p. 155

Cependant, prise seule, cette explication reste insuffisante et pourrait amener à croire que McKinley mena une guerre contre l'Espagne, car la communauté des affaires lui a exigée. En son sens le plus large, les causes de la guerre hispano-américaine se situent dans les particularités de la pensée expansionniste américaine, définissant chaque problème social, politique ou économique de telle manière que leurs solutions deviennent progressivement dépendantes des facteurs externes¹⁵⁸. En effet, cette guerre est essentiellement le produit du *Weltanschauung*¹⁵⁹ américain, et représente un exemple frappant d'un peuple agissant en fonction de la théorie de la frontière. Comme l'affirmera Appleman Williams, cette guerre n'est que le fruit d'une « définition du bien-être américain en terme d'expansion économique outre-mer [traduction libre] »¹⁶⁰. Cette *Weltanschauung* est essentielle pour comprendre le grand débat de 1898-1901 entourant l'expansionnisme américain, dont nous traiterons maintenant.

2.1.5- La doctrine de la Porte ouverte, premier moteur

La fin de la guerre hispano-américaine fut officialisée vers la fin de 1898 avec le Traité de Paris¹⁶¹, signé entre les États-Unis et l'Espagne. Cette dernière, y cédant ces anciennes colonies de Puerto Rico, GUA, et des Philippines, et en accordant une indépendance qui se révélera bien brève à Cuba, permettra aux États-Unis de faire leur véritable entrée sur la scène internationale¹⁶². Cependant, la proposition du traité d'annexer les Philippines au territoire américain fit naître un débat houleux au Sénat entre le clan qualifié d'« impérialiste » et celui d'« anti-impérialiste »¹⁶³. Le débat

¹⁵⁸ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 34

¹⁵⁹ Terme allemand signifiant la vision du monde d'un peuple relatif à sa culture particulière

¹⁶⁰ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 35

¹⁶¹ *Traité de Paris*, 10 décembre 1898, Conférence de Paris

¹⁶² Brett Bowden, *The Empire of Civilization : The Evolution of an Imperial Idea*, The University of Chicago Press, 2009 à la p. 227

¹⁶³ McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 94

orbitait autour de la question du colonialisme et, de manière plus spécifique, du sort réservé à Cuba et aux Philippines : devraient-ils être maintenus comme colonies traditionnelles ou se voir accorder une quasi-indépendance sous supervision américaine?¹⁶⁴ Pour les partisans de la seconde option, la ratification du Traité de Paris ferait des États-Unis non seulement une nation impériale, mais une véritable force d'occupation¹⁶⁵. Parmi eux, le Sénateur George Frisbie Hoar affirmera que ce « traité fera de nous un empire banal et vulgaire, contrôlant des races assujetties et des États vassaux, à l'intérieur desquels une classe devra toujours dominer et une autre classe devra toujours obéir [traduction libre] »¹⁶⁶. Dans le clan adverse, mené par le Sénateur Lodge et Théodore Roosevelt, les impérialistes mettaient l'accent sur les importants avantages commerciaux des îles cédées par l'Espagne, et ceux encore plus grands d'un accès aux grands marchés chinois que ces possessions permettaient¹⁶⁷.

Il serait toutefois trompeur de limiter ce débat à deux clans antagonistes. En effet, selon William Appleman Williams, ce face-à-face impliquait aussi un troisième groupe, formé d'une coalition d'entrepreneurs, d'intellectuels et de politiciens s'opposant au colonialisme classique, mais prônant une politique de « Porte ouverte » à travers laquelle la prépondérance de l'économie américaine pénétrerait celle des pays « arriérés » et les dominerait¹⁶⁸. Cette solution mitoyenne évacuera rapidement les dissensions entre les deux clans en mettant l'accent non pas sur l'isolationnisme ou l'acquisition territoriale, mais plutôt sur ce qui faisait alors consensus chez les dirigeants de l'époque : la nécessité de l'expansionnisme commercial. L'ancien Secrétaire d'État John W. Foster résumera ainsi la situation à la fin de 1900 : « Peu importe les différences d'opinions pouvant exister au sein des citoyens américains

¹⁶⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 38

¹⁶⁵ Bowden, *The Empire of Civilization : The Evolution of an Imperial Idea*, *supra* note 161 à la p. 227

¹⁶⁶ *Ibid.* à la p.227

¹⁶⁷ McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A diplomatic History*, *supra* note 146 à la p.

94

¹⁶⁸ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 38

respectivement à la politique d'expansion territoriale, tous semblent s'accorder sur la désirabilité d'une expansion commerciale »[traduction libre]¹⁶⁹. Tout aussi affamés de marchés extérieurs que pouvaient l'être les « impérialistes » les plus zélés, la peur de la compétition venant des travailleurs autochtones et des coûts reliés à la gestion politique des colonies, conjuguées à des considérations racistes¹⁷⁰ et religieuses, amenèrent les partisans du « troisième clan » à écarter l'option du colonialisme¹⁷¹.

La révolte des nationalistes philippins vint donner de l'eau au moulin des partisans de cet « expansionnisme anticolonial », qui virent leur approche gagner rapidement en popularité¹⁷². C'est en 1899, sous forme de notes diplomatiques rédigées par le Secrétaire d'État John Hay, que seront véritablement mises en œuvre ces idées. Ces notes, que l'on baptisera les *Open Door Notes*, représentaient un effort diplomatique visant à éviter la division de la Chine en sphères impériales closes, et ainsi maintenir cette dernière ouverte pour le commerce américain¹⁷³. Comme l'affirme Appleman Williams, les *Open Doors Notes*, dans lesquelles John Hay invitait les pays européens à ne pas se diviser la Chine en zone d'influences coloniales tout en exigeant que chaque nation soit traitée de manière égale en ce qui a trait à l'accès aux ports et au chemin de fer, « distillèrent le conglomerat de motivations, de pressions et de théories dans une stratégie classique d'expansion impériale non coloniale »[traduction libre]¹⁷⁴. Peu de documents revêtent un poids aussi important que ces notes dans

¹⁶⁹ Stephen Kern, *The Culture of Time and Space, 1880-1918*, Harvard University Press, 1983 à la p. 239

¹⁷⁰ Elihu Root, alors Ministre de la Guerre, déclara en 1901 à une délégation philippine en visite à Washington que l'annexion de leur pays aux États-Unis « ajouterait un autre problème de race à ceux que nous avons déjà. Les « nègres » sont un cancer dans notre vie politique, une source constante de difficultés, et nous voudrions éviter de développer un autre problème de ce genre » [traduction libre]¹⁷⁰. voir : McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 95

p. 95

¹⁷¹ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 39

¹⁷² McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 95

¹⁷³ *Ibid.* à la p. 96

¹⁷⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 43

l'histoire de la diplomatie américaine, qu'Appleman Williams qualifiera de « plus grande réalisation intellectuelle dans le domaine public depuis la génération des Pères fondateurs » [traduction libre]¹⁷⁵.

Rapidement acceptées par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne comme cadre régissant les relations impériales en Chine, les *Open Doors Notes* devinrent un succès diplomatique retentissant, marquant ainsi la naissance d'une nouvelle approche américaine aux relations internationales¹⁷⁶. En effet, malgré le sentiment de défaite ressenti par plusieurs anti-impérialistes suite à la prise de possession des Philippines par la ratification du Traité de Paris, les notes diplomatiques de John Hay leur offrirent une consolation de taille puisque l'option du colonialisme était désormais complètement écartée¹⁷⁷. En quelques années, le statut colonial des pays saisis à l'Espagne fut complètement liquidé et la nouvelle répartition des tâches entre les chefs politiques et économiques fut institutionnalisée¹⁷⁸. Aux Philippines, les administrateurs politiques réduisirent progressivement le rôle de l'armée américaine, optant pour une approche assimilationniste plus subtile que le véritable colonialisme des premières années¹⁷⁹. Le nouveau cadre impérial pour la gestion des Philippines fut officialisé en 1902 avec la proclamation du *Organic Act*¹⁸⁰, déléguant à une élite autochtone pro-américaine le pouvoir de créer une assemblée constituante et de mettre sur pied un suffrage limité¹⁸¹. Enfin, au cours des décennies qui suivront, la diplomatie de la « Porte ouverte » transcendera sa spécificité régionale et sera promue comme pièce maîtresse de la politique étrangère américaine¹⁸².

¹⁷⁵ McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 98; Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 8 à la p.50

¹⁷⁶ *Ibid.* à la p. 97

¹⁷⁷ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 43 et 38

¹⁷⁸ *Ibid.* à la p. 44

¹⁷⁹ McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 95

¹⁸⁰ *Organic Act*, 1^{er} juillet 1902, 57^e Congrès américain, 1^e session, chap. 1369

¹⁸¹ *Ibid.* à la p.95

¹⁸² *Ibid.* à la p. 98

Ainsi naquit la « Diplomatie de la Porte ouverte », dont l'objectif essentiel était la stabilisation des relations internationales et la levée des entraves à la libre expansion du commerce américain¹⁸³. En ce qui a trait à la relation des États-Unis avec les pays sous-développés, Appleman Williams n'hésitera pas, malgré l'absence d'acquisition territoriale, de les qualifier d' « impérialistes »¹⁸⁴. En effet, il avance que, même si le contrôle du pays dominé n'est pas exercé au jour le jour par un administrateur issu du pays dominant, le contrôle des leviers économiques par ce dernier amène une situation de subornation politique pour le pays le plus faible dans laquelle ses alternatives et sa liberté se voient considérablement réduites¹⁸⁵. Cette forme de contrôle indirecte sera désignée sous l'expression d' « empire informel ». La stratégie diplomatique de la Porte ouverte symbolise parfaitement la vision du monde américaine basée sur l'interrelation entre la prospérité domestique et l'expansionnisme telle que soulevée par Turner. De plus, à une époque où le colonialisme dévoilait ses faiblesses évidentes et son incapacité à remplir les exigences de calculs coût-bénéfice¹⁸⁶, la diplomatie de la Porte ouverte devint la réponse la plus adaptée aux besoins du capitalisme industriel naissant.

Toutefois, bien qu'elle représente une pièce incontournable pour comprendre l'approche américaine aux relations internationales au cours de la première moitié du vingtième siècle, la diplomatie de la Porte ouverte ne demeure qu'une partie de la raison. En effet, comme nous le verrons maintenant, des éléments moralistes et idéologiques viendront se greffer à cette approche fondamentalement séculière et rationnelle pour créer une forme d'expansionnisme sans précédent¹⁸⁷. Ces éléments manquants proviendront de la Destinée manifeste.

¹⁸³ Schoonover, *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, *supra* note 106 à la p. 20

¹⁸⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 47

¹⁸⁵ *Ibid.* à la p. 48

¹⁸⁶ Suzanne Berger, *Notre première mondialisation : Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003, à la p. 28-29

¹⁸⁷ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 50

2.2.- La Destinée manifeste, second moteur

Suite à l'assermentation présidentielle de Théodore Roosevelt, la diplomatie de la Porte ouverte s'enracinera encore plus profondément dans la philosophie politique américaine, imposant un nouveau leitmotiv : gérer les rivalités impériales entre les grandes puissances et ouvrir les économies des pays sous-développés. Comme ils le firent avec Cuba, où les chemins de fers, les forêts, les mines et les exploitations sucrières tombèrent dans leur main comme des fruits mûrs, le milieu des affaires enclencha une occupation commerciale sans précédent des pays considérés alors comme « arriérés »¹⁸⁸. Parallèlement à cette expansion séculière, une nouvelle forme de croisade commença à prendre forme et à se greffer à cette dernière, la renforçant d'une importante dimension idéologique¹⁸⁹. Ce sera la renaissance de la Destinée manifeste. En effet, cette dernière prendra deux dimensions interagissant souvent ensemble: d'abord séculière, attestant une supériorité politique et sociale du peuple états-unien vis-à-vis des peuples « arriérés », ensuite religieuse, prêchant l'ascendant des vertus du Christianisme protestant sur les religions « barbares »¹⁹⁰. Comme nous le verrons maintenant, la Destinée manifeste viendra raffermir la mouvance expansionniste, lui offrant une saveur idéologique particulière à l'Amérique.

2.2.1- Des origines séculières

Les origines de la Destinée manifeste, à savoir quand et par qui l'expression a été inventée, restent assez vagues. Il demeure toutefois « manifeste » que c'est à partir des années 1840 que l'expression commença à pulluler dans les ouvrages sur l'histoire des États-Unis¹⁹¹. L'hypothèse la plus largement partagée en attribue la

¹⁸⁸ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, supra note 1 à la p. 355

¹⁸⁹ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, supra note 109 à la p. 53

¹⁹⁰ *Idem.*

¹⁹¹ Julius W. Pratt, « The Origin of Manifest Destiny » (1927) *The American Historical Review* Vol. 32, No. 4 à la p. 795

paternité au Représentant du Massachusetts Robert C. Winthrop, qui défendait devant la Chambre des Représentants en 1846, le pouvoir des États-Unis d'annexer l'Oregon au nom du « droit de notre destinée manifeste à s'étendre sur tout le continent [traduction libre] »¹⁹². Ceci semble avoir été la première mention du célèbre terme au Congrès, qui sera ensuite récupéré comme argument des chantres de l'expansionnisme au cours de la Guerre contre le Mexique¹⁹³.

L'expression connut rapidement plusieurs variations, dont on peut en distinguer deux grandes catégories. D'abord, la version initiale, développée durant et après la guerre contre le Mexique, fut principalement séculière. Cette idéologie se fondait sur l'idée que, en faisant le meilleur usage de leurs ressources, les Américains réussirent à construire la société la plus avancée et progressiste de leur époque. Comme grands pouvoirs impliquent grandes responsabilités, les États-Unis se devaient désormais d'étendre leur autorité aux peuples inférieurs, et ainsi leur amener les « lumières de la civilisation »¹⁹⁴. Cette branche de la Destinée manifeste empruntera une trajectoire l'amenant à centrer son idéologie sur le concept de « race ». En effet, dans un contexte d'éclosion des théories darwiniennes de sélections naturelles et devant la nécessité morale de justifier l'esclavage des peuples africains et l'extermination des Indiens, les intellectuels et le clergé américains développèrent une théorie raciale donnant le haut du pavé à la race « Anglo-saxonne »¹⁹⁵. Dans son livre *La naissance de l'impérialisme américain*, Jean-David Avenel exposera cette doctrine selon laquelle le monde est habité par des peuples de nature différente dont la caractéristique fondamentale est la force de caractère, se manifestant par la maîtrise de soi face au mal et à la tentation¹⁹⁶. Cette vision, très proche du protestantisme, sous-tend que ce sont les populations d'origine Nord européenne qui détiennent la maîtrise de soi. Cette dernière leur aurait permis de dompter leurs pulsions négatives

¹⁹² *Idem.*

¹⁹³ *Idem.*

¹⁹⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 54

¹⁹⁵ Reginald Horsman, *Race and Manifest Destiny*, Harward University Press, 1981, à la p. 3

¹⁹⁶ Avenel, *La naissance de l'impérialisme américain*, *supra* note 122 à la p. 16

et de les orienter à des fins productives pour, en définitive, bénéficier d'un degré de développement élevé¹⁹⁷.

2.2.2- Le tournant religieux

Ensuite, une seconde version de la Destinée manifeste est venue se greffer à la première. En effet, vers la fin du XIXe siècle, des missionnaires américains et des chefs religieux vinrent ajouter une dimension théologique à la ferveur expansionniste¹⁹⁸. L'adaptation religieuse de la Destinée manifeste présentait, elle aussi, plusieurs variations, mais désignait principalement une « expansion, préétablie par les cieux, sur une superficie pas encore clairement définie. Dans certains esprits cela signifiait l'expansion sur la région du Pacifique ; dans d'autres, sur le continent nord-américain ; dans d'autres, sur l'hémisphère en entier [traduction libre] »¹⁹⁹. Ainsi, comme l'affirma Josiah Strong, alors membre du Congrès, l'Amérique fut désignée par Dieu pour mener les Anglo-Saxons vers la transformation du monde et tendre la main vers ces « voix pleurantes dans le désert »²⁰⁰.

Selon les tenants évangélistes de la Destinée manifeste, la simple survie des colons américains dans un territoire aussi hostile représente une preuve irrévocable que Dieu les eut investis d'une mission divine²⁰¹. Les chefs religieux commencèrent donc à faire pression sur le gouvernement pour qu'il déploie des missions évangélistes en Asie, et principalement en Chine où un « grand Niagara d'âme plongeait dans les ténèbres »²⁰². Même si une oreille sympathique venant du gouvernement leur fut tendue, les résultats de ce lobbyisme religieux restèrent mitigés. C'est alors que les

¹⁹⁷ *Ibid.* à la p. 19

¹⁹⁸ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 54

¹⁹⁹ Frederick Merk and Lois Bannister Merk, *Manifest Destiny and Mission in American History : A Reinterpretation*, Harvard University Press, 1963 à la p. 24

²⁰⁰ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 54

²⁰¹ Horsman, *Race and Manifest Destiny*, *supra* note 195 à la p. 3

²⁰² Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 54

missionnaires changèrent leur stratégie fondamentale en développant une nouvelle forme de discours, reliant la salvation des âmes aux réformes politiques. En effet, la nouvelle orientation fut désormais de promouvoir les réformes politiques et économiques dans les pays « arriérés » qui elles, dans un deuxième temps, favoriseront la conversion de la population au Christianisme²⁰³. En d'autres mots, des institutions de style américain qui créeront des âmes chrétiennes. Ainsi, la branche théologique de la Destinée manifeste deviendra de plus en plus semblable avec son pendant séculier, tous deux justifiant l'expansion américaine par la nécessité de transformer les sociétés « barbares » par des sociétés civilisées. Désormais, chefs religieux et dirigeants politiques travailleront de concert pour rattacher leur mouvement réformiste à l'expansion économique, ajoutant une dimension idéologique à une stratégie de développement calculée et rationnelle.²⁰⁴

2.3- L'intégration de la Destinée manifeste et de la Porte ouverte

Ce que nous qualifions de « moteurs de la politique étrangère américaine », à savoir le réformisme et la quête civilisationnelle issue de la Destinée manifeste et l'expansionnisme commerciale réifié dans la doctrine de la Porte ouverte, n'évolueront guère longtemps en vase clos. Comme nous le verrons maintenant, leur chemin viendront se croiser sous la présidence de Théodore Roosevelt, combinant leurs forces pour offrir pour créer une approche unique aux relations internationales.

²⁰³ *Ibid.* à la p. 55

²⁰⁴ *Ibid.* à la p. 56

2.3.1- Théodore Roosevelt et la croisée des chemins

Théodore Roosevelt, Président de 1901 à 1909, fut sans contredit la figure emblématique américaine du tournant du vingtième siècle. Il n'avait que quarante-trois ans quand une balle de fusil, en se logeant dans le crâne de son prédécesseur William McKinley, fit de lui le vingt-sixième président des États-Unis²⁰⁵. Sa jeunesse, sa richesse, son passé militaire et sa glorification de l'héroïsme firent de lui l'archétype parfait du conquérant américain²⁰⁶. Plus important toutefois, est la façon dont sa vision de la politique étrangère américaine réifiera l'intégration progressive de la dimension séculière et idéologique dont nous avons fait mention au chapitre précédent²⁰⁷. Bien conscient de la nécessité de l'expansionnisme commerciale, et particulièrement de l'accès aux marchés chinois, Roosevelt combinera cette politique séculière à une croisade pour la suprématie de la race anglo-saxonne, avant-garde de la civilisation²⁰⁸.

Dans son ouvrage historique *The Winning of the West*, Roosevelt proposera une genèse de l'expansion européenne centrée sur le concept de race. Soulignant l'importance des différences raciales, il y qualifiera l'étalement des peuples anglophones sur les terres « vierges » du monde comme « la caractéristique la plus frappante de l'histoire de l'humanité [traduction libre] »²⁰⁹. Lors de son deuxième mandat présidentiel, il déclarera à un groupe de missionnaires sur le point de quitter vers les Philippines que « l'expansion des peuples blancs ou de sang européen au cours des quatre derniers siècles a su semer des bénéfices durables pour la plupart des peuples habitant déjà les terres sur lesquelles cette expansion eu lieu [traduction

²⁰⁵ R.B Nye et J.E. Morpurgo, *Histoire des États-Unis*, Paris, Gallimard, 1961 à la p. 481

²⁰⁶ *Idem.*

²⁰⁷ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 57

²⁰⁸ Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, *supra* note 1 à la p. 345 et Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 57

²⁰⁹ Théodore Roosevelt, *The Work of Theodore Roosevelt : The Winning of the West*, New-York, P.F. Collier and Son., 1899 p. 15

libre] »²¹⁰. Dans un même ordre d'idées, Roosevelt vit dans la guerre contre le Mexique un moyen de promouvoir les idées, les pratiques et les vertus des peuples anglo-saxons, qu'il jugeait supérieurs à la « race plus faible » de leurs voisins mexicains²¹¹. Le mépris des autres peuples et la dimension civilisatrice de l'expansion américaine étaient aussi partagés par une frange importante de son administration. En effet, alors que Roosevelt affirmait que les Mexicains étaient incapables de se gouverner eux-mêmes²¹², son Secrétaire d'État, Elihu Root élargissait le raisonnement à l'ensemble des peuples de l'Amérique latine, qu'il considérait « comme des enfants et incapables d'assumer les obligations qui découlent de l'indépendance [traduction libre] »²¹³. Ainsi, ces peuples devront être chaperonnés, et leurs structures politiques « bancales » réformées à l'image des institutions américaines civilisées²¹⁴.

Malgré la dimension romanesque et raciste insufflée par Roosevelt à l'expansionnisme américain, ce dernier avait une vision particulièrement lucide de la réalité économique de son époque. Bien avant son accession à la présidence, Roosevelt était déjà l'un des plus ardents défenseurs de la mise sur pied d'une route commerciale vers la Chine²¹⁵. Parallèlement à son désir de voir les États-Unis annexer Hawaï et creuser un canal isthmique, il joignit aussi ses efforts à ceux d'Alfred Mahan pour inciter le gouvernement à entamer la construction d'une marine de premier ordre²¹⁶. Son interprétation de la civilisation américaine moderne ne se limitait donc pas à d'obscur analyses raciales, mais reposait aussi grandement sur l'importance des institutions économiques, et en particulier les grandes entreprises

²¹⁰ Noam Chomsky, *Hopes ad prospects*, Chicago, Haymarket Books, 2010, p. 19-20

²¹¹ Thomas G. Dyer, *Theodore Roosevelt and the idea of race*, Louisiana State University Press, 1980 p. 53

²¹² *Idem.*

²¹³ Noam Chomsky, *Deterring Democracy*, New-York, Verso, 1991, à la p. 43

²¹⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 57

²¹⁵ David Healy, *US Expansionism : The Imperialist Urge in the 1890*, The University of Wisconsin Press, 1970 à la p. 112

²¹⁶ *Idem.*

commerciales²¹⁷. En effet, ces dernières, selon lui, sont devenues les moteurs principaux du développement économique et doivent, par conséquent, être épaulées par le gouvernement en leur ouvrant des marchés extérieurs pour écouler leurs surplus²¹⁸. Ainsi, parallèlement à son approche paternaliste des relations entre les peuples anglo-saxons et les peuples « barbares », Roosevelt percevait les relations entre les puissances industrialisées comme une compétition commerciale visant la mainmise sur les marchés des pays sous-développés²¹⁹. Dans son message présidentiel de décembre 1901, Théodore Roosevelt élaborera sur la nécessité de l'expansionnisme commercial :

L'Amérique a tout juste commencé à assumer sa position dominante dans le monde des affaires internationales, qui, nous croyons, sera de plus en plus sienne. Il est de la plus haute importance que cette position ne soit pas mise en péril, surtout à un moment où la surabondance de nos propres ressources naturelles et de l'habileté, de l'énergie d'entreprise, et les aptitudes mécaniques de nos gens rendent les marchés étrangers d'autant plus essentiels [traduction libre]²²⁰

En 1904, il établit le « Corolaire Roosevelt », stipulant qu'il est du devoir des États-Unis d'intervenir lors d'un conflit entre les pays d'Amérique Latine et les puissances européennes²²¹. Désigné comme une nouvelle interprétation de la Doctrine Monroe, ce corollaire confia unilatéralement aux États-Unis le rôle de police internationale, ayant le devoir d'intervenir militairement pour redresser les pays latino-américains en proie à l'instabilité économique²²². Cette doctrine particulièrement agressive fut le symbole de l'interventionnisme américain de l'époque et servit à légitimer plusieurs

²¹⁷ Martin J. Sklar, *The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916 : The market, the law and politics*, Univeristy of Cambridge Press, 1988, à la p. 335

²¹⁸ *Idem.*

²¹⁹ *Idem.*

²²⁰ Théodore Roosevelt, *Premier Message annuel*, 3 décembre 1901

²²¹ Gene A. Sessions, « The Clark Memorandum Myth » (1977) *The Americas*, Vol 34, No.1 à la p. 40-41

²²² Eugene Wittkopf, Christopher Jones et Charles Kegleyp, *The American Foreign Policy : The Pattern and Process*, Belmont, Thompson, 2008 à la p. 35

actions militaires destinées à renverser des gouvernements élus ou éradiquer des mouvements révolutionnaires²²³.

Les raisons pour lesquelles les besoins inhérents de l'expansion commerciale coïncident avec ces motivations racistes et ces efforts réformistes à refaire le monde sont transparentes²²⁴. En effet, les pays sous-développés sont mal adaptés pour s'aligner économiquement avec les pays industrialisés, car ils sont souvent « handicapés » par une extrême pauvreté et des coutumes traditionalistes nuisant à la stabilité commerciale²²⁵. Il était donc nécessaire de les aligner sur le modèle culturel, politique et économique américain de manière à ce que les « fruits de l'expansion puissent être récoltés »²²⁶.

Selon William Appleman Williams, c'est lors de la conférence d'Algésiras de 1905-1906 que l'interrelation entre les réformes et la politique de la Porte ouverte se consolida. En effet, cette conférence, qui réunit douze pays européens et les représentants du Sultan marocain, visait à calmer les tensions impériales émergeant en Afrique du Nord, principalement entre la France et l'Allemagne. Bien que les États-Unis n'avaient pas d'intérêts directs dans cette région, Elihu Root y mandatera Henry White pour s'assurer que la doctrine de la Porte ouverte soit respectée et prise en compte dans le traité final²²⁷. Les instructions que Root donna à Henry White, aujourd'hui publiées, révèlent que le lien entre les réformes domestiques des pays étrangers et l'expansion commerciale étaient bien compris des dirigeants de l'époque. Effectivement, le Secrétaire d'État y expliquera de brillante manière que le principe de la Porte ouverte, bien que nécessaire, demeurerait insuffisant pour assurer les

²²³ Ibid p. 35

²²⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, supra note 109 à la p. 57

²²⁵ *Idem*.

²²⁶ *Idem*.

²²⁷ The American Journal of International Law, « *The Algeciras Conference* » (1907) *The American Journal of International Law*, Vol. 1, No. 1, p. 139; *Accords d'Algésiras*, janvier 1906, Conférence d'Algésiras

échanges commerciaux. White devait donc faire comprendre aux puissances européennes qu'

alors qu'il est à l'avantage des autres puissances de sécuriser la « porte ouverte », il est tout aussi vital pour leurs intérêts et ceux du Maroc que la porte, étant ouverte, doive mener à quelque chose; que le monde extérieur puisse bénéficier d'opportunités assurées, et que le peuple marocain soit, dans une certaine mesure, dans la possibilité de profiter des avantages des réformes proposées. [traduction libre]²²⁸

Les réformes qu'y proposa Root furent de différentes natures; parfois juridiques tels que la protection accrue de la propriété privée et la création d'un système judiciaire punissant sévèrement toute violation s'y rapportant; parfois culturelles tels que les efforts pour mettre fin à la discrimination religieuse envers les non-musulmans; d'autres fois financières avec l'abolition des taxes arbitraires imposées aux commerçants et la création d'une banque contrôlée par l'Espagne; et enfin, sociales, en prônant l'augmentation du niveau de vie de la population locale pour en faire un marché plus profitable²²⁹.

Bien sûr, l'administration Roosevelt ne fut pas la première à tenter de conjuguer les réformes à l'expansion commerciale. Avant elle, McKinley expliquait déjà dans ces instructions officielles que le gouvernement colonial aux Philippines devait travailler « à prévenir les pratiques barbares et y introduire les coutumes civilisées »²³⁰. Toutefois, ces dynamiques jumelles ne furent réellement mises en application et introduites comme ligne de conduite officielle que sous le règne de Roosevelt.

Comme l'indique Anthony Anghie, le réformisme instauré par les États-Unis représentera une intrusion sans précédent dans les affaires intérieures des pays sous

²²⁸ Elihu Root, *Lettre de Root à Henry White*, (28 novembre 1905), archives concernant la politique étrangère américaine, à la p. 679

²²⁹ *Ibid.* à la p. 679

²³⁰ McMahon et Zeiler, *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 95

domination américaine²³¹. En effet, alors que les Anglais, suivant le modèle colonial de Frederick Lugard, se limitaient à tenter d'intégrer les institutions indigènes dans les relations coloniales, les États-Unis, en suivant le modèle Roosevelt-Root, cherchaient à modifier ces institutions de fond en comble pour les modeler à leur image²³². L'accession des Philippines à l'indépendance en 1946, après un long processus de réingénierie politique, reproduisit cette idée selon laquelle le chemin vers la civilisation fut défriché par les Américains et cartographié dans leur Constitution²³³.

2.3.2- Vers la politique du « Bon voisinage »

L'essence de la diplomatie américaine, instituée avec la guerre hispano-américaine et solidifiée par l'administration Roosevelt, ne subira pas de modifications majeures au cours de la première moitié du vingtième siècle. En effet, Woodrow Wilson, président de 1913 à 1921, poussera même un peu plus en avant l'intégration des dynamiques jumelles du réformisme et de l'expansionnisme en lui offrant une « expression classique en rhétorique, en style et en substance. »²³⁴. D'abord, calviniste convaincu, Wilson percevra le monde à travers le prisme de cette doctrine selon laquelle les États-Unis se firent déléguer par Dieu la responsabilité d'assurer la prospérité du monde entier²³⁵. Loin de récuser la force, Wilson croyait qu'elle était nécessaire pour libérer les autres nations de leur « primitivisme », pour les éblouir par la lumière de la civilisation²³⁶. Cette pensée missionnaire désormais notoire est souvent désignée sous l'épithète d'« impérialisme morale ».

²³¹ Antony Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge University Press, 2004, à la p. 286

²³² *Idem.*

²³³ *Ibid.* à la p. 281

²³⁴ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 61

²³⁵ *Ibid.* à la p. 63

²³⁶ *Idem.*

Toutefois, le penchant religieux et moraliste de la pensée de Wilson ne l'empêcha pas de concevoir clairement les enjeux économiques de son époque. Au contraire, grand lecteur des thèses de Frederick Jackson Turner dont il était l'ami proche, Wilson fut toujours très soucieux de repousser les frontières américaines en développant des marchés extérieurs pour les industries. Selon lui, ces dernières « se sont développées à un point tel qu'elles vont imploser si elles ne peuvent trouver de débouchés dans les marchés du monde [traduction libre] »²³⁷. L'importance qu'accordait Wilson à doctrine de la porte ouverte se refléta aussi dans son célèbre discours de 1918 énonçant ses « Quatorze points », alors qu'il appelait les autres nations à respecter le libre-échange comme condition de paix et de prospérité²³⁸.

Un raffinement important de la diplomatie eut toutefois lieu après la Première Guerre mondiale, principalement vis-à-vis de l'Amérique latine. En effet, un vent révolutionnaire partant de la Russie et s'étalant jusqu'à la frontière mexicaine des États-Unis poussa ces derniers à tenter de le contenir par la force. Des menaces de guerre entre les deux voisins commencèrent à planer, aggravées par de nouvelles interventions américaines à Cuba pour y instaurer la dictature de Ramon Grau Saint-Martin et en sol nicaraguayen pour éradiquer le « cancer » que représentait la guérilla révolutionnaire de Sandino²³⁹. Ce climat tendu exacerba un ressentiment de plus en plus présent chez les pays victimes de la domination américaine. Cet anti-américanisme rampant fut particulièrement ressenti par les diplomates américains lors de la conférence de Montevideo en 1933. En effet, cette septième conférence interaméricaine, qui représentait aussi la septième tentative des pays latino-américains de contenir juridiquement l'interventionnisme américain, fut marqué par d'importantes critiques des représentants Cubains, Nicaraguayens et Haïtiens vis-à-

²³⁷ Walter Lafeber, Richard Polenberg et Nancy Woloch, *The American Century Volume I : A history of the United States from 1890 to 1941*, New-york, M.E. Sharpe, Septième édition, 2013 à la p. 60

²³⁸ McMahon et Zeiler *A Guide to U.S. Foreign Policy : A Diplomatic History*, *supra* note 146 à la p. 98

²³⁹ Mark Eric Williams, *Understanding US- Latin American Relations: Theory and History*, New-York, Routledge, 2012, à la p. 130

vis des politiques américaines ayant meurtri leurs nations²⁴⁰. Ces attaques furent d'une intensité telle que, aux dires de Secrétaire d'État Cordell Hull, un délégué américain fondit pratiquement en larme suite cette expérience, qu'il qualifia d'« extrêmement inconfortable et désagréable »²⁴¹.

Cette conférence représenta toutefois un tournant important dans la politique étrangère américaine. En effet, pour la première fois en sept tentatives, les Américains, poussés par des avocats progressistes tels que James Brown Scott, acceptèrent finalement de ratifier un traité (la Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États, 1933²⁴²) concernant des enjeux majeurs, notamment celui de l'interventionnisme²⁴³. Ainsi, l'article quatre de cette convention reconnaîtra l'égalité juridique des États indépendamment de leur taille et leur force, tandis que l'article huit interdira l'intervention d'un État dans les affaires internes d'un autre²⁴⁴. Comme nous le verrons plus tard, James Brown Scott sera, par l'entremise de l'Institut interaméricain de droit international, un des principaux artisans de cette convention²⁴⁵. Trois ans plus tard, les États-Unis viendront corroborer leur nouvelle approche en ratifiant le Protocole de Buenos Aires²⁴⁶ interdisant les interventions unilatérales²⁴⁷.

La ratification de ces traités marqua l'avènement d'une nouvelle ère dans la diplomatie américaine, du moins en apparences. En effet, la nouvelle doctrine du « Bon voisinage », signifiant une cohabitation harmonieuse et respectueuse entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine, remplaça l'approche réaliste et agressive de

²⁴⁰ *Idem.*

²⁴¹ *Idem.*

²⁴² *Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États*, 26 décembre 1933, septième Conférence internationale américaine, Série des traités no. 881.

²⁴³ *Idem.*

²⁴⁴ *Idem.*

²⁴⁵ Ignacio de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » (2013). *International Community Law Review* 15, à la p. 13

²⁴⁶ *Déclaration de principes relatifs à la coopération et à la solidarité interaméricaine*, 21 décembre 1936, Conférence interaméricaine de Buenos Aires sur le maintien de la Paix.

²⁴⁷ *Idem.*

Roosevelt et de Wilson par une démarche politique plus libérale. Le président Hoover entama ainsi, en 1928, une « tournée des bonnes intentions » récitant vingt-cinq discours dans dix pays latino-américains, en promettant de réduire l'ingérence politique et militaire des États-Unis au sud du Rio Grande²⁴⁸.

Bien sûr, cette nouvelle approche ne naquit point d'un simple acte de bonne volonté de la part d'un gouvernement repentant devant les erreurs tragiques de son passé, pas plus qu'elle ne représenta l'abandon des dynamiques jumelles du réformisme et de la Porte ouverte jusqu'alors au cœur de la diplomatie américaine. Au contraire, la doctrine du bon voisinage ne fut que le fruit du processus de maturation de la politique antérieure, amenant une sophistication stratégique de cette dernière. En effet, l'insatisfaction par rapport à la politique agressive jusqu'ici prônée par les différentes administrations depuis la guerre hispano-américaine gagna aussi la communauté des affaires américaine, qui se mit à douter que les vingt et une interventions militaires entre 1898 et 1924 eussent réellement réussi à stabiliser la région et institutionnaliser le pouvoir américain²⁴⁹. Effectivement, les grandes entreprises comme la *Standard Oil*, la Banque de Boston et la *United Fruit Company* commencèrent à militer activement pour que soit abandonnée la politique agressive « rooseveltienne » qui desservait les intérêts d'affaires, au profit d'une politique plus modérée²⁵⁰. Ces pressions eurent un effet retentissant sur la politique étrangère américaine et culminèrent par la rédaction du *Clark Memorandum*²⁵¹ par Département d'État américain publié en 1930, qui viendra officiellement répudier le « Corollaire Roosevelt »²⁵² tout en ajoutant que

²⁴⁸ Williams, *Understanding US- Latin American Relations: Theory and History*, *supra* note 239 à la p. 131

²⁴⁹ Nye et Morpurgo, *Histoire des États-Unis*, *supra* note 203 à la p. 481; Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 8 à la p. 149

²⁵⁰ *Ibid.* à la p. 152

²⁵¹ The Clark memorandum, Département d'État américain, *Mémorandum on the Monroe Doctrine*, Washington D.C. : *Government Printing Office*, 1930

²⁵² Gene A. Sessions, « The Clark Memorandum Myth » (1977) *The Americas*, Vol 34, No.1 à la p. 40

la participation des entreprises américaines dans le développement de l'Amérique latine entraîne d'incalculables correctifs aux modes d'échanges existants et implique une influence américaine directe dans les politiques de l'Amérique latine. Indépendamment des politiques de Washington et de la personnalité des hommes d'État, les opérations des entreprises telles que la *United Fruit Company* ou des diverses compagnies pétrolières créent des intérêts politiques indépendants dans les territoires sujets à ces opérations économiques qui supplémentent et souvent déterminent les politiques officielles, autant à Washington que dans les différentes capitales latino-américaines [traduction libre]²⁵³

La politique du Bon voisinage représente donc l'aboutissement d'un processus d'expansion commercial entamé depuis la guerre hispano-américaine. Plusieurs analystes y voient le triomphe de la « diplomatie de dollar », amenant l'ère la plus prospère et productive des relations interaméricaines, caractérisée par le multilatéralisme, le respect de la souveraineté et de l'égalité entre les États²⁵⁴. Toutefois, cette interprétation n'est pas partagée par tous, car certains, dont Noam Chomsky et Eduardo Galeano, y voient plutôt l'hypocrisie d'un gouvernement américain souhaitant maintenir un *statu quo* gangrené par des dictatures brutales servant les intérêts des grands mandarins du nord²⁵⁵.

²⁵³ Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 109 à la p. 152

²⁵⁴ Nye et Morpurgo, *Histoire des États-Unis*, *supra* note 100 à la p. 481; Williams, *The Trajedy of the American diplomacy*, *supra* note 205 à la p. 132

²⁵⁵ En effet, selon ces auteurs, la politique du Bon voisinage n'était que la seconde phase d'un plan à deux étapes. Dans un premier temps, sous Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson, les États-Unis adoptèrent une politique agressive en Amérique latine visant à mettre en place des régimes dictatoriaux soumis aux intérêts américains et hostiles à ceux de l'Europe. Un par un, les pays d'Amérique latine tombèrent alors entre les mains de dictateurs tels que Somoza, Trujillo et Martinez, avides de satisfaire aux demandes de leurs puissants patrons du nord. Dans un second temps, la compétition européenne étant efficacement contenue et la stabilité politique assurée par le régime de terreur des gouvernements locaux, les dirigeants américains en vinrent à la conclusion que les moyens politiques et économiques étaient désormais suffisants pour atteindre leurs objectifs en Amérique latine. Ainsi, selon ces auteurs, en proclamant l'ère du Bon voisinage et du non-interventionnisme, Hoover et Roosevelt cherchaient à normaliser leur relation avec ces régimes brutaux et consolider leur mainmise sur le continent américain; Noam Chomsky, *Turning the Tide : U.S. Intervention in Central America and the Struggle for Peace*, Cambridge, South End Press, 1985, à la p. 101; Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, Édition française, 2001 pp. 151 à 154

2.4- Conclusion

Notre investigation en vue de comprendre les moteurs de la politique étrangère américaine se fit par deux mouvements successifs de reculs. D'abord nous avons analysé la politique étrangère américaine en y isolant chaque intervention, chaque décision. De cette recherche éparpillée est ressortie l'image d'une politique étrangère instable, évoluant au gré des personnalités de ses dirigeants et des intérêts économiques à courte vue. Ensuite, en faisant un premier pas de recul, nous aperçûmes que l'histoire de la diplomatie américaine fut constituée de grands cycles, dont le premier fut marqué par la consolidation de la souveraineté des États-Unis jusqu'à la frontière naturelle du Pacifique, et le second par l'établissement d'une politique d'expansion commerciale amorcée par la guerre hispano-américaine. Enfin, dans un ultime recul, ces cycles apparurent comme des variations sur un même thème, ancré dans la politique américaine depuis ses premiers balbutiements. En effet, en dépit de ses luttes d'influences, ses débats houleux et ses tergiversations ponctuelles, la diplomatie américaine suivit une trame narrative cohérente découlant d'une *Weltanschauung* profondément enracinée dans l'esprit de ses décideurs.

Cette vision du monde, basée sur une interprétation capitaliste et expansionniste du développement économique reliant la prospérité domestique à l'élargissement de la frontière et sur une conviction d'être investi d'une mission civilisatrice à grande échelle, représente le cœur véritable de la diplomatie américaine. Comme nous l'avons vu, cette idéologie dominante fut le fruit d'un échange dynamique entre les intérêts politiques d'une nation cherchant son salut économique par l'élargissement continu de sa frontière et les discours d'intellectuels organiques tels que Frederick Jackson Turner et Alfred Mahan qui vinrent « donner une forme définie à un bon nombre d'idées qui ne faisaient que flotter dans l'air »²⁵⁶. La profondeur de ces convictions poussera les États-Unis à s'immiscer de façon sans précédent dans la vie

²⁵⁶ Theodore Roosevelt : lettre de Theodore Roosevelt à Frederick Jackson Turner, (10 février 1894)

politique et économique des pays « arriérés » pour les mouler à leur image. Bref, la montée en puissance d'un nouvel empire aux politiques novatrices et particulières bouleversera les relations internationales, qui vit ses paradigmes coloniaux s'effondrer. Comme nous le verrons plus tard, ces changements viendront aussi ébranler le droit international jusque dans ses fondements lorsque le nom d'un théologien mort quatre-cents ans plus tôt refera surface.

CHAPITRE III :
JAMES BROWN SCOTT : LE PARADOXE DE L'AMÉRICANISME
UNIVERSALISTE

« Il était à prévoir que les États-Unis,
amenés petit à petit en contact avec le monde extérieur, allaient développer une
diplomatie en phase avec leurs idéaux selon lesquels la paix, nécessaire au
développement de l'industrie et de la paix, doit être une politique cardinale »

-James Brown Scott

Certains noms traversent aisément les époques. Les noms de Théodore Roosevelt et de Woodrow Wilson ont une résonance s'étendant bien au-delà des cercles d'initiés à l'histoire des États-Unis. D'autres comme Elihu Root ou Henry Cabot Lodge, un peu moins connus, possèdent tout de même un rayonnement important dans les milieux académique et diplomatique. James Brown Scott (1866-1943), important artisan des nombreuses organisations internationales et père de la politique du «bon voisinage», ne figure dans aucune de ces catégories. En effet, le temps fut synonyme d'oubli pour ce personnage pourtant incontournable de la politique étrangère américaine au premier tiers du vingtième siècle, dont le nom demeure souvent inconnu même des dirigeants contemporains des organisations qu'il a lui-même contribué à bâtir. Toutefois, pour donner un sens à la renaissance de Vitoria, nous

devons comprendre le parcours de cet homme qui en fut le principal responsable et dont l'héritage lui est désormais intrinsèquement relié. Pour ce faire, nous ferons un survol rapide de la carrière aux multiples facettes de ce prolifique juriste américain. Premièrement, nous ferons brièvement état du passé académique de Scott à titre de doyen et de professeur, en nous penchant aussi sur sa première contribution de taille au droit international : la fondation de la *American Society of International Law* (ASIL). Deuxièmement, nous traiterons de son passage dans la politique publique à titre de conseiller juridique pour le Secrétaire d'État Elihu Root. Troisièmement, nous mettrons en lumière sa participation et sa contribution à la mise sur pied d'instituts, de sociétés et d'organisations internationales visant la promotion du droit international. Enfin, nous procéderons à une analyse de sa pensée, riche et complexe, conjuguant l'universalisme à un américanisme décomplexé.

3.1- Une carrière prolifique et prestigieuse

Le parcours de James Brown Scott est atypique à tous les points de vue. Comme nous le verrons maintenant, il mènera à terme une multitude de projets divers, mais interreliés et occupera des postes prestigieux avec un enthousiasme contagieux. Bien qu'une présentation exhaustive des innombrables projets entrepris par Scott dépasse largement les limites de ce chapitre, nous nous attarderons à ceux dont les aboutissants marqueront le plus profondément son époque.

3.1.1- L'appel académique et la fondation de l'ASIL

James Brown Scott est un américain d'adoption. En effet, il naquit le 3 juin 1866 près de Kincardine au Canada. Fils de tailleur de pierre, il immigrera à l'âge trois ans à

Philadelphie avec sa famille, où il bénéficiera d'une excellente éducation²⁵⁷. Après ses études en droit à Harvard, il partit voyager en Europe et complétera sa formation à Berlin, à Heidelberg et à Paris²⁵⁸. Dans les années 1890, il pratiquera brièvement le droit en Californie avant de retourner à la vie académique en mettant sur pied la *Law School of Los Angeles* (maintenant la *University of Southern California School of Law*)²⁵⁹. Lorsque le Président McKinley déclara la guerre à l'Espagne, Scott se déclarera volontaire et fût enrôlé dans le septième régiment de l'infanterie californienne, à titre de soldat²⁶⁰. À son retour, il obtiendra le poste de doyen à la *University of Illinois Law School* (1899-1903) pour ensuite devenir professeur de droit à la *Columbia Law School* de New-York (1903-1906).²⁶¹

En 1906, la carrière de James Brown Scott prendra, pour la première fois, une dimension internationale avec la création de la *American Society of International Law*. En effet, en 1905, lors de la onzième rencontre annuelle des membres de l'«*establishment*» de politique étrangère américaine au lac Mohonk, il fut décidé la création d'une Société regroupant plusieurs spécialistes du droit international ayant comme mission d'«encourager l'étude du droit international et de promouvoir l'établissement et le maintien des relations internationales sur la base du droit et de la justice»²⁶². Présent à cette conférence, James Brown Scott sera aussitôt élu secrétaire et membre du conseil exécutif de la nouvelle ASIL. À cette dernière sera associé le *American Journal of International Law* (AJIL), dont Scott, qui paya de sa poche la publication des deux premiers numéros, sera le premier éditeur en chef²⁶³. La mise sur pied de l'ASIL et de l'AJIL furent d'une importance cruciale pour le rayonnement

²⁵⁷ George A. Finch, William E. Butler (Hrsg.): *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, Clark (N.J.) The Lawbook Exchange Ltd., 2012 p. Xiii

²⁵⁸ *Ibid.* à la p. XIV

²⁵⁹ *Ibid.* à la p. XV

²⁶⁰ *Ibid.* à la p. 5

²⁶¹ *Ibid.* à la p. XIV

²⁶² Asil.org

²⁶³ George A. Finch, William E. Butler (Hrsg.): *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown* à la p. XV

du droit international, ce que souligna Ignacio De la Rasilla del Moral un siècle plus tard en avançant qu'« aucun autre facteur n'a autant contribué à l'étude, la discussion ouverte, la compréhension et le développement du droit international aux États-Unis que cette organisation et la publication de son journal [traduction libre] »²⁶⁴. De la Rasilla del Moral précisera toutefois que, malgré son «universalisme éclairé», l'ASIL fut, depuis le tout début, largement teinté d'américanisme, en développant « un intérêt particulier dans ce qui sera plus tard appelé le *droit des relations étrangères des États-Unis* et dans les questions de droit international d'un intérêt particulier pour les États-Unis [traduction libre] »²⁶⁵.

3.1.2.- Les hautes sphères du pouvoir

En 1906, Scott amorcera la deuxième phase de sa carrière en écrivant une lettre au Secrétaire d'État Elihu Root, lui aussi avocat de formation, y proposant sa candidature au poste de conseiller juridique pour ce dernier. Après une entrevue réussie, Scott obtint finalement le poste convoité le 23 janvier 1906 et déménagea à Washington, ville où il demeurera jusqu'à sa retraite en 1940²⁶⁶. De son côté, avant d'occuper le poste de Secrétaire d'État (1905-1909), Elihu Root emplit d'abord la responsabilité de Secrétaire à la Guerre sous les administrations de McKinley et de Roosevelt (1899-1904). La nomination d'un avocat aux postes prestigieux de Secrétaire à la Guerre (aujourd'hui Secrétaire à la défense) et de Secrétaire d'État est particulièrement représentative du tournant juridique entrepris par les États-Unis à partir de la guerre hispano-américaine. En recherchant un avocat pour diriger le Département de la Guerre et régler les innombrables questions juridiques entourant la

²⁶⁴ Ignaciao de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » (2013). *International Community Law Review* 15 à la p. 294

²⁶⁵ *Ibid.* à la p. 295

²⁶⁶ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 263 à la p.23

Guerre contre l'Espagne, William McKinley inscrivait son approche dans la mouvance plus large de montée du « paradigme juridique » dans les relations internationales²⁶⁷. En effet, le premier tiers du vingtième siècle vit une professionnalisation importante des écoles de droit américaines, la montée des firmes d'avocats spécialisés dans le domaine des entreprises et l'émergence d'un nouvel idéalisme de la part des juristes internationaux désirant organiser les relations internationales par un cadre juridique stable²⁶⁸.

Comme nous le verrons plus tard, le droit international représentait une approche parfaitement adaptée à la nouvelle diplomatie américaine depuis la publication des *Open Door Notes* puisqu'elle couvrait toutes les relations juridiques et diplomatiques entre les États dans une structure contraignante, prévisible et systématique²⁶⁹. Pour les tenants de l'« approche juridique américaine », les objectifs en matière de politique étrangère pouvaient se résumer ainsi : la création d'un système d'arbitrage obligatoire des différends entre États; la mise sur pied d'une cour internationale de justice; la codification du droit coutumier international sous forme de traités contraignants et l'organisation de conférences internationales annuelles sur la paix²⁷⁰. Même si les efforts d'individus, agissant seuls ou en association avec d'autres, furent le véritable moteur de l'instauration du paradigme juridique dans les relations internationales, le gouvernement américain en fit rapidement un objectif de politique étrangère, ne manquant jamais d'en faire la promotion lors des grandes rencontres diplomatiques²⁷¹. Alors que la création d'une cour de justice internationale était déjà

²⁶⁷ James Brown Scott. « *Elihu Root* » (1937) American Society of International Law, 31 Am. Soc'y Int'l L. Proc. 1 à la p. 4

²⁶⁸ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.30

²⁶⁹ Ralph Dingman Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, thèse de doctorat, Georgetown University, 1975 à la p. 52

²⁷⁰ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.316

²⁷¹ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 263 à la p.

l'objectif principal du Secrétaire d'État John Hay à la Première conférence de La Haye en 1899, la promotion du droit comme outil stabilisateur des relations internationales fut grandement accélérée par la fondation de l'ASIL en 1906²⁷². En effet, cette dernière vint offrir une cohésion aux différents mouvements juridiques visant à peaufiner la grammaire interne du droit international et de le structurer au moyen d'un ensemble d'organisations internationales²⁷³.

Le rôle de conseiller juridique de Elihu Root offrit une chance unique à James Brown Scott de contribuer à l'avancement du droit international par le vecteur diplomatique. En 1907, Root fit de Scott un délégué juridique lors de la Seconde conférence de La Haye sur la Paix, où ce dernier fit preuve d'une énergie inépuisable à tenter de faire accepter son projet de cour internationale de justice²⁷⁴. Malgré un accord théorique, l'impossibilité des différentes délégations à s'entendre sur la question de la nomination des juges fit toutefois échouer le projet²⁷⁵. Cet échec n'entacha toutefois pas l'optimisme de Scott, qui crut encore fermement que la « cour permanente viendra inévitablement puisqu'elle est nécessaire [traduction libre] »²⁷⁶. Par la suite, il continuera sans relâche, lors de ses nombreuses convocations diplomatiques²⁷⁷, à

²⁷² *Ibid.* à la p. 41

²⁷³ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.316

²⁷⁴ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 252 à la p. XVII

²⁷⁵ Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, *supra* note 264 à la p.92

²⁷⁶ *Ibid* à la p. 93

²⁷⁷ De 1914 à 1917, il fut président du conseil de neutralité des États-Unis ; en 1919 il agit comme conseiller juridique de la délégation des États-Unis à la Conférence de paix de Paris ; de 1922 à 1923 il fut le conseiller juridique de la délégation américaine à la Conférence de Washington sur la limitation des armements ; en 1927, il fut membre de la Commission Inter américaine de juristes , réunie à Rio de Janeiro ; l'année suivante, il servit en tant que délégué à la sixième Conférence internationale des États américains à La Havane. Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 252 à la p.

VII

tenter de concrétiser son rêve de voir naître une cour internationale, dont l'existence permettra enfin d'instaurer un climat de paix permanent²⁷⁸.

3.1.3.- Carnegie Endowment for International Peace.

En 1910, la carrière de James Brown Scott entra, une fois de plus, dans une nouvelle phase. Ce fut au cours de cette année qu'il fut approché par le célèbre industriel Andrew Carnegie pour tenir les rênes d'un ambitieux projet : Les Fonds Carnegie pour la Paix. Enthousiasmé par le travail effectué par les nations occidentales lors des Conférences de La Haye sur la Paix, Andrew Carnegie, alors âgé de 75 ans, décida de rassembler dix millions de dollars de sa fortune personnelle pour mettre sur pieds un organisme visant à promouvoir la paix par la coopération entre les États²⁷⁹. Scott se présenta à la première réunion portant sur la réalisation du projet de Carnegie, où il fut alors nommé premier Secrétaire de la future organisation, alors qu'Elihu Root en fut le premier Président²⁸⁰. L'organisation prendra le nom de *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP) et aura son siège social à Washington. La CEIP se concentrera rapidement sur le droit international comme moyen de préservation de la paix. En effet, lors de la rédaction de la charte de la CEIP contenant ses objectifs, Carnegie insistera pour que soit inscrit l'« aide au développement du droit international, et l'obtention d'un accord général parmi toutes les nations sur les règles devant le régir [traduction libre] »²⁸¹. Scott démissionnera alors de son poste de conseiller juridique pour se dédier à plein temps à cet organisme, où il travaillera jusqu'à l'orée de sa mort.

²⁷⁸ Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, *supra* note 264 à la p.93

²⁷⁹ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 263 à la p.97

²⁸⁰ *Ibid.* à la p. 97

²⁸¹ *Ibid* è la p. 110

3.1.4- American Institute of International Law

Le mandat assez général du CEIP de « presser l'abolition de la guerre internationale, la marque la plus immonde de notre civilisation », permit à Scott d'exercer une variété importante d'activités destinées à étendre le droit international²⁸². Parmi ces tâches figurera la création de l'*American Institute of International Law* (AIIL) en 1912, dont il restera président jusqu'à sa mort en 1943. Cofondée avec Alejandro Alvarez, qui voyait aussi en le droit international un élément fédérateur entre les Républiques américaines, la AIIL devint rapidement le centre autour duquel gravitera la majorité des associations de droit international de l'Hémisphère Occidental²⁸³.

La réalisation la plus marquante de l'AIIL fut certainement l'adoption de la « Déclaration des Droits et Devoirs de Nations »²⁸⁴ lors de la rencontre inaugurale de l'institut en 1916. En effet, élaborée principalement Scott, cette déclaration soulevait en six articles les principes de base des interactions entre les nations en y faisant le parallèle entre les droits et devoirs des nations et ceux des individus²⁸⁵. En statuant que les États ont le droit de vivre librement et indépendamment, dans un état d'égalité avec les autres nations, la Déclaration de 1916 était le véritable reflet des convictions profondes de Scott²⁸⁶. Plusieurs années plus tard, les principes de cette déclaration seront essentiellement repris pour devenir la « Convention de Montevideo sur les Droits et Devoirs des États » de 1933 qui marquera l'avènement de politique du « bon voisinage » dont nous avons fait état dans le chapitre précédent²⁸⁷.

²⁸² de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.298

²⁸³ *Idem*.

²⁸⁴ Déclaration des droits et devoirs des nations, 6 janvier 1916, première session, Washington D.C., *American Institute of International Law*

²⁸⁵ Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, *supra* note 264 à la p.152; Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 252 à la p. 156

²⁸⁶ *Ibid.* à la p.126

²⁸⁷ James Brown Scott « The american conception of international law » (1939) *American Society of International Law*, 33 *Am. Soc'y Int'l L. Proc.* 1 à la p. 8

3.2- La résurrection de Francisco de Vitoria

Le rôle de Secrétaire à la *Carnegie Endowment for International Peace* offrit aussi à Scott la possibilité de mener à bien un projet académique d'envergure qui le mènera à développer une relation bien particulière avec un théologien espagnol ayant vécu au XVI^e siècle nommé Francisco de Vitoria (1483-1547). En effet, avant même la fondation officielle de la CEIP, Scott proposa à Andrew Carnegie la création d'une collection regroupant les écrits des penseurs et juristes ayant fondé ce qui deviendra le droit international²⁸⁸. Suite à l'aval de Carnegie, Scott commencera à développer son projet à titre de Rédacteur en chef, dont la première publication verra le jour en 1911. De 1917 jusqu'à 1950, cette série comprenant vingt-deux volumes sera publiée sous le nom de la collection des *Classiques du droit international*. Marquée du sceau de la *Fondation Carnegie pour la Paix internationale* à partir de 1917, cette collection rassemblera les principaux ouvrages de ce qu'un groupe de juriste américain, comptant parmi eux les plus influents du début du XX^e siècle, considérerait comme les Pères fondateurs du droit international²⁸⁹. Grâce à cette collection, Scott souhaitait que les lecteurs, amateurs comme spécialistes, puissent retracer le droit international «depuis ses débuts modestes et inconscients jusqu'à son ample dimension présente, et de prévoir, avec un certain degré de certitude, le développement futur de ce droit qui, nous dit Mirabeau, dominera un jour le monde [traduction libre] »²⁹⁰. Les écrits doctrinaux catholiques du XVI^e siècle constitueront rapidement le point focal de ces publications²⁹¹.

²⁸⁸ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.15

²⁸⁹ *Idem.*

²⁹⁰ Francisco de Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, Washington, Édité par Ernest Nys, Collection des Classiques du droit international, Carnegie institution of Washington, 1917

²⁹¹ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 252 à la p. XVI

Parmi ces penseurs, une place de première importance sera attribuée à Francisco Vitoria, théologien espagnol ayant vécu au XVe et XVIe siècle, dont la pensée faisait particulièrement écho chez l'éditeur en chef de la collection. En effet, le septième volume de la collection, paru en 1917, sera entièrement consacré à Vitoria et ses *relectiones* «De Indis Noviter Inventi » et «De Jure Belli Hispanorum in Barbaros», édités par Ernst Nys et préfacés par Scott. Comme l'indique ce dernier:

il y eut une école espagnole de droit international dans le seizième siècle, quarante ans après la découverte de l'Amérique ; le fondateur de cette école était Francisco de Vitoria, principal professeur de théologie de l' Université de Salamanque dont les deux *Relectiones* , De Indis Noviter Inventis et De Jure Belli, énoncèrent la loi des nations , qui allait devenir la loi internationale non seulement de la chrétienté , mais du monde en général [traduction libre]²⁹²

Comme l'indiquent Antonio Truyol y Serra²⁹³ et Martii Koskenniemi²⁹⁴, l'historien du droit Ernest Nys²⁹⁵, avait déjà, dans les années 1880, fait ressortir l'existence de l'ancienne tradition scolastique provenant de l'Université de Salamanque en Espagne. La redécouverte des travaux associés à cette école, qui cherchait à contrôler la conquête du Nouveau Monde au moyen de ce qui deviendra le droit international, joua un rôle important dans l'extension des origines du droit international jusqu'aux penseurs espagnols du XVIe et XVIIe siècle, alors qu'il était coutume d'ériger Hugo Grotius comme père fondateur de la discipline²⁹⁶. Ce ne sera toutefois qu'au cours des années 1920-1930, grâce au travail à la publication des *Classiques du droit international* et du travail acharné de Scott, que ces théologiens espagnols seront enfin désignés, *a posteriori*, comme véritables précurseurs de la discipline du droit

²⁹² James Brown Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, Oxford, Clarendon Press, 1934, p.9a

²⁹³ Antonio Truyol y Serra, *Recueil Des Cours, Collected Courses*, Volume 182, 1983

²⁹⁴ Martti Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» (2009), *University of Helsinki*

²⁹⁵ Ernst Nys, *Les origines du droit international*, Brussels, Castaignes, 1894

²⁹⁶ Serra, *Recueil Des Cours, Collected Courses*, *supra* note 32 à la p. 436

international²⁹⁷. Ce sera aussi le début d'une relation durable entre l'éditeur en chef de la collection et la figure la plus importante de l'école de Salamanque, Francisco de Vitoria.

La première publication majeure de Scott concernant Vitoria se fera en 1932 avec *The Spanish Origins of International Law. Francisco de Vitoria and his Law of Nations* (1932)²⁹⁸. Deux ans plus tard, il écrira *The Catholic Conception of International Law* (1934)²⁹⁹, qui portera le sous-titre évocateur de : *Francisco de Vitoria, Founder of the Modern Law of Nations, Francisco Suarez, Founder of the Modern Philosophy of Law in General and in Particular of the Law of Nations*. Par la suite, le nom de Scott deviendra définitivement rattaché à celui du moine Vitoria. En effet, peu après avoir reçu un diplôme honorifique de l'Université de Salamanque et initié la célébration du 400e anniversaire des travaux de Vitoria, il se vit décerner une plaque d'or et d'argent pour sa contribution à l'«établissement de Francisco de Vitoria à titre de père fondateur du droit international moderne»³⁰⁰. Il devint ensuite, en 1936, premier Vice Président de la *International Association of Francis of Vitoria and of Suarez*, dont le mandat consistait à propager la doctrine de ces deux théologiens espagnols à travers le monde entier³⁰¹.

En ce qui a trait à la promotion des idées de Francisco de Vitoria, Scott bénéficiera d'un allié de taille en la personne de Camillo Barcia Trelles. En effet, cet espagnol américanophile dédia une grande partie de sa carrière d'avocat international à faire

²⁹⁷ Martti Koskenniemi, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» (2011), 61 *University of Toronto Law Journal*, p. 4

²⁹⁸ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 286

²⁹⁹ James Brown Scott, *The Catholic Conception of International Law. Francisco de Vitoria & Francisco Suarez*, Washington, Carnegie Endowment for Peace, 1934

³⁰⁰ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 263 à la p. XVI

³⁰¹ *Ibid.* à la p. XVII

connaître la pensée des théologiens de l'école de Salamanque³⁰². En plus d'avoir dédié trois cours sur Vitoria et l'école de Salamanque l'Académie de La Haye, il occupera, en 1926, le poste de Président de l'Association Francisco de Vitoria³⁰³. Trelles entretiendra une collaboration étroite avec James Brown Scott par l'entremise de la CEIP, et, avec lui, mènera une longue croisade pour rendre à Vitoria son statut de père fondateur du droit international³⁰⁴.

3.3. L'américanisme universaliste de Scott

Avant d'amorcer notre chapitre consacré à la doctrine de Vitoria, une brève analyse de la pensée de James Brown Scott s'impose. En effet, comme l'affirme De la Rasilla Del Moral, Scott représentait l'exemple paradigmatique de l'approche juridique américaine aux relations internationales au cours de son ère classique³⁰⁵. Ce dernier percevait le monde à travers un prisme intéressant et paradoxal teinté d'universalisme, américanisme et catholicisme, qui nous offrira plus tard des pistes pour comprendre la renaissance de Francisco de Vitoria.

Tout au long de sa carrière, Scott usa de son influence pour inciter les juristes du monde entier à s'émanciper du positivisme stérile ayant régné sur la doctrine du droit au cours des siècles précédents, y proposant une approche alternative que l'on pourrait qualifier de « naturaliste »³⁰⁶. À l'instar de Vitoria, James Brown Scott acceptait la morale chrétienne comme fondement de l'éthique et de la justice³⁰⁷. Scott avait la conviction que le Nouveau Testament demeurerait le standard avec lequel nous

³⁰² de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.15

³⁰³ *Ibid.* à la p. 16

³⁰⁴ *Idem.*

³⁰⁵ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p. 30

³⁰⁶ Weston Janis, Mark, « International Law as fundamental Justice : James Brown Scott, Harold Hongju Koh, and the american universalist tradition of international law » (2002) *St. Louis University Law Journal*, Vol. 46, No. 345

³⁰⁷ Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, *supra* note 264 à la p. 80

devrions juger non seulement les actes individuels, mais aussi ceux des nations³⁰⁸. Selon lui, cette morale représentait une forme de «droit naturel», présent depuis la création, devant être inexorablement respectée par l'ensemble des nations³⁰⁹.

Plus important encore, Scott partageait avec des hommes comme Théodore Roosevelt, Woodrow Wilson ou Elihu Root, la conviction profonde que le monde devait être réorganisé selon les standards institués par les peuples Anglo-Saxons³¹⁰. Selon lui, la Grande-Bretagne, et surtout les États-Unis, menaient une marche vers la civilisation dont le reste du monde devait maintenant emboîter le pas³¹¹. Sincère fervent de la Destinée manifeste, Scott voyait la démocratie américaine comme l'exemple à suivre par les autres nations, dont le développement erratique représentait un danger pour la paix mondiale, condition *sine qua non* du développement de l'industrie et du commerce³¹².

La profonde croyance de Scott en la supériorité des institutions américaines se concrétisa de diverses manières. D'abord, au cours de son engagement avec la *American Institute of International Law*, Scott fit preuve d'une grande propension à transposer le modèle juridique américain dans la codification du droit interaméricain. En effet, peu après la création de l'AAIL, le juriste américain proposa à cette dernière de mener une étude dans le but de savoir si les principes inscrits dans la Déclaration d'Indépendance des États-Unis, incluant la conception américaine de l'État et du gouvernement, étaient applicables à l'ensemble des pays américains³¹³. De cette étude découla la Déclaration des Droits et Devoirs des Nations de 1916, dont Scott affirmera candidement qu'elle fut exclusivement basée sur les décisions de la Cour

³⁰⁸ *Idem.*

³⁰⁹ *Ibid.* à la p 77

³¹⁰ *Ibid.* à la p 21

³¹¹ *Ibid.* à la p 297

³¹² James Brown Scott « America and the New Diplomacy » (1909). American Association for International Conciliation, 1 Int'l Conciliation 247 1907-19011 p. 4

³¹³ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 264 à la p.. 299

Suprême des États-Unis et, de façon plus générale, sur la conception américaine du droit³¹⁴. Il exprimera plus tard cette transposition du droit national américain vers le droit international en ces mots :

ces droits fondamentaux issus de jurisprudence nationale sont convertibles en termes de droit international et s'appliquent aux relations des membres de la Société des Nations, tout comme ils ont été appliqués dans les relations des citoyens ou des sujets des États formant la Société des Nations [traduction libre]³¹⁵

Les efforts de Scott pour transposer le droit national des États-Unis au niveau international se firent tout aussi pressants lors des grandes conférences diplomatiques auxquelles il prit part. En effet, lors des conférences internationales, dont celles de Versailles et de La Haye, Scott tentait sans relâche de persuader les autres délégués de la pertinence de l'expérience américaine pour servir de modèle à une possible cour internationale de justice³¹⁶. Ne se départissant jamais de sa nouvelle édition des notes de James Madison sur la confédération américaine et d'autres pamphlets traitant du système juridique et gouvernemental américain, Scott prétendait que le système mis sur pied par les Pères fondateurs lors de leur réunion à Philadelphie en 1787 représentait la clé pour résoudre les différends internationaux³¹⁷. Selon lui, le règlement de ces différends « par des commissions temporaires et des tribunaux d'arbitrage est une doctrine américaine datant depuis l'époque de John Jay » et l'avènement d'une cour internationale seraient la consécration de cette « nouvelle diplomatie » américaine, basée sur la raison et la justice [traduction libre]³¹⁸. Bien qu'il ne verra jamais la Cour Internationale de Justice de son vivant, Scott verra tout

³¹⁴ *Idem.*

³¹⁵ Finch et Butler: *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown.*, *supra* note 263 à la p.

156 ; *Dr. Scott's Report as Director of the Division of International Law. Carnegie Endowment Year Book. 192.* à la p. 249

³¹⁶ Nurberger, *James Brown Scott : Peace through Justice*, *supra* note 264 à la p. 297

³¹⁷ *Idem.*

³¹⁸ Scott « America and the New Diplomacy » *supra* note 3 à la p. 11

de même ses efforts récompensés lorsque sera mise sur pied, en 1922, la Cour permanente de justice internationale.

3.4- Conclusion

James Brown Scott est un personnage impressionnant et paradoxal. Sa carrière représente le symbole parfait de l'idéalisme américain lors de son âge d'or dans le premier tiers du vingtième siècle. Agissant par l'entreprise d'associations diverses, Scott sera plus que quiconque responsable de l'avancée fulgurante du droit international à cette époque. Grâce à ses allées et venues entre les milieux académiques, juridiques et diplomatiques, ce juriste américain laissera derrière lui une contribution majeure dans tous les aspects du droit international, que ce soit sa codification, l'élaboration de sa doctrine ou sa contribution à la mise sur pied d'organisations internationales. Il sera aussi l'archétype ultime de l'intellectuel organique décrit par Gramsci, homogénéisant les intérêts de sa classe en un discours structuré et raffiné. En effet, comme le soulignera Ralph D. Nurnberger, dans un passage qui mérite d'être cité en entier :

Scott était un philosophe de salon. Même s'il voyageait fréquemment, il s'associait généralement avec la même classe de gens dans chaque pays qu'il visitait. Dans ces pays, il rencontrait les grands universitaires, les intellectuels, les avocats, les politiciens et autres membres de la « classe supérieure». Il entrait rarement en contact avec la pauvreté et les « classes inférieures», et, lorsqu'il le faisait, il assumait que cette situation était temporaire et qu'elle changerait avec le temps. Ainsi, ses voyages ne servaient qu'à renforcer sa philosophie libérale [traduction libre] ³²⁰

Malgré un sincère et réel dévouement pour la paix mondiale, la pensée de Scott demeurera teintée d'une forme d'« impérialisme culturel», cherchant à imposer

³²⁰ *Ibid.* à la p 298

l'héritage américain à l'ensemble de la planète, sans égard pour les différences culturelles des autres pays³²¹. En tentant d'établir cette paix internationale, Scott n'était pas sans savoir qu'il se posait comme vecteur de l'idéologie dominante et que ses efforts aboutiraient ultimement à une « paix impériale», marquée par la domination américaine assurée au moyen du droit international et des organisations internationales³²². La renaissance de Vitoria ne sera pas étrangère à cette entreprise...

³²¹*Ibid.* à la p. 101

³²²de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law» *supra* note 264 à la p. 317

CHAPITRE IV :

FRANCISCO DE VITORIA : UN PROPHÈTE AMÉRICAIN

« Nous devons comprendre l'attrait du
Vitoria américain aujourd'hui précisément à cause de l'extrême disparité de la
 richesse et de la pauvreté produite au cours du vingtième siècle, permise et
 rationalisée par un nouveau droit international universaliste promettant un futur fait
 de justice et de paix »

-Anne Orford

Au début du vingtième siècle, les Républiques américaines, propulsées par les efforts de la *American Institute of International Law*, entamèrent un important processus de codification du droit international. Pour certains juristes, dont Camilo Barcia Trelles et James Brown Scott, la principale inspiration doctrinale de ce mouvement sera offerte par les théories d'un théologien espagnol ayant vécu quatre siècles avant eux : Francisco de Vitoria. Selon ces derniers, les travaux de Vitoria, dont l'intérêt est loin de se limiter au domaine de l'histoire du droit international, possèdent une « incontestable utilité » et ont une « valeur inappréciable » pour l'Amérique³²³. Pour comprendre ce qui amena ces juristes à s'inspirer d'un penseur dont les théories

³²³ Camilo Barcia Trelles. « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » (1927), Recueil de Cours 17, RCADI, à la p. 128

étaient, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, tombées dans un oubli relatif, nous procéderons maintenant à une analyse de ces dernières. Ainsi, après une brève présentation de Vitoria et du contexte dans lequel il évolua, nous consacrerons ce chapitre à sa pensée, en nous attardant principalement à ses « Relecciones » théologiques *De Indis Noviter Inventis* et *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros*, dans lesquelles il présentera son approche novatrice du « droit des gens ».

4.1- L'ascension de Vitoria : la naissance d'un mythe

Au XV^e et XVI^e siècle, l'Espagne était à l'apogée de sa gloire. Après une quête qui s'étendit sur près de huit siècles, elle consolida enfin son unité nationale avec la prise de la Grenade en 1492, marquant ainsi la fin de la Reconquista espagnole³²⁴. La découverte de l'Amérique, la même année vint rapidement augmenter son influence sur la scène mondiale, la dotant d'un vaste empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais. Presque instantanément, un vaste continent fut incorporé à la Couronne de Castille et colonisé par les colonss espagnols³²⁵. Généralement considérée comme une activité juste et indiscutable, l'extension de la souveraineté espagnole au Nouveau Monde souleva toutefois quelques problèmes d'ordre juridique, à savoir la légitimité des titres invoqués par les colonisateurs pour l'appropriation de ces territoires. De plus, la position privilégiée de l'Espagne dans le monde amena comme corollaire le développement d'une puissance militaire à la hauteur de ses ambitions impériales qui elle, l'incitera à assumer l'avant-garde du développement des règles morales et juridiques du droit de la guerre³²⁶. Ce défi, l'Espagne était outillée pour le relever. En effet, comme l'avance Joseph Barthelemy, la péninsule ibérique était alors l'hôte d'un

³²⁴ Joseph Barthelemy, « Francisco de Vitoria », dans Antoine Pillet, *Les fondateurs du droit international : leurs œuvres et leurs doctrines*, Paris, VÉ Girard et E. Brière, 1904 Berger, Henry W. A William Williams Appleman reader: Selections from his major historical writings Chicago, Yvan R. Dee, 1992 à la p. 2

³²⁵ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323

³²⁶ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 318 à la p.3

foisonnement intellectuel impressionnant, notamment au sein des universités de Cordonne et de Salamanque, qui étaient « des foyers de lumière où les questions les plus graves étaient agitées avec une complète indépendance d'esprit et une tolérance toute moderne »³²⁷. De ces universités sortie une pléiade de penseurs qui marqueront leur époque, notamment Francisco Suarez, Domingo de Soto et, surtout, Francisco de Vitoria.

Nous connaissons peu de chose à propos des origines de Vitoria. Comme il était d'usage dans l'ordre des frères prêcheurs, il reçut son nom de son village natal de Vitoria, dans la province d'Avala, en Espagne, où il naquit en 1480 selon certains auteurs, ou quelques années plus tard selon d'autres³²⁸. À l'âge adulte, son intelligence vive fut remarquée de ses professeurs, qui l'envoyèrent à la Sorbonne pour développer sa formation, d'où il obtint sa licence de théologie en 1521³²⁹. Son excellence académique et ses travaux remarquables lui procurèrent une certaine renommée dans le milieu de la théologie, et poussèrent le recteur et les conseillers de Saint-Grégoire de Valladolid à lui proposer le poste de professeur dès son retour en Espagne³³⁰. En 1526, le poste de directeur de la chaire de théologie de l'Université de Salamanque devint vacant suite à la mort de son ancien occupant, Pedro de Covarrubias³³¹. Vitoria prit part à la compétition pour le poste, qu'il lui fut décerné de manière unanime par les juges³³². Il conservera la chaire jusqu'à sa mort en 1546.

Ce poste procura à Vitoria une position unique qui dépassera les frontières de la l'Espagne. En combinant un style littéraire à une solide rigueur doctrinale, Vitoria

³²⁷ *Idem.*

³²⁸ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 9

³²⁹ *Ibid.* à la p. 120; Nys, *Les origines du droit international*, *supra* note 289 à la p. 10

³³⁰ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 122

³³¹ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.13

³³² *Idem.*

contribua à redonner une place d'honneur à la théologie³³³. Son prestige était immense. En effet, ses élèves le percevaient comme le nouveau Pythagore, pour les théologiens et les philosophes il représentait « l'alpha et le princeps », le Pape et les plus grands rois le consultaient pour leurs cas de conscience et, surtout, les rois d'Espagne lui demandaient conseil sur les problèmes moraux découlant de la conquête du Nouveau Monde³³⁴. Bien qu'il ne couchera jamais ses cours sur papiers, les conférences extraordinaires données en dehors des dissertations officielles, appelées les *Relectiones theologicae*, furent transcrites et assemblées par ses disciples³³⁵. La première édition de ces *Relectiones* sera publiée à Lyon en 1557 par Jacques Boyer³³⁶. Selon Joseph Barthelemy, l'œuvre de Vitoria représente « un chef-d'œuvre de méthode, une belle construction logique, élégante, solide, harmonieuse »³³⁷. Il fût le tout premier à soulever des problèmes moraux sous forme juridique³³⁸. Pour ce faire, Vitoria emploiera la méthode propre à l'Ordre de Saint-Dominique à laquelle il faisait partie : la méthode scolastique. Cette dernière était certainement la plus raffinée de son époque et consistait à formuler une proposition ou une thèse pour ensuite mettre à l'épreuve sa véracité par un examen minutieux de chaque argument et contre-argument, chacun traité distinctement, numéroté, et ne se confondant pas avec les autres³³⁹. Par la grande rationalité et rigueur de cette méthode, les adeptes de la scolastique tentaient d'évacuer toute forme de préjugé et de sentiment pour ainsi se rapprocher de la « vérité pure »³⁴⁰.

³³³ *Idem.*

³³⁴ *Ibid.* à la p. 1

³³⁵ *Ibid.* à la p.13; Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 118

³³⁶ Nys, *Les origines du droit international*, *supra* note 295 à la p. 23

³³⁷ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.6

³³⁸ Nys, *Les origines du droit international*, *supra* note 295 à la p.36

³³⁹ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.4

³⁴⁰ *Idem.* à la p. 5

4.2-De Indis Noviter Inventis et De Jure Belli Hispanorum in Barbaros

Analysons maintenant les deux célèbres cours que donna Vitoria à l'école de Salamanque et sur lesquels se penchera James B. Scott, soit *De Indis Noviter Inventis* (1539) et *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros* (1539)³⁴¹. Selon Scott, ces lectures publiques seront véritablement fondatrices de ce qui deviendra le droit international³⁴² moderne³⁴³. Pour résumer en quelques lignes, *De Indis Noviter Inventis* (*De Indis* ci-après) expose quels principes et quelles règles de *jus gentium* doivent s'appliquer en temps de paix, tandis que *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros* (*De Jure Belli* ci-après) traite du droit applicable en temps de guerre. Dans ces ouvrages, Vitoria appliquera la méthode scolastique pour réfuter les assertions sur lesquelles était basée la légitimité des conquêtes espagnoles, en créant ensuite un nouveau système de droit international dans lequel la souveraineté du Pape et le droit divin seront remplacés par celle du pouvoir séculier et le droit naturel³⁴⁴. C'est donc à travers cette nouvelle conception du droit international que sera étudiée la question du droit des Indiens. Examinons ces ouvrages de plus près.

Vitoria prononçait ses *Relectiones* chaque fois qu'une question morale difficile à résoudre se présentait à son esprit ou lorsqu'on sollicitait son expertise³⁴⁵. En 1532, la question qui occupera son esprit et qui l'incitera à construire *De Indis* et *De Jure Belli* se présentera ainsi : la mainmise de l'Espagne sur les immenses domaines du Nouveau Monde est-elle légitime ? Pour y répondre, Vitoria devra poser les premières bases d'une discipline alors inconnue de l'époque et qui prendra, bien des siècles plus

³⁴¹ Francisco Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, Washington, Édité par Ernest Nys, Collection des Classiques du droit international, Carnegie institution of Washington, 1917

³⁴² Le terme « international » ayant été inventé par Jeremy Bentham au XVIII^e siècle, nous utiliserons l'expression *Jus Gentium* (droit des gens) pour désigner les relations juridiques entre les différentes entités politiques de l'époque de Vitoria et l'expression « droit international/jus gentium » quand nous traiterons des relations juridiques de manière transhistorique.

³⁴³ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 292 à la p. 9a

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 118

tard, le nom de « droit international ». Pour ce faire, le prêtre dominicain divisera d'abord *De Indis* en trois parties.

4..2.1- De Indis, première section : les Indiens, légitimes propriétaires?

Dans la première section de *De Indis*, Vitoria chercha à répondre à cette question simple, mais fondamentale : est-ce que les Indiens étaient vraiment propriétaire des terres en terme de droit public et privé avant l'arrivée des Espagnols³⁴⁶? Vitoria divisera cette question en deux sous-questions, à savoir : sont-ils, comme individus, aptes à la propriété privée? Forment-ils, collectivement, une organisation politique assez structurée pour faire d'eux les maîtres des terres qu'ils occupent³⁴⁷?

Pour répondre à la première sous-question, Vitoria débutera par infirmer la série d'arguments généralement présentés pour refuser aux Indiens le droit de propriété, soit l'état de péché mortel, d'infidélité ou d'hérésie³⁴⁸. Il s'attaquera ensuite à l'argument selon lequel les Indiens ne peuvent posséder des terres puisqu'ils ne détiennent pas la « raison ». Après une brève analyse de la culture et du comportement des Indiens, Vitoria déclarera comme invalide le refus d'attribuer aux Indiens le statut de propriétaires sous prétexte qu'ils ne sont pas dotés de raison puisque leur mode de vie indique qu'ils détiennent bel et bien cette dernière³⁴⁹. Vitoria en conclura donc que, même s'ils peuvent paraître « inintelligents et stupides », les Indiens demeurent tout de même aussi aptes à la propriété que le sont

³⁴⁶ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 284, première partie, point 4

³⁴⁷ *Idem*.

³⁴⁸ *Ibid.* première partie, points 5 à 19

³⁴⁹ *Ibid.* première partie, point 20 à 24

certains paysans espagnols, dont l'idiotie n'entraîne pas la confiscation de leurs biens³⁵⁰.

Ensuite Vitoria répondra à la deuxième sous-question en étudiant l'organisation politique et culturelle des Indiens. En faisant ressortir le fait que ces derniers possèdent des lois, des magistrats, des dirigeants, un certain système d'échange, connaissent l'institution du mariage et pratiquent même une forme de religion, Vitoria en viendra à la conclusion que les Indiens ont une véritable organisation politique (*ordo rerum*) faisant d'eux, collectivement, les maîtres légitimes des terres qu'ils occupent³⁵¹. Bref, dans la première partie de *De Indis*, Vitoria viendra contredire avec force les arguments impérialistes voulant que les terres du Nouveau Monde soient des territoires « sans maître » puisque, avant l'arrivée des Espagnols, les Indiens étaient les possesseurs publiquement et privément de ces derniers.

4.2.2- Seconde Section : Les pouvoirs du Pape et de l'Empereur

Dans la deuxième section, Vitoria traite de ce qu'il considère comme les sept titres illégitimes pour l'extension de la souveraineté espagnole aux « Indiens » d'Amérique. Ces titres sur lesquels étaient généralement fondées les assertions à la légitimité de la domination espagnole se déclinent ainsi : l'autorité universelle de l'Empereur ; l'autorité universelle temporelle du Pontife romain ; le *jus inventionis* (la découverte) ; la non-réception de l'évangile par les Indiens ; les péchés des Indiens ; l'acquisition par aliénation contractuelle ; et l'acquisition par ordonnance divine.

Tous ces titres ne revêtant pas la même importance, nous porterons une attention spéciale aux deux premiers, car leur infirmation amènera des conséquences considérables dans l'évolution du droit international/*jus gentium*. La première de ces

³⁵⁰ *Ibid.* première partie, point 23

³⁵¹ *Ibid.* première partie, point 4 ; Barthelemy , « Francisco de Vitoria » *supra* note 290 à la p.19

affirmations stipulait que les colons espagnols pouvaient se rendre maîtres du Nouveau Monde, car ils représentaient l'Empereur d'Espagne, qui lui, possédait une autorité universelle³⁵². Vitoria débutera l'investigation de ce titre de conquête en recherchant sa source dans le droit naturel et le droit divin positif. Il fit ressortir que, selon le droit naturel, l'Empereur ne détient pas la souveraineté universelle, car, comme le dit Saint Thomas d'Aquin, l'homme est par nature libre (exception faite des relations parentales et maritales)³⁵³. La liberté initiale de l'homme rendant par définition impossible toute forme d'autorité (*dominium*) universelle en droit naturel, Vitoria pencha ensuite sur le droit divin.

Le droit divin fait-il de l'Empereur le maître du monde? Vitoria y répondra par la négative. En faisant ressortir de l'Ancien Testament qu'il n'y « a pas d'autre pouvoir que celui de Dieu » et même « Nabuchodonosor n'avait guère d'autorité légitime sur le monde entier », car le peuple juif ne lui était pas assujetti, aucun Empereur ne peut prétendre à la souveraineté universelle en se basant sur les saintes Écritures³⁵⁴. Bref, l'Empereur n'est pas le monarque du monde, ni par droit naturel ni par droit divin. Il ajoutera au point suivant que, même s'il l'avait été, l'Empereur n'aurait pas eu la légitimité de se saisir des terres du Nouveau Monde puisqu'il est maître de juridiction, mais non de propriété.³⁵⁵

En niant à l'Empereur Charles Quint sa souveraineté sur le Nouveau Monde, Vitoria se distança des nombreux apologistes de l'impérialisme dont les noms furent effacés par l'Histoire. En effet, si Vitoria avait, lui aussi, légitimé le pouvoir de l'Empereur sur le Nouveau Monde, il ne serait pas considéré aujourd'hui comme faisant partie des fondateurs du droit international moderne. En effet, comme l'affirme Trelles, « la

³⁵² Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, seconde section, point 1

³⁵³ *Idem*.

³⁵⁴ *Idem*.

³⁵⁵ *Ibid.* seconde section, point 2

science juridique internationale n'est rien autre que la canalisation équitable de la vie de relation; les sujets du droit international doivent être les nations interdépendantes, mais sans que soit possible juridiquement la superposition des unes aux autres »³⁵⁶. Par conséquent, en admettant l'autorité universelle à l'Empereur, un juriste renierait le fondement premier du droit international : l'égalité formelle. En effet, ce droit n'en serait plus un « entre » les gens, donc résultant d'une coopération, mais plutôt celui d'une puissance impériale « sur » les nations assujetties³⁵⁷. Comme le résume Trelles, l'« impérialisme est le contraire de l'internationalisme »³⁵⁸.

Vitoria voyait comme une flatterie de légiste manquant cruellement d'indépendance que de conférer à l'Empereur la souveraineté universelle. Cependant, le second argument que Vitoria examinera sera, de par la fonction qu'exerce ce dernier, beaucoup plus délicat à trancher : la souveraineté de l'Espagne sur le Nouveau Monde fut confiée par le Pape³⁵⁹. L'ordre politique à l'époque où Vitoria présentait ses *relectiones* était caractérisé par un déclin graduel du Saint-Empire Romain et de la Papauté comme grandes puissances³⁶⁰. Cependant, les représentants de ces institutions insistaient souvent sur leur propre importance et, comme dans le cas du droit entre les communautés politiques, le Pape persistait à revendiquer un pouvoir important³⁶¹. Vitoria était bien conscient que ses compatriotes exigeaient tout aussi impérieusement que soit respecté le pouvoir pontifical et qu'ils défendraient la thèse de sa souveraineté universelle avec véhémence³⁶². Courageusement, Vitoria rejettera cette dernière.

³⁵⁶ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 148

³⁵⁷ *Idem.*

³⁵⁸ *Idem.*

³⁵⁹ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.15

³⁶⁰ China Miéville, *Between Equal Rights. A Marxist Theory of International Law*, Leiden, Brill 2005 à la p. 170

³⁶¹ *Idem.*

³⁶² Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.15

En effet, Vitoria débutera son plaidoyer en faisant ressortir les écrits des théologiens défendant la juridiction totale du Pape sur les affaires temporelles du monde entier, qui parfois y ajoutait même que l'autorité de tous les Princes leur fut déléguée par ce dernier³⁶³. Puisque, par définition, ce pouvoir ne put être attribué par le droit humain ou naturel, Vitoria rechercha dans le droit divin des indications pouvant mener à une telle conclusion. En utilisant une grande diversité de sources telles que la Bible, les écrits d'experts en loi canonique et même les textes d'anciens Papes, Vitoria fit ressortir que le droit divin contredisait explicitement cette thèse³⁶⁴. Il y rétorquera donc que « le Pape n'est pas seigneur civil ou temporel du monde entier dans le sens adéquat des mots *seigneurie* » et *pouvoir civil* [traduction libre] »³⁶⁵. Par conséquent, ce dernier ne peut pas déléguer aux princes le pouvoir séculier puisqu'il ne peut pas offrir ce qu'il ne possède pas.

Bref, en réfutant ingénieusement ces deux principales assertions sur lesquelles était basée la légitimité des conquêtes espagnoles, Vitoria viendra chambouler les assises sur lesquelles les impérialistes pouvaient justifier moralement leurs actes. En présentant des conclusions qui surprennent par leur courage, surtout en temps de grandeur impériale, le théologien espagnol créera toutefois un vide juridique qu'il devra ensuite combler en mettant au monde un nouveau système de droit international dans lequel la souveraineté du Pape et du droit divin seront remplacés par celle du pouvoir séculier et du droit naturel³⁶⁶. La troisième section de *De Indis* que nous examinerons maintenant y sera consacrée.

³⁶³ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, seconde section, point 2

³⁶⁴ *Ibid.* seconde section, point 3

³⁶⁵ *Idem.*

³⁶⁶ *Idem.*

4.2.3 –Troisième section : les titres légitimes de conquête

Dans la troisième et dernière section de sa *relectiones De Indis*, Vitoria se penchera sur ce qu'il formulera comme les « titres légitimes par lesquels les barbares purent tomber aux mains des Espagnols ». Par l'intermédiaire de ces titres légitimes, Vitoria posera les bases d'un *jus gentium* révolutionnaire qui, selon James Brown Scott, traversera les époques pour se présenter, quatre siècles plus tard, d'une actualité désarmante. À l'instar des titres illégitimes de conquête, les huit titres légitimes ne revêtiront pas tous un intérêt égal³⁶⁷. Parmi ces derniers, nous ne retiendrons que ceux dont la pertinence reste encore d'actualité au vingtième siècle, à savoir le droit de communication et le droit de commerce.

4.2.3.1- Le droit naturel à la société et à la communication

Le premier titre légitime évoqué par Vitoria mérite une attention particulière. Il sera désigné par ce dernier comme le « droit naturel à la société et à la communication ». Il affirmera que « les Espagnols ont le droit de voyager dans les terres en question et d'y séjourner, à condition qu'ils ne nuisent pas aux indigènes, ces derniers ne peuvent pas les en empêcher [traduction libre] »³⁶⁸. Pour en déduire ce droit, Vitoria fit ressortir les récits bibliques et certains écrits des « Pères de la Chrétienté » tels que Saint-Thomas-d'Aquin selon lesquels, aux premiers temps de la Création, les hommes naissaient entièrement libres et les ressources terrestres étaient détenues en commun³⁶⁹. Puisque tout était à tous, les hommes avaient la liberté de se déplacer sans entrave en tout lieu et en tout temps, ce que Vitoria qualifie de « liberté de

³⁶⁷ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 195

³⁶⁸ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, troisième partie, point 1

³⁶⁹ Koskeniemi, « Empire and International Law: The Real Spanish Contribution » *supra* note 297 à la p.13

communication»³⁷⁰. Même lorsque, plus tard, les hommes se sédentarisèrent et s'établirent sur des parcelles de terre fixes et délimitées, cette liberté ne fut pas altérée puisque « il n'a jamais été l'intention des peuples de détruire par cette division la réciprocité et la propriété commune qui a prévalu jusqu'alors chez les hommes [traduction libre] »³⁷¹. En d'autres mots, « parmi ces choses restées communes au cours de l'évolution subie par les hommes dans leur vie de relation, il faut comprendre le droit que possèdent les hommes d'établir entre eux une communication mutuelle »³⁷². De ce « droit naturel à la société et à la communication», Vitoria en fera découler sa conséquence logique : la liberté des mers. En effet, une fois le principe de patrimoine commun à l'humanité posé, il y fera entrer les mers, puis, par déduction naturelle, la liberté de navigation³⁷³. Comme il l'indiquera dans ses propres mots : « par la loi naturelle , les eaux courantes et la mer sont communes à tous, de même que les rivières ainsi que les ports, et par la loi des nations, les navires de toutes les régions peuvent y naviguer [traduction libre] »³⁷⁴. Vitoria rendra ainsi illicite toute forme d'entrave à la liberté des mers.

À la lumière de ces affirmations, il ressort clairement que Vitoria possède une vision de la souveraineté qui est loin de conférer à cette dernière un caractère absolu. En effet, en termes de souveraineté, l'approche de Vitoria était l'antithèse complète de celle des jurisconsultes de son époque, qui la considéraient comme absolue et inviolable. En effet, comme l'indique Barthélemy,

Vitoria se refuse à considérer le monde habité comme un ensemble inorganique de nations isolées, sans lien entre elles, n'ayant les unes à l'égard

³⁷⁰ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 198

³⁷¹ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, troisième section, point 2

³⁷² Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 198

³⁷³ *Ibid.* à la p. 205

³⁷⁴ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, troisième section, point 3

des autres ni droit ni devoir, si ce n'est le droit absolu pour chacune de se clore chez elle et le devoir pour toutes les autres de respecter cette volonté.³⁷⁵

En se basant sur les postulats du jusnaturalisme, Vitoria insistera sur l'interdépendance des nations. En effet, selon lui, à l'origine était l'état de nature, où tout était commun et où les droits naturels que les individus exerçaient sur les choses étaient identiques. Ce n'est qu'ensuite que les groupes nationaux se seraient formés, divisant l'humanité en États avec des frontières bien établies et s'attribuant certains territoires³⁷⁶. Cependant, pour le théologien espagnol, cette division n'entraîna pas nécessairement la suppression des droits naturels, les individus ayant conservé certains droits qui étaient communs à l'état de nature. De plus, Vitoria affirme qu'il est de la responsabilité des monarques de faire respecter ces droits, non seulement dans leur territoire, mais dans l'ensemble de la communauté internationale³⁷⁷. Comme l'indique Barthélemy, « c'était bien l'idée moderne d'une organisation juridique embrassant l'humanité tout entière et dont les membres auraient, tous, les mêmes droits et les mêmes devoirs »³⁷⁸. Ainsi, cette vision dépassait largement le cadre juridique dans lequel étaient confinées les relations internationales du Moyen Âge, en transcendant les limites de la chrétienté et du territoire national³⁷⁹.

4.2.3.2- Le droit naturel au commerce

En prolongeant son raisonnement un peu plus loin, Vitoria fera dériver de la liberté de navigation un autre droit naturel fondamental : le droit au commerce. Comme nous le verrons, ce droit se posera en complète contradiction avec le principe des sphères d'influence qui marqueront les siècles suivants sa mort, jusqu'à sa résurrection au

³⁷⁵ Barthélemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p.23

³⁷⁶ *Ibid.* à la p. 8

³⁷⁷ *Idem.*

³⁷⁸ *Idem.*

³⁷⁹ *Ibid.* à la p.9

XIX^e siècle. Le droit au commerce de Vitoria réunira trois caractéristiques essentielles : d'abord, sa seule limitation à son exercice est de ne pas causer de torts aux Indiens. Comme l'indique Vitoria, « Tant qu'ils ne leur font pas de mal, les Espagnols peuvent légalement commercer avec les Indiens [traduction libre] »³⁸⁰. Ensuite, puisque son essence repose dans le droit naturel, le droit de commerce est au-dessus de la souveraineté des princes. Ainsi, les souverains espagnols ne peuvent empêcher leurs sujets de commercer avec les Indiens, pas plus que les Princes de ces derniers ne peuvent les empêcher de procéder à des échanges avec les Espagnols³⁸¹. Enfin, ce droit est réciproque. Vitoria souligne que l'échange doit se dérouler dans les deux sens, en « important des biens dont manquent les Indiens et en exportant les ressources comme l'or et l'argent que ces derniers ont en abondance [traduction libre] »³⁸².

Vitoria ajoutera ensuite une proposition pouvant sans doute être considérée comme l'ancêtre du « traitement de la nation la plus favorisée ». En effet, il avancera que, s'il existe une forme d'activité commerciale entre les Indiens et une autre nation étrangère, les premiers ne peuvent pas priver les Espagnols d'y participer aussi³⁸³. Le moine dominicain en témoignera par un exemple :

si d'autres étrangers se voient permis de creuser pour de l'or sur les terres d'une communauté ou dans les rivières, ou de pêcher pour des perles dans l'océan ou dans une rivière, les Indiens ne peuvent empêcher les Espagnols d'en faire autant puisqu'ils ont le même droit que les autres.³⁸⁴

³⁸⁰ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, troisième section, point 3

³⁸¹ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 211

³⁸² Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, troisième section, point 2

³⁸³ *Ibid.* point 3

³⁸⁴ *Idem.*

Tout comme James Brown Scott, Vitoria rapprochera le problème de la paix et le développement du droit international. Considérant l'homme comme un frère pour l'homme, Vitoria verra dans l'activité commerciale la consécration et le raffermissement de ces liens de fraternité³⁸⁵. Comme nous le verrons dans le chapitre cinq, Camilo Barcia Trelles présentera la doctrine de la Porte ouverte américaine comme l'héritière légitime du principe vitorien de liberté commerciale. En effet, il accusera les sphères d'influence coloniales à l'européenne d'avoir mis ce continent à feu et à sang en dénaturant les liens fraternels et communautaires entre les hommes³⁸⁶. La liberté de commerce étant un droit naturel et fondamental, ce droit doit, par définition, être respecté. Bien conscient de ce corollaire, Vitoria se penchera dans la prochaine *Relection, De Jure Belli*, sur le problème des sanctions imposées lors de la violation du droit naturel et sur celui, plus large, du droit de la guerre.

4.2.4- De Jure Belli : Le droit de la guerre

Dans *de Indis*, Vitoria n'examinera les grandes questions internationales que de façon indirecte, comme argument ou objection à la légitimité de la domination espagnole sur le Nouveau Monde³⁸⁷. Dans *De Jure Belli Hispanorum in Barbaros*, Vitoria étudiera le droit de la guerre en lui-même, en faisant abstraction des belligérants³⁸⁸. Comme le souligne Joseph Barthelemy, *De Jure Belli* n'est pas un traité de droit international sur la guerre, mais plutôt « une leçon d'un professeur de théologie qui donne à ses élèves un résumé des solutions les plus justes aux questions essentielles que soulève l'emploi de la force entre les nations »³⁸⁹. Dans cette présentation, Vitoria examinera les questions sensibles entourant la guerre à son époque, soit : est-

³⁸⁵ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. .

211

³⁸⁶ *Idem.*

³⁸⁷ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p. 22

³⁸⁸ *Idem.*

³⁸⁹ *Idem.*

ce que les chrétiens peuvent déclarer la guerre? Quelle autorité peut déclarer la guerre? Quelles sont les causes d'une guerre juste? Que peut-il être fait à un ennemi lors d'une guerre juste?³⁹⁰ Plusieurs informations n'y étant plus d'actualité aujourd'hui, nous nous concentrerons ici sur les points ayant conservé leur pertinence.

Vitoria répondra d'abord par l'affirmation à la première question : « les chrétiens peuvent participer à une guerre ou la déclarer »³⁹¹. En effet, en citant certains textes du Nouveau Testament tendant à condamner tous recours à la force de la part des chrétiens, Vitoria avancera que ces enseignements représentent des conseils et non des ordres³⁹². Pour renforcer son argument, il ira puiser dans le droit romain et les écrits de Saint Augustin selon qui le service militaire et la possibilité de faire la guerre sont permis même aux chrétiens³⁹³.

Ensuite, il se penchera sur la question de savoir qui possède l'autorité de déclarer et faire la guerre³⁹⁴. D'abord, en se concentrant sur la guerre défensive, Vitoria y présentera une première proposition catégorique : « n'importe qui, même une personne privée, peut accepter et mener une guerre défensive [traduction libre] »³⁹⁵. Affirmant que la force peut être repoussée par la force, il y ajoutera que cette guerre défensive peut être menée non seulement pour défendre l'intégrité physique d'une personne, mais aussi pour protéger sa propriété et ses biens³⁹⁶. Le moine dominicain fera toutefois une distinction entre le droit des personnes privées et celui des États et des princes lorsqu'il se penchera sur la question de la guerre offensive. En effet, alors que le droit des personnes privées ne leur permet uniquement que d'engager une guerre défensive pour protéger leur personne ou leur propriété, les communautés

³⁹⁰ Nys, *Les origines du droit international*, *supra* note 295 à la p. 30

³⁹¹ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, De Jure Belli, point 1

³⁹² Nys, *Les origines du droit international*, *supra* note 295 à la p.30

³⁹³ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, De Jure Belli, point 1

³⁹⁴ *Ibid.* point 2

³⁹⁵ *Ibid.* point 3

³⁹⁶ *Idem.*

politiques (*Respublica*) et les princes voient ce droit agrémenté de celui de « venger le tort commis »³⁹⁷.

Ce droit supplémentaire octroyé aux communautés politiques amena Vitoria à examiner l'idée de *Respublica* d'un peu plus près. En effet, Vitoria consacra plusieurs paragraphes à cette difficile question: Qu'est-ce qu'un État?³⁹⁸ Vitoria répondra d'abord que l'État est une communauté parfaite. Le problème restant entier, il tentera ensuite de définir ce qu'est une communauté parfaite. Selon lui, la perfection nécessite qu'elle ne fasse point partie d'une autre communauté, mais qu'elle possède ses propres lois, ses propres institutions et ses propres magistrats³⁹⁹. En citant les exemples du royaume de Castille et d'Aragon ainsi que la République de Venise, Vitoria ajoutera qu'il est tout à fait possible que plusieurs communautés parfaites soient sous le règne d'un seul monarque sans perdre leur caractère de perfection, et donc, en conservant leur légitimité de déclarer la guerre⁴⁰⁰.

Enfin, Vitoria s'attela à proposer les causes justes pour déclarer une guerre. Après avoir rejeté l'extension de l'Empire et la gloire personnelle comme cause de guerre juste, Vitoria en arrivera à la conclusion que la seule raison légitime de déclarer une guerre, autre que par légitime défense, serait pour réparer un tort causé par la violation du droit naturel⁴⁰¹. En effet, le moine dominicain avancera qu'une violation doit absolument être réparée pour conserver l'harmonie de la communauté « internationale ». Par conséquent, toute forme de violation au droit naturel, dont ceux de circulation et de commerce, doit entraîner des représailles. Vitoria prendra cependant soin d'indiquer que ces dernières doivent être proportionnelles à la violation et que « toute faute n'est pas juste cause de mort »⁴⁰². Comme nous le

³⁹⁷ *Idem.*

³⁹⁸ *Ibid.* point 7

³⁹⁹ *Ibid.* point. 7

⁴⁰⁰ *Idem.*

⁴⁰¹ *Ibid.* point 13

⁴⁰² Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p. 28

verrons dans le prochain chapitre, certains auteurs verront dans la théorie de la guerre juste de Vitoria un moyen sophistiqué de justifier la conquête du Nouveau Monde par les Espagnols.

4.2-Conclusion

Lorsque le lecteur porte son regard pour la première fois sur les travaux de Francisco de Vitoria, il ne peut qu'être surpris de constater que ces derniers soient datés du seizième siècle. En effet, de par la place centrale accordée à l'État et l'actualité des théories commerciales de cet auteur, la modernité surprenante des *Relectionnes* de Vitoria ne manquera pas de frapper sa curiosité. Cependant, lorsque ce dernier apprend que Francisco de Vitoria était un théologien dominicain ayant vécu à l'époque de la grandeur impériale de l'Espagne, l'impression laissée par ces ouvrages s'en trouvera immanquablement renforcée. Moine dominicain réfutant les thèses de juridiction universelle du Pape, citoyen espagnol refusant à l'Empereur le titre de Monarque du monde, Vitoria semble étranger aux théories paresseuses et flatteries apologistes qui faisaient pourtant légion à son époque. Il est souvent dit que ce sont les circonstances qui permettent aux hommes d'entrer dans l'histoire. Dans le cas de Vitoria, la découverte de l'Amérique et l'explosion des activités commerciales en découlant fit naître un grand nombre de disputes que le « code international » du Moyen-Âge n'était pas outillé de régler⁴⁰³. En modifiant complètement les paradigmes dans lesquels le *jus gentium* évoluait alors, Vitoria érigea lui-même les premières fondations d'une nouvelle forme de discours qui sera plus tard désignée sous le terme de « droit international ». Présenté comme un véritable justicier et précurseur des Lumières lors de la première moitié du vingtième siècle, le personnage de Francisco de Vitoria sera cependant vivement critiqué à partir de la fin du vingtième siècle. En effet, comme nous le verrons maintenant les travaux de juristes,

⁴⁰³ Miéville, *Between Equal Rights. A Marxist Theory of International Law*, *supra* note 360 à la p. 169

souvent associés au mouvement des *Third World Approaches to International Law*, viendront remettre en question les conséquences de la contribution de Vitoria pour les pays en voie de développement. Penchons-nous maintenant sur ce fascinant débat.

CHAPITRE V :

LES MILLE VISAGES DE VITORIA

« Si j'avais deux visages, est-ce que je
porterais celui-ci? »

-Abraham Lincoln

Tout homme interprète la réalité selon sa propre expérience. Ainsi, comme nous l'explique Michel Foucault, il est malaisé, voire impossible, de saisir objectivement la signification profonde des travaux d'un auteur puisque nous l'interprétons par l'intermédiaire de nos propres référents, qui restent ultimement étrangers à ceux de cet auteur. Comme nous le verrons dans ce chapitre, les travaux de Francisco de Vitoria n'y font guère exception. En effet, d'abord encensé comme véritable « missionnaire » et défenseur des Indiens du Nouveau Monde, Vitoria verra son héritage vertement critiqué par le mouvement des TWAIL à la fin du vingtième siècle. Dans ce chapitre, nous présenterons d'abord l'interprétation que James Brown Scott fit du théologien de Salamanque tout en soulevant celle de son plus grand collaborateur dans la résurrection de Vitoria : Camillo Barcia Trelles. Ensuite, en conjuguant ces interprétations à celles plus critiques d'auteurs tels qu'Antony Anghie, China Mieville, Anne Orford et Martti Koskenniemi, nous tenterons de comprendre la renaissance de Francisco de Vitoria au cours du premier tiers du XXI^{ème} siècle.

5.1- Le Vitoria de James Brown Scott : l'humaniste libéral

Tel que vu précédemment, James Brown Scott était la personnification parfaite du « paradigme juridique » alors à son âge d'or lors du premier tiers du vingtième siècle. Comme nous le rappelle Anne Orford, « Scott croyait en l'administration internationale, en la liberté commerciale, la Société des Nations⁴⁰⁴, et son nouveau système de mandats [traduction libre] »⁴⁰⁵. Incidemment, Scott verra en Vitoria « un libéral et un humaniste », accueillant particulièrement ses idées de « liberté de commerce et de navigation ainsi que la nécessité d'éduquer les Indiens [traduction libre] »⁴⁰⁶. En effet, Scott utilisera souvent le terme anachronique de « libéralisme » pour qualifier la pensée de Vitoria, allant même jusqu'à intituler de douzième chapitre de son livre *The Spanish Origins of International Law*, « *The liberalism of Victoria* ». Comme il l'affirmera lui-même, « Vitoria était un libéral. Il ne pouvait faire autrement qu'être un libéral. Il était aussi un internationaliste par héritage. Et puisqu'il était les deux, son droit international est un droit international libéral [traduction libre] »⁴⁰⁷. Examinons cette interprétation de plus près.

En attribuant le qualificatif de « libéral » à Vitoria, Scott faisait allusion autant à la dimension politique du libéralisme qu'à sa dimension économique. Au niveau politique, Scott présentera Vitoria comme un croisé de la démocratie représentative, encadrée par un système de droit inclusif garantissant les mêmes droits à « tous les êtres humains, sans distinction de race, de géographie ou de religion [traduction libre]

⁴⁰⁴ Cette affirmation n'est toutefois pas complètement exacte puisque, comme nous le verrons plus tard, James Brown Scott était particulièrement critique de la Société des Nations

⁴⁰⁵ Anne Orford, «The Past as Law or History? The Relevance of Imperialism for Modern International Law» (2012) IILJ Working Paper 2012/2, History and Theory of International Law Series à la p.11

⁴⁰⁶ *Ibid* p. 14

⁴⁰⁷ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 292 à la p. 280

»⁴⁰⁸. Dans *The Spanish Origins*, il recherchera dans la structure institutionnelle de l'Ordre Dominicain à laquelle faisait partie Vitoria pour tenter d'expliquer pourquoi la pensée politique de « Vitoria était si libérale que ses opinions paraissent en avance même par rapport aux standards de notre époque [traduction libre] »⁴⁰⁹. Se basant sur travaux de Ernest Barker, Professeur de Sciences Politiques à l'Université de Cambridge, Scott affirmera que l'organisation particulière de l'Ordre Dominicain influença grandement Vitoria dans sa conception de l'État. En effet, selon lui, le fonctionnement de l'Ordre revêtait trois caractéristiques particulières. D'abord, contrairement à la plupart des ordres religieux de l'époque, il était démocratique : les dirigeants étaient élus à majorité et agissaient à titre de « servants » plutôt que seigneurs⁴¹⁰. Ensuite, cette démocratie fonctionnait selon le principe de la représentativité, où les besoins de la majorité sont entendus et défendus par les représentants élus⁴¹¹. Enfin, l'Ordre était régi par une constitution étoffée et précise, démontrant le penchant des Dominicains pour l'encadrement juridique de la vie sociale⁴¹². Selon Scott, ces trois caractéristiques fondamentales feront des Dominicains, dont faisait partie Vitoria, un jalon incontournable dans la grande marche vers la civilisation :

Le passé de son Ordre était un passé libéral, donc, dans un sens, une divination du futur. Le passé de l'Antiquité en était un de gouvernement direct; le futur en sera un de gouvernement représentatif; et l'ordre de Saint-Dominique représente un pont entre les deux. [traduction libre]⁴¹³.

⁴⁰⁸ Scott, *The Catholic Conception of International Law. Francisco de Vitoria & Francisco Suarez*, *supra* note 299 à la p. VI

⁴⁰⁹ *Ibid.* à la p. 275

⁴¹⁰ *Ibid.* 277

⁴¹¹ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 292 à la p. 277

⁴¹² *Idem.*

⁴¹³ *Ibid.* à la p. 275

Au niveau international, la Cour permanente de justice internationale était déjà, de l'avis de Scott, en germe dans les théories de Vitoria. En effet, toujours selon Scott, le moine dominicain cherchait à transposer le système de droit qu'il voyait alors naître à l'intérieur des États les plus « avancés » à la sphère internationale. En d'autres mots, Vitoria souhaitait reproduire ultimement le processus de création des États avec la communauté internationale, en amenant les États à rédiger un contrat social, protégeant les États faibles des ambitions des forts au moyen de règles juridiques universelles et d'une institution internationale les faisant respecter⁴¹⁴. Cette vision des relations internationales poussait donc Vitoria à admettre une même égalité formelle entre les États que les individus ont entre eux à l'intérieur d'un système de droit. Ainsi, selon Scott, c'est cette vision de la communauté internationale, non seulement conceptuelle, mais bel et bien organisée, qui sera au cœur des efforts des délégués des grandes conférences internationales visant à mettre sur pied la Cour permanente de justice internationale⁴¹⁵.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, Scott voyait aussi en Vitoria un libéral dans le sens économique du terme. Le juriste américain soulignera l'adéquation parfaite des règles vitoriennes de liberté de navigation en haute mer et de droit de séjour avec les impératifs du développement industriel et commercial du vingtième siècle⁴¹⁶. Toutefois, son collègue Camillo Barcia Trelles sera beaucoup plus explicite sur le sens qu'il attribua à la liberté commerciale proclamée par Vitoria. En effet, après une longue critique du système des « sphères d'influence » établies en Chine par les Européens au XIXe siècle, Trelles n'hésitera pas à qualifier la Doctrine de la Porte Ouverte américaine comme « la restauration de la doctrine prêchée quatre siècles plus

⁴¹⁴ *Ibid* aux p. 281-282

⁴¹⁵ Scott, *The Catholic Conception of International Law. Francisco de Vitoria & Francisco Suarez*, *supra* note 299 à la p. 484

⁴¹⁶ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 292 à la p. 287

tôt par François de Vitoria »⁴¹⁷. En poussant son raisonnement un peu plus loin, Trelles évoquera son rêve de voir cette liberté commerciale vitorienne respectée en tous lieux pour que « la réglementation du commerce international par chaque État, en tant que prérogative exclusive et inconditionnelle, ne soit plus qu'un souvenir historique ». Enfin, Trelles saluera les efforts du Président Wilson qui, en mentionnant l'importance de la liberté commerciale dans ses quatorze points, ravivera l'esprit de Vitoria, pour qui la paix n'était véritablement possible que dans un monde libéré de ses barrières économiques⁴¹⁸.

L'interprétation des travaux de Vitoria par Trelles et Scott convergera pratiquement en tous points. À la manière de Scott, Trelles présentera Vitoria comme un défenseur des Indiens, s'élevant au-dessus des nationalismes et de l'impérialisme de son pays pour ériger une pensée fondée sur la justice et la vérité. Son cours « Francisco de Vitoria et l'école moderne du droit international » (1928) est empreint d'une admiration révérencielle non seulement envers la pensée, mais aussi envers l'homme qu'était Vitoria, lui attribuant une « incontestable grandeur d'âme »⁴¹⁹, un courage admirable et une pensée profondément humaine⁴²⁰. Par contre, un point de divergence naîtra entre les deux penseurs lorsqu'ils traiteront du sujet sensible des mandats, rattachés à la Société des Nations. En effet, Scott verra dans le dernier titre légitime de conquête, énoncé par Vitoria dans *De Indis Noviter Inventis*, une justification pour le système des mandats. En effet, au 18^{ième} point de la troisième partie de cette *relection*, Vitoria avancera que, bien que les Indiens ne soient pas complètement dépourvus d'intelligence, ils demeurent assez limités dans ce domaine et sont donc inaptes à construire une société politique répondant aux exigences minimales de la

⁴¹⁷ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p. 209

⁴¹⁸ *Idem.*

⁴¹⁹ *Ibid.* 159

⁴²⁰ *Ibid.* 194

communauté des nations⁴²¹. Par conséquent, il est naturel, selon le théologien espagnol, que le souverain espagnol leur impose son autorité bienveillante dans le but de les élever au niveau des autres nations⁴²². Scott applaudira la main tendue de Vitoria vers ces peuples « dans un état imparfait de civilisation »⁴²³, qui devaient être éduqués de leurs droits et devoirs, pour ultimement être admis dans la communauté internationale en tant qu'État à part entière⁴²⁴. Selon Scott, ce principe vitorien de tutelle traversera les âges, jusqu'à prendre leur forme définie suite à la création des « mandats », associées à la Société des Nations⁴²⁵.

Toutefois, Trelles ne partagera pas les idées de Scott sur ce point. En effet, selon lui, l'institution des mandats n'est « comparable ni comme largeur de conception ni comme moyen de réaliser la paix à la vision de Vitoria »⁴²⁶. En développant son argumentaire, il confrontera les principes de Vitoria à ceux régissant les mandats et en fera ressortir deux contractions. D'abord, Vitoria accordera une dimension provisoire à son système de tutelle, en rendant leur liberté à ces régions administrées lorsqu'elles auront atteint un niveau de développement suffisant⁴²⁷. Comme le souligne Trelles, l'article 22 du Pacte de la Société des Nations ne confère aucune dimension provisoire à son institution de mandats. Ensuite, l'avocat espagnol verra ressortir que, pour Vitoria, cette tutelle devait se faire pour le bien des « Indiens », ce qu'il ne considère pas être le cas pour les peuples sous supervisions des puissances mandataires, n'y voyant que la réification des zones d'influences coloniales⁴²⁸.

⁴²¹ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290, section 3 point 18

⁴²² *Ibid*

⁴²³ Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, *supra* note 292 à la p. 287

⁴²⁴ *Idem*.

⁴²⁵ *Idem*.

⁴²⁶ Trelles « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » *supra* note 323 à la p..

236

⁴²⁷ *Ibid* à la p. 237

⁴²⁸ *Idem*.

En résumé, selon Scott et Trelles, Vitoria est un immortel. Loin de n'être qu'un simple habile théoricien, ils le présentent comme un véritable prophète qui, du haut de son prestigieux poste de *Prima profesor* de théologie à l'université de Salamanque, proclamera une doctrine qui fera passer les relations internationales, encore coincées dans le Moyen-Âge, à l'âge de la modernité. Comme le souligne Martti Koskenniemi, Scott « admirait l'élan humanitaire derrière les enseignements de [Vitoria] et spécialement [sa] propension à traiter de l'empire à la lumière du droit de la nature et des nations, le *jus gentium* [traduction libre] »⁴²⁹. De l'avis de Scott et Trelles, en proposant une vision du monde comme étant formé d'une grande communauté des nations, régie par une justice naturelle libérale, où les États les plus petits sont sur un pied d'égalité formelle avec les plus grands et où les libertés de circulation et de commerce ont un statut indérogeable, Vitoria créa ce qui s'imposera comme l'ordre juridique du futur. Un ordre sous lequel l'humanité pourra enfin connaître, après une succession millénaire de guerres sanglantes, une paix providentielle sous le sceau de la liberté et du commerce⁴³⁰.

5.2- Antony Anghie et Martii Koskenniemi : Le second visage de Vitoria

La figure de Vitoria fut, au cours du premier tiers du vingtième siècle, l'objet d'un véritable culte de la part des juristes se réclamant de la nouvelle approche naturaliste du droit international. Dépassant largement le simple enthousiasme intellectuel face à ses raisonnements raffinés, ces juristes étendront leur admiration à la personne même de Francisco de Vitoria, lui attribuant des valeurs morales dignes d'une canonisation. À titre d'exemple, Ernest Nys mettra en exergue son profond dévouement pour les

⁴²⁹ Koskenniemi, « Empire and International Law: The Real Spanish Contribution » *supra* note 297 à la p.4

⁴³⁰ James Brown Scott, *The Spanish Origins of International Law: Francisco de Vitoria and His Law of Nations*, 1934, préface 9A

«Indiens», son amour du prochain⁴³¹, sa générosité, et la noblesse de ses sentiments⁴³² tandis que Joseph Barthelemy parlera du « grand souffle d'humanité qui passe à travers ces raisonnements et anime leurs rigoureuses déductions »⁴³³. Ce ne sera toutefois que bien plus tard, avec des auteurs et juristes tels qu'Antony Anghie, Henri Méchoulan, China Miéville et Robert Williams⁴³⁴, que les premières voix discordantes dans cette mer de dithyrambes se feront entendre. En effet, comme l'indique Koskenniemi, ces auteurs verront en l'humanisme de Vitoria une manière particulièrement habile non seulement de légitimer la colonisation, mais aussi d'ériger la conquête comme une nécessité religieuse⁴³⁵. Comme nous le verrons ensuite, Martii Koskenniemi ajoutera aussi son grain de sel à cette importante dynamique de réinterprétation critique de la pensée de Vitoria, en lui attribuant le rôle de théoricien de l'impérialisme informel. Dans ce chapitre, nous nous concentrons donc d'abord sur les travaux d'Antony Anghie, chef de file de cette vaste critique de l'héritage de Vitoria, dont la reconceptualisation des œuvres fut certainement la plus approfondie et la plus féconde du mouvement⁴³⁶. Ensuite, nous nous pencherons sur l'interprétation de Martti Koskenniemi, dont les travaux se concentrant principalement sur l'importance économique des *relectiones* de Vitoria nous aideront à faire un important pas en avant vers la compréhension de sa renaissance au premier tiers du vingtième siècle.

⁴³¹ Vitoria, *De Indis De Jure Belli*, *supra* note 290 à lap. 12

⁴³² *Ibid* p. 10

⁴³³ Barthelemy, « Francisco de Vitoria » *supra* note 324 à la p. 7

⁴³⁴ Antony Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004; Henri Méchoulan, *Le sang de l'autre ou l'honneur de Dieu. Indiens, juifs et morisques au Siècles d'Or*, Paris, Fayard, 1979; China Miéville, *Between Equal Rights. A Marxist Theory of International Law*, Leiden, Brill 2005; Robert A. Williams Jr, *The American Indian in Western Legal Thought. The discourses of Conquest*, New York, Oxford, 1990

⁴³⁵ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» *supra* note 294 à la p.4

⁴³⁶ Orford, «The Past as Law or History? The Relevance of Imperialism for Modern International Law» *supra* note 405 à la p.12

Anghie entreprendra une relecture originale des *relectiones De Indis* et de *Jure Belli*, dont les conclusions aboutiront sur un portrait de Vitoria à mille lieues de celui présenté par James Brown Scott. Pour le juriste indien, la personnalité de Vitoria revêt un caractère extrêmement complexe. Selon lui, les travaux de Vitoria peuvent être soumis à plusieurs niveaux de lecture : « Courageux défenseur des droits des Indiens de son époque, son travail peut aussi être lu comme une justification particulièrement insidieuse de leur conquête, précisément parce qu'elle est présentée dans un langage de libéralité et même d'égalité [traduction libre] »⁴³⁷. Selon Anghie, le problème que Vitoria tentait de résoudre ne concernait point celui de l'ordre entre les nations souveraine, mais bien de déterminer comment devaient s'articuler les relations entre des sociétés faisant partie de deux systèmes culturels différents et ayant des visions distinctes de la propriété et de la gouvernance⁴³⁸. Pour résoudre ce problème, Vitoria se concentrera sur les pratiques culturelles de ces sociétés, les analysant par le prisme de ce nouveau *jus gentium*⁴³⁹ universel basé sur le droit naturel⁴⁴⁰. En accordant la raison, symbole de l'humanité, aux « Indiens », Vitoria en fera indirectement des sujets de son *jus gentium*, les obligeant ainsi à respecter les droits et devoirs en découlant. Cependant, leurs pratiques culturelles étant dépeintes comme barbares et arriérées, les Indiens ne pourront donc se montrer à la hauteur des standards juridiques et moraux établis par Vitoria⁴⁴¹. Inévitablement, les Indiens seront présentés comme violateurs du *jus gentium*, donc non souverains et passibles de sanctions violentes⁴⁴². Selon Anghie, la guerre occupera, dans le système de Vitoria, un rôle purgatif. En effet, ce rôle ne se limite point à celui de moyen utilisé

⁴³⁷ Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, *supra* note 404 à la p. 28

⁴³⁸ *Ibid.* à la p. 16

⁴³⁹ Selon Anghie, la prétendue sécularité de la pensée de Vitoria ne sera en fait qu'une universalisation d'un droit jusqu'alors limité au monde chrétien. En effet, en bâtissant son *jus gentium*, Vitoria réintroduira paradoxalement les valeurs chrétiennes qu'il avait précédemment limité la portée au monde catholique. *Imp.* P. 23

⁴⁴⁰ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies'- The origin of international law?» *supra* note 294 à la p.331

⁴⁴¹ *Ibid.* à la p. 332

⁴⁴² *Ibid.* à la p. 331

pour redresser un tort, mais, plus encore, doit servir à éradiquer l'identité indienne pour la remplacer par l'identité universelle espagnole⁴⁴³. En d'autres mots, la guerre servira à civiliser les non-civilisés. Bref, après une analyse aussi détaillée que critique de ce processus par lequel une nation se voit qualifiée d'universelle et souveraine, tandis qu'une autre voit son identité discréditée et sa souveraineté refusée, Anghie en conclura que :

la réelle importance de Vitoria repose dans son développement d'un ensemble de concepts et d'arguments qui ont été continuellement utilisés par les puissances occidentales dans leur suppression du monde non occidental et qui sont encore régulièrement employés dans les relations internationales contemporaines, à une époque supposément post-impérialiste. [traduction libre]⁴⁴⁴

Pour Martti Koskenniemi, cette interprétation, quoique pertinente, ne touchera pas le véritable coeur du problème. Selon lui, Anghie fit, comme de nombreux autres auteurs, fausse route en concentrant ses efforts exclusivement sur l'aspect des travaux de Vitoria en lien avec des problèmes de droit public tels que le territoire, la juridiction et la guerre formelle⁴⁴⁵. En effet, tandis que l'interprétation d'Anghie se concentrait sur la manière dont Vitoria put légitimer l'exclusion des Indiens de la communauté des États souverains, tout en faisant d'eux les cibles sur lesquelles purent s'exercer les guerres justes, celle de Martti Koskenniemi visera à démontrer que l'héritage principal de l'école de Salamanque résiderait plutôt dans la manière avant-gardiste par laquelle ils théorisèrent le libre-échange⁴⁴⁶. Dans son article *The Spanish Contribution to international law*⁴⁴⁷, il avancera que la pertinence de ces

⁴⁴³ Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, *supra* note 404 à la p. 29

⁴⁴⁴ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» *supra* note 294 à la p. 332

⁴⁴⁵ Koskenniemi, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» *supra* note 297 à la p. 2

⁴⁴⁶ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 265 à la p. 28

⁴⁴⁷ Koskenniemi, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» *supra* note 297

théologiens pour la réalité d'aujourd'hui reposerait sur le fait qu'ils étaient les premiers :

théoriciens et idéologues d'une structure globale de relations horizontales entre détenteurs de droits subjectifs de *dominium* - une structure des relations humaines que nous avons été habitués d'appeler «capitalisme». En termes d'étude des relations impériales, les Espagnols apparaissent nettement moins comme des défenseurs d'un «empire formel», en préconisant ou en soutenant les annexions territoriales, que d'un « empire informel», soit le contrôle des ressources par l'entremise de relations de droit privé de contrat et de propriété. [traduction libre]⁴⁴⁸

Koskenniemi met en évidence l'incessant dilemme auquel les dirigeants politiques eurent à faire face depuis quatre cents ans dans la gestion de leur empire : formel ou informel?⁴⁴⁹. C'est en cadrant la pensée des théologiens de Salamanque dans ce débat que Koskenniemi arrive à mettre en lumière la contribution de ces derniers dans la rationalisation du système économique émergeant à leur époque, par l'élaboration d'un vocabulaire particulier qui servira ensuite à théoriser les pratiques économiques d'aujourd'hui. En percevant Vitoria comme un missionnaire « cherchant à apporter une dose d'humanité dans un siècle d'euphorie colonisatrice », James Brown Scott fit, selon Koskenniemi, un important anachronisme en ne prenant pas en compte le contexte théologico-politique au sein duquel les *relectiones* furent édifiées⁴⁵⁰. Koskenniemi présentera plutôt le théologien espagnol comme étant pris entre deux chaises, devant préserver la chèvre et le chou. En effet, comme le soulignera le Finlandais, d'un côté, Vitoria ne pouvait pas mettre de l'avant un droit naturel prônant une « éthique d'amour et de possession commune de tout » sans aller à l'encontre des politiques de l'Empereur Charles Quint et les fondations morales de

⁴⁴⁸ *Ibid.* p. 32

⁴⁴⁹ Pour résumer brièvement, un empire formel implique la possession et la gouvernance directe de territoire colonisé. De son côté l'empire informel se caractérise par la domination indirecte de territoire à travers le contrôle des ressources et des leviers économiques.

⁴⁵⁰ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» *supra* note 294 à la p.4

son Empire⁴⁵¹. De l'autre, il ne pouvait présenter une doctrine ouvertement rangée aux côtés du pouvoir impérial sans paraître comme l'apologiste cynique du pouvoir dont Luther a toujours accusé les ecclésiastiques catholiques d'être⁴⁵². Dans un brillant exercice de funambulisme, Vitoria développera un vocabulaire acceptant les formes existantes de gouvernement territorial, de propriété individuelle et de guerre, tout en réaffirmant l'unité de l'humanité sous le règne de Dieu⁴⁵³. Ce vocabulaire sera donc basé sur la notion de *dominium*, représentant une forme de théorie du pouvoir légitime, sur les hommes ou sur choses, et sur celle de *jus gentium*, qui étendra ce pouvoir à l'ensemble du monde⁴⁵⁴. Ainsi, comme l'explique Koskenniemi,

la théorie de *dominium* comme une sphère de liberté- principalement de liberté économique- appartenant à l'humanité entière par *jus gentium* offrit désormais une toute nouvelle façon de parler d'autorité universelle, libérée des réclamations douteuses à propos du pouvoir papal ou impérial. [traduction libre]⁴⁵⁵

Bref, se concentrant, non pas sur les relations verticales entre les individus et leur communauté, mais plutôt sur les relations des individus entre eux, ou plus particulièrement entre propriétaires de *dominium*, Vitoria présentera une pensée en phase avec la nouvelle réalité qu'il voyait naître : celle de l'impérialisme informel⁴⁵⁶. Toutefois, comme l'affirmera Koskenniemi, les dirigeants espagnols ne saisiront pas à temps ce nouveau paradigme économique. En effet, ces derniers poursuivront leur

⁴⁵¹ Koskenniemi, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» *supra* note 297 à la p. 14

⁴⁵² *Idem.*

⁴⁵³ *Idem.*

⁴⁵⁴ *Idem.*

⁴⁵⁵ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies'- The origin of international law?» *supra* note 294 à la p.19

⁴⁵⁶ Pour résumer brièvement, un empire formel implique la possession et la gouvernance directe de territoire colonisé. De son côté l'empire informel se caractérise par la domination indirecte de territoire à travers le contrôle des ressources et des leviers économiques.; Koskenniemi, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» *supra* note 297 à la p. 15

politique commerciale mercantiliste organisée par le pouvoir public jusqu'à voir leur suprématie s'évanouir au profit de la Hollande, dont l'impérialisme sera porté par les compagnies privées, au moyen de transactions privées, évitant ainsi tout gaspillage des ressources de l'État en cas d'échec⁴⁵⁷.

5.3- Le Vitoria Américain : Son rôle double rôle de légitimation et d'orientation

À la lumière de ces principales interprétations, autant élogieuses que critiques, des travaux de Vitoria et du rôle qu'ils jouèrent au vingtième siècle, nous tenterons maintenant de présenter l'interprétation s'étant imposée à nous au fil de notre recherche historique et doctrinale. Comme nous l'avons mentionné au tout début de notre mémoire, nous ne tenterons point d'émettre des hypothèses sur les motivations profondes poussant Scott à faire renaître la pensée de Francisco de Vitoria, celles-ci faisant partie de ces interrogations qui resteront sans réponse définitive. Toutefois, en élargissant le point focal de notre recherche de la personne de James Brown Scott à la société dans laquelle il évolua, nous pûmes dégager des tendances politiques, économiques et idéologiques permettant d'offrir une explication qui, à défaut d'être définitive, demeure satisfaisante.

Comme nous l'avons vu précédemment, la guerre hispano-américaine de 1898 marquera un point tournant non seulement pour la politique étrangère des États-Unis, mais pour la société américaine en général. Devant les importants problèmes juridiques découlant de cette expansion commerciale outre-mer, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprises firent de plus en plus appel à des avocats se spécialisant dans cette jeune discipline académique qu'était le droit international aux États-Unis. Cette période vit ainsi l'émergence de nombreuses écoles américaines de

⁴⁵⁷ Koskenniemi, «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» *supra* note 294 à la p.23

droit et de firmes de droit privé agissant à titre de conseillères juridiques des grandes entreprises multinationales telle que la *United Fruit Company*⁴⁵⁸. De la Rasilla avancera que ces nouveaux acteurs deviendront rapidement « les agents centraux dans l'émanation du nouveau mode américain de production du droit [traduction libre] »⁴⁵⁹. Non seulement ces juristes reçurent une oreille attentive de la part des grands décideurs américains, mais ils occupèrent eux-mêmes les plus hauts postes du Département d'État⁴⁶⁰.

Parmi les plus illustres spécialistes juridiques de cette époque figurent sans contredit les noms d'Elihu Root et de James Brown Scott. Ces derniers tentèrent progressivement d'articuler une approche cohérente et systématique aux relations internationales, qui sera aujourd'hui désignée par l'expression d'« universalisme américain » ou de « paradigme juridique des relations internationales ». En mettant sur pied une approche visant à exporter les valeurs américaines par le droit international plutôt que par la guerre, ces experts juridiques remplir habilement leur rôle d'intellectuels organiques de la classe dominante. En effet, l'universalisme américain homogénéisera ingénieusement l'idéologie de la classe dominante, versée dans le libre-échangisme de la Porte ouverte et dans un élan réformateur issu de la Destinée manifeste, en une stratégie diplomatique raffinée. Cette dernière sera orientée vers la stabilisation des relations internationales par la promotion d'institutions internationales et l'exportation du droit américain de façon à permettre l'expansion du commerce des États-Unis.

Cette nouvelle doctrine marquera certainement l'intégration la plus achevée des dynamiques jumelles de l'expansion commerciale et de la volonté réformatrice au

⁴⁵⁸ À l'exception de Robert Bacon, tous les Secréétaires d'État de cette période étaient avocats de formation ; de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 265 à la p.30

⁴⁵⁹ *Idem.*

⁴⁶⁰ Benjamin Coates « A review of the article James Brown and the Rise of Public International Law » (2008) Columbia University, à la p. 1

cœur de l'idéologie hégémonique américaine, faisant converger de façon sophistiquée les intérêts d'une classe dominante associant la prospérité économique à l'élargissement de ses frontières et se percevant comme à l'avant-garde d'un mouvement civilisationnel devant s'étendre à l'ensemble du globe. Permettant, de surcroît, de surmonter « l'idée américaine traditionnelle selon laquelle le colonialisme était incompatible avec les valeurs juridiques et morales américaines [traduction libre] »⁴⁶¹, ce nouveau paradigme sera applaudi par un large pan de l'élite économique, intellectuelle et sociale américaine⁴⁶². Enfin, comme l'indique John Hepp, « tous les Présidents de cette période- Roosevelt, Taft, Wilson, Harding et Coolidge- furent en faveur d'une certaine forme de coopération internationale pour faire avancer la paix par l'entremise du droit international [traduction libre] »⁴⁶³.

Loin de purement reprendre à leur compte l'approche positiviste volontariste du droit international mis de l'avant lors de l'âge d'or du colonialisme européen, ces juristes entreprendront une reconstruction méthodique du droit international pour l'aligner avec la nouvelle approche américaine aux relations internationales depuis la guerre contre l'Espagne. Pour cette entreprise, les travaux de Francisco de Vitoria revêtiront une importance cruciale, offrant une voix avec laquelle les nouveaux penseurs du droit pourront s'associer. En effet, ces internationalistes virent leurs propres sentiments humanitaires, leur juridisme et leur conduite civilisatrice reflétée chez les théologiens de la renaissance espagnole, dont Vitoria était le chef de file⁴⁶⁴.

En proclamant Vitoria comme le père fondateur du droit international, Scott viendra réécrire les origines de la discipline et ainsi y revoir ses fondements. Présenté comme

⁴⁶¹ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 265 à la p. 30

⁴⁶² Coates « A review of the article James Brown and the Rise of Public International Law », *supra* note 454 à la p. 1

⁴⁶³ John Hepp « James Brown and the Rise of Public International Law » (2008) *The Journal of the Guilded and the Progressive Era*, à la p. 178

⁴⁶⁴ Koskeniemi, « Empire and International Law: The Real Spanish Contribution » *supra* note 297 à la p. 5

un véritable prophète du droit international, mi homme mi-dieu, en relation de correspondance unique avec les lois morales de l'univers, les écrits de Vitoria seront, pour les juristes tels que Scott et Trelles, paroles d'évangile. Par conséquent, les principes moraux, qui, selon Scott, doivent régir les relations entre tous les États, petits ou grands, seront les principes « libéraux » vitoriens. Ainsi, l'expansionnisme libre-échangiste et la croisade civilisationnelle américaine, qui culmineront sous la forme de l'« universalisme américain », pourront désormais être confrontés favorablement aux principes fondamentaux du droit international et donc en trouver leur légitimité renforcée.

Comme nous l'avons soulevé en visitant l'étude de Koskenniemi sur le sujet, Vitoria et les théologiens de l'école de Salamanque théorisèrent une approche « commutative » plutôt que « distributive » à la justice, c'est-à-dire qu'ils percevaient les relations juridiques horizontalement, s'opérant entre individus ou entités politiques ayant les mêmes droits formels⁴⁶⁵. Il est aisé de comprendre comment cette pensée cadrera avec le nouvel impérialisme informel des États-Unis suite à la publication des *Open doors notes*, alors que la planète entière se verra désormais redéfinie sous la forme d'un immense marché, où d'innombrables propriétaires de *dominium* interagissent, vendent et achètent leur propriété privée indépendamment du pouvoir public. Ensuite, à l'instar de Vitoria, les dirigeants américains viendront fluidifier ce système d'échange en militant activement pour la liberté de navigation et la levée de toute forme de barrières tarifaires entravant le commerce international. De plus, cette structure sera encadrée et stabilisée par un réseau d'organisations internationales visant à régler les différends internationaux et ainsi éviter le recours à la force, facteur hautement déstabilisant des relations internationales. Enfin, puisque ces institutions internationales doivent opérer selon un cadre juridique unique, ce dernier nécessitera une légitimité universelle, que Scott puisera dans les principes d'interdépendance et d'universalité juridique proclamés par Vitoria.

⁴⁶⁵ *Ibid.* à la p. 15

La mission réformatrice et civilisationnelle autoproclamée par les dirigeants américains se verra, elle aussi, légitimée dans la pensée de Vitoria. En effet, comme nous l'avons vu, les travaux d'Antony Anghie exposeront habilement la manière dont la pensée du théologien espagnol viendra universaliser la culture espagnole tout en marginalisant celle des Indiens et leur refuser insidieusement la souveraineté. Présentant des parallèles évidents avec le projet d'universalisation de la culture américaine, commandée par la Destinée Manifeste, cette pensée trouvera sans surprise un terreau fertile chez la classe dirigeante américaine. De plus, la réforme des institutions des pays « arriérée », qu'elle soit unilatérale comme celles opérées à Cuba et aux Philippines ou multilatérales par l'entremise du système des mandats, viendra puiser sa justification dans le devoir de tutelle d'abord mentionné avec précautions par Vitoria, mais ensuite proclamé sans réserve dans l'interprétation qu'en fit Scott.

Toutefois, l'accent que mettra Anghie sur la légitimation de la guerre et de l'interventionnisme offerte par les théories de Vitoria ne semble pas cadrer avec les circonstances entourant la renaissance de Vitoria au tournant du vingtième siècle. En effet, le Vitoria de Scott est un homme de paix. Soulignant inlassablement les conditions, les entraves et les objections que Vitoria apposera au droit de guerroyer et d'utiliser la force brute, Scott présentera Vitoria comme l'apôtre de la paix commerciale, rêvant d'un monde où les nations abandonneront les armes pour déléguer le règlement de leurs différends à une institution supérieure ou un arbitre impartial. En d'autres mots, Vitoria viendra légitimer non pas l'interventionnisme, mais plutôt la coopération pacifique marquée par le sceau du commerce.

Cette lecture particulière des circonstances entourant la renaissance de Francisco Vitoria nous permet-elle de conclure, de concert avec Anne Orford, que « le *jus gentium* moderne fut systématiquement et soigneusement reconstruit aux États-Unis d'Amérique à l'aube du vingtième siècle pour donner un sens aux pratiques et aux

institutions remodelant déjà le monde [traduction libre] »?⁴⁶⁶. Quoique pertinente, cette hypothèse n'en demeure pas moins partielle. En effet, la passivité politique des juristes américains implicite à cette conclusion, présentant leurs efforts comme de simples reflets idéels d'une réalité matérielle déjà existante, ne rend pas justice à des personnages tels que James Brown Scott. Cette interprétation semble symptomatique d'une perception erronée de Scott comme un intellectuel apologiste acceptant d'emblée la réalité internationale de son époque, se limitant à la légitimer au moyen d'une reconstruction doctrinale du *jus gentium*. Bien que Scott croyait effectivement en l'administration internationale, il n'était pas, contrairement à ce qu'affirme Anne Orford, « un partisan de la Société des Nations »⁴⁶⁷, qu'il considérait trop politiquement orientée⁴⁶⁸. Scott cherchait à modifier les paradigmes politiques de la diplomatie américaine en les remplaçant par des paradigmes juridiques. Prenant activement part aux débats entourant l'orientation de la politique étrangère américaine, Scott endossait un rôle beaucoup plus actif que celui auquel le confinent les conclusions de Orford. John Hepp fera état des luttes de pouvoir au sein même des institutions américaines lors de cette période « contentieuse et difficile à comprendre » de la diplomatie américaine :

D'un côté il y avait Scott, les internationalistes et d'autres activistes pour la paix militant pour une diplomatie plus sobre et multilatérale basée sur une vision plutôt conservatrice du droit et de l'importance des tribunaux. De l'autre côté, il y avait les impérialistes et les partisans de la diplomatie du dollar, qui exhortaient pour une diplomatie plus agressive et souvent unilatérale.⁴⁶⁹

Bien que cette dichotomie n'en soit pas réellement une puisque ces deux approches visent le but commun d'étendre l'influence américaine à travers le monde, elle

⁴⁶⁶ Orford, «The Past as Law or History? The Relevance of Imperialism for Modern International Law» *supra* note 405 à la p. 16

⁴⁶⁷ *Ibid.* à la p. 11

⁴⁶⁸ Coates « A review of the article James Brown and the Rise of Public International Law », *supra* note 460 à la p. 6

⁴⁶⁹ Hepp «James Brown and the Rise of Public International Law» *supra* note 463 à la p.153

demeure pertinente pour comprendre le rôle de Scott et ses efforts à faire renaître la pensée de Vitoria. Analysée dans le cadre de ce débat contentieux, la renaissance de Vitoria n'apparaît plus seulement comme un exercice passif de *légitimation* de nouvelles pratiques diplomatiques, mais aussi comme un effort actif d'*orientation* de la politique étrangère américaine. Ressurgissant des limbes pour désormais prétendre au titre de « Père fondateur du droit international », Vitoria s'imposera comme un puissant allié des partisans du paradigme juridique dans la promotion d'une diplomatie « sobre et multilatérale », ou ce que Scott qualifiera de « nouvelle diplomatie » : « la diplomatie faisant appel à la raison, fondée sur un idéal de justice »⁴⁷⁰.

Comme l'affirme John Hepp, Scott est un personnage « frustrant à étudier »⁴⁷¹. Bien que cet homme « discret et effacé » occupa des positions clés pendant des décennies, il est « difficile de juger, selon les documents encore disponibles, son influence réelle sur les politiques [traduction libre] »⁴⁷². Toutefois, selon Benjamin Coates, cette frustration semble prématurée. En effet, selon ce dernier, à défaut d'avoir accès aux Archives nationales du Département d'État, un chercheur peut aboutir à des conclusions intéressantes en « examinant l'impact des concepts juridiques sur l'idéologie les institutions américaines responsables de la mise en place de la politique étrangère américaine [traduction libre] »⁴⁷³.

L'influence des concepts juridiques sur la politique américaine ne sera nulle part plus manifeste que dans la transition des politiques américaines vis-à-vis de l'Amérique latine, qu'Appleman Williams considère comme le laboratoire de la diplomatie américaine. Comme nous l'avons vu précédemment, après une longue période

⁴⁷⁰ Scott « America and the New Diplomacy » *supra* note 312 à la p.11

⁴⁷¹ Hepp « James Brown and the Rise of Public International Law » *supra* note 463 à la p. 154

⁴⁷² *Idem.*

⁴⁷³ Coates « A review of the article James Brown and the Rise of Public International Law », *supra* note 460 à la p.6

d'interventionnisme, les États-Unis modifièrent considérablement leur approche en mettant sur pied la politique du « bon voisinage ». Sur cette transition, l'influence de Scott sera incontestable. En effet, comme l'indiquera De la Rasilla « la part du lion du Panaméricanisme appartient à l'Éditeur en chef de l'ASIL, qui fut aussi un des architectes de la politique du bon voisinage à Département d'État américain durant cette période [traduction libre] »⁴⁷⁴. James Brown Scott fut effectivement infatigable dans la promotion de la coopération panaméricaine tout au long de sa prolifique carrière. En fondant l'*American Society of International law* et l'*American Institute of International law*, en proposant la Déclaration interaméricaine des droits et devoirs des États et en participant à de nombreuses conférences panaméricaines, Scott orientera manifestement la diplomatie américaine de façon importante.

Au cours de cette période, la ligne directrice de la diplomatie américaine se développera progressivement par l'entremise d'un vocabulaire juridique, mettant l'accent sur l'importance de l'égalité, de la justice et de la stabilité. À titre d'exemple, lors de la Sixième Conférence des États américains, à La Havane, le Secrétaire d'État Charles Evans Hughes déclarera aux délégués latino-américains :

Nous ne souhaitons pas le territoire d'aucune République américaine. Nous ne souhaitons pas intervenir dans les affaires internes d'aucune République américaine. Nous souhaitons simplement la paix et l'ordre, la stabilité et la reconnaissance de droits honnêtes proprement acquis pour que cet hémisphère ne soit pas seulement l'hémisphère de la paix, mais aussi l'hémisphère de la justice [traduction libre]⁴⁷⁵

⁴⁷⁴ de la Rasilla del Moral, « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law » *supra* note 265 à la p. 14

⁴⁷⁵ Antony Lake et David Ochmanek, *The Real and the Ideal : Essays on International Relations*, Rowmand & Littlefield, Lanham, 2001, à la p. 188

Scott prendra bien soin de greffer l'aura du théologien espagnol à ses efforts pour consolider la coopération panaméricaine. En effet, dans *The Catholic conception of International Law*, Scott n'hésitera pas à attribuer la paternité de la doctrine du bon voisinage à Vitoria, qui invoquait l'importance de maintenir des relations harmonieuses avec les peuples voisins⁴⁷⁶. Plus explicitement, au cours de la septième conférence interaméricaine des États américains, James Brown Scott marquera définitivement le destin du panaméricanisme de l'empreinte du théologien espagnol, en faisant adopter :

Que soit recommandé que le buste du théologien espagnol, Francisco de Vitoria, soit placé dans les quartiers généraux de l'Union Panaméricaine à Washington, en hommage au professeur de Salamanque qui, au seizième siècle, a établi les fondations du droit international moderne. [traduction libre]⁴⁷⁷

Bref, présenté comme le défenseur des peuples vulnérables face à l'appétit impérialiste des nations puissantes, le Vitoria de James Brown Scott viendra se ranger aux côtés des nations sud-américaines dans l'édification d'un panaméricanisme pacifique, où les guerres et les interventions étrangères unilatérales ne seront que vagues souvenirs d'un passé révolu.

5.4- Conclusion

Ainsi se présenteront les grands cycles de relations dynamiques entre le monde idéal et le monde matériel tel que théorisés par Michel Foucault et Edward Said. D'abord, l'idéologie dominante américaine constituée par les dynamiques jumelles de la destinée manifeste et l'expansionnisme comme condition *sine qua non* à la prospérité fera naître une approche particulière aux relations internationales, marquée par la

⁴⁷⁶ Scott, *The Catholic Conception of International Law*. Francisco de Vitoria & Francisco Suarez, *supra* note 299 à la p. 28

⁴⁷⁷ *Ibid.* à la p. VII

politique de la Porte ouverte et d'un réformisme civilisationnel des peuples considérés comme « arriérés ». Ensuite, cette réalité politique viendra se refléter dans le monde idéal du droit international par la renaissance d'un théologien espagnol aux idées « libérales » et « universelles » qui elle, contribuera enfin à réorienter la diplomatie américaine vers un paradigme juridique symbolisant l'intégration la plus achevée des dynamiques jumelles. En d'autres mots, l'évolution de la politique américaine au tournant du vingtième siècle imposera la confection d'un nouveau discours de droit international, qui lui, en retour, viendra influencer sur la réalité politique l'ayant créé. Cette relation dynamique s'opérera, entre autres, par l'entremise de James Brown Scott, qui viendra remplir ses fonctions d'intellectuel organique de la classe dominante non seulement en transposant leur idéologie dans la doctrine du droit international, mais en orientant activement leur diplomatie vers une version plus sophistiquée d'elle-même.

Bref, refusant d'accepter la nouvelle histoire du droit international comme une science objective et établie, les internationalistes tels que Martti Koskenniemi et Antony Anghie exploreront le contexte entourant la reconstruction de cette histoire pour jeter la lumière sur un monde d'idéologie et d'intérêts particuliers sous-tendant cette réécriture de la doctrine juridique. Loin de limiter leur portée aux circonstances entourant la renaissance du théologien espagnole, ces travaux nous amènent à poser un regard critique sur la construction de l'histoire et des sciences humaines en général. Ces recherches entreprises par Anghie et Koskenniemi nous rappellent que les sciences humaines sont des constructions sociales et que, par conséquent, elles demeurent perméables aux intérêts et aux perceptions subjectives. Souligner ce fait n'est pas un désaveu, cela constitue plutôt un appel à la rigueur, au sens critique et, surtout, à l'humilité.

CONCLUSION FINALE

Face aux questions sociales, les réponses alliant la simplicité à la rigueur sont des phénomènes rares. Notre question de recherche ne fait guère exception à cette règle. Ainsi, pour chercher à répondre de manière rigoureuse à « comment comprendre qu'un homme évoluant dans les hautes sphères de la politique américaine partit en croisade pour établir la pensée d'un théologien espagnol ayant vécu quatre cents ans plus tôt comme fondement du droit international ? », nous dûmes replonger dans l'univers politique, économique et idéologique des États-Unis de l'époque. Armés des outils théoriques et conceptuels adéquats, nous procédâmes à un tri entre l'essentiel et l'anecdotique, faisant ainsi ressortir les dynamiques profondes au cœur des changements idéologico-politiques dont les États-Unis furent témoins suite à la guerre hispano-américaine de 1898. Conjuguée à une analyse des travaux de Vitoria et des diverses interprétations auxquelles ces derniers furent soumis, cette compréhension des moteurs de la diplomatie américaine de l'époque nous permit de vérifier notre hypothèse initiale voulant que « la renaissance de Vitoria servît à *légitimer* la nouvelle approche des États-Unis aux relations internationales ayant émergé au tournant du XX^e siècle, en plus de *l'orienter* vers une version plus sophistiquée d'elle-même, c'est-à-dire vers le paradigme juridique de la politique étrangère ».

En suivant les pistes tracées par les travaux théoriques de Michel Foucault, d'Antonio Gramsci et d'Edward Said, une dynamique sociale fascinante se dessina graduellement devant nous. À travers ce prisme conceptuel apparurent les premières générations de colons américains, survivant tant bien que mal dans une contrée sauvage et hostile, abattant les arbres et défrichant les terres, dans une poussée irrésistible vers le Pacifique. De ce contexte social unique et précaire naquit une idéologie particulière aux États-Unis, qui associeront désormais leur prospérité à

l'expansion de leurs frontières, en plus de se croire investis de la mission divine d'apporter la civilisation aux contrées « barbares » et « arriérées ».

Bien qu'encore indéfinie et vague, cette idéologie se verra articulée, théorisée et consolidée au XIX^e siècle par certains intellectuels tels que Frederick Jackson Turner et Alfred Mahan. En effet, ces derniers s'acquitteront brillamment du rôle d'intellectuels organiques, c'est-à-dire, d'homogénéiser la conception du monde de la classe à laquelle ils sont rattachés. Cette classe, bien sûr, ne sera point la classe des ouvriers ou des paysans, mais bien la classe dominante formée des hauts fonctionnaires de l'État américain et des dirigeants d'entreprises. En venant, selon la formule de Roosevelt, « donner une forme définie à un bon nombre d'idées qui ne faisaient que flotter dans l'air », ces intellectuels joueront un rôle actif dans la consolidation de l'hégémonie de la classe au pouvoir, en leur offrant une idéologie homogène et une orientation politique claire. La réification de cette nouvelle idéologie se fera sous la forme de la politique de la Porte ouverte, officialisée en 1899 par le Secrétaire d'État John Hay, à laquelle sera ensuite greffé un réformisme institutionnel sous la Présidence de Théodore Roosevelt.

Déjà, la relation dynamique entre la réalité politique et le monde idéal se présente de façon manifeste. La renaissance de Francisco de Vitoria doit ainsi être interprétée dans cette relation de correspondance entre ces deux mondes, comme un nouveau cycle de cette causalité circulaire. En effet, le contexte sociopolitique du début du vingtième siècle, marqué par la doctrine de la Porte ouverte et le réformisme institutionnel, viendra, par l'entremise de James Brown Scott, se refléter sur le discours du droit international. Ainsi située, la résurrection du théologien espagnol semble effectivement avoir servi, comme le propose Anne Orford, à légitimer les nouvelles pratiques diplomatiques redéfinissant alors les relations internationales. Comme nous l'avons démontré, l'interprétation libérale que James Brown Scott fit de la pensée de Vitoria comporte des parallèles saisissants avec l'expansionnisme libre-

échangiste et la volonté de « civiliser » les peuples arriérés au cœur de la diplomatie américaine au moment de la publication des *Classiques du droit international*.

Cet exercice de légitimation ne représentera toutefois que l'aspect passif du travail de Scott. En effet, à l'instar d'intellectuels organiques tels que Turner et Mahan, Scott œuvrera aussi activement au raffinement des pratiques diplomatiques américaines, cette fois en promouvant la stabilité des relations internationales au moyen du droit international et du libéralisme. Ainsi, dans cette grande dynamique de causalité circulaire, le nouveau discours du droit international, dont Scott fut l'un des principaux architectes, reviendra à son tour transformer le contexte politique l'ayant permis d'apparaître. Comme nous l'avons vu, cette nouvelle doctrine du droit international, estampée des principes « vitoriens », viendra cadrer la diplomatie américaine dans un paradigme juridique clamant la justice, la stabilité et la paix, et dont la réalisation la plus achevée se réifiera en la politique du « bon voisinage ».

Bien sûr, cette rhétorique inclusive et pacifique ne rend guère justice à la réalité parfois sournoise et brutale des relations entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine à l'époque du bon voisinage. Alors que dans les grandes conférences panaméricaines, les délégués américains discouraient sur l'importance de la justice et de la coopération pacifique, leurs homologues à Washington s'occupaient de financer des dictatures sanguinaires maintenant une part accablante de la population latino-américaine dans un état de terreur et de servilité, mais offrant de phénoménales opportunités d'investissements pour les entreprises américaines. Est-ce que James Brown Scott était conscient de ce paradoxe? En faisant renaître la pensée de Vitoria, avait-il réellement pour objectif l'amélioration des conditions de vie de l'humanité entière ou cherchait-il plutôt à consolider l'hégémonie de la classe supérieure américaine par une forme d'impérialisme moins ouvertement coercitive?

Il est fort probable que cette dichotomie ne se présenta pas ainsi à l'esprit de Scott. En effet, comme le souligna Ralph Dingman Nurberger, Scott était un philosophe de

salon dont les contacts interpersonnels se limitaient aux membres de la classe supérieure à laquelle il faisait partie. Ainsi, Scott put naturellement intégrer l'idée selon laquelle les intérêts de la classe supérieure américaine soient identiques à ceux de l'ensemble de l'humanité, et que la pauvreté et la brutalité dont la population latino-américaine est victime disparaîtront naturellement grâce à la stabilité internationale et le libéralisme économique. Toutefois, ses motivations profondes n'étant accessibles qu'à lui seul, ces hypothèses demeurent de pures spéculations sur lesquelles nous éviterons de nous attarder.

À défaut de connaître les profondeurs de la psyché de Scott, il nous fut tout de même possible, en abordant la problématique sous un angle institutionnel et idéologique, de lever le voile sur ce phénomène fascinant qu'est la renaissance de Vitoria au XXe siècle. Francisco de Vitoria aura contemplé, du haut des cieux, le long désert d'un oubli surprenant, suivi d'une gloire aussi grandiose qu'inespérée. Comme nous l'avons vu, le prestige et la portée associés aux travaux de Vitoria auront une influence importante sur la vie internationale du monde contemporain. En effet, le personnage complexe et paradoxal de Vitoria s'imposera comme le symbole d'une ère tout aussi complexe et paradoxale de la diplomatie américaine. L'histoire de ce théologien espagnol demeurera indissociable de l'histoire de la première moitié du vingtième siècle, alors que son nom deviendra synonyme de justice, de liberté et d'égalité. Enfin, et surtout, le récit de sa résurrection sera tissé des destins croisés entre deux hommes exceptionnels qui, bien que séparés par un vaste océan et quatre siècles d'histoire, guideront ensemble le jeune empire américain vers la diplomatie la plus mature et achevée de sa courte existence.

BIBLIOGRAPHIE

Abdirahman A. Hussein, *Edward Said : criticism and society*, New-York, Verso, 2004

Adams, Brooks « The Spanish Was and the Equilibrium of the World » (1898), *Forum*, XXV, p. 641-651

Accords d'Algésiras, janvier 1906, Conférence d'Algésiras

Alpha Ousmane, Barry « Les bases théoriques en analyse du discours » (2012), Montréal Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

Anderson, Perry *The Antinomies of Antonio Gramsci*, Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers. Routledge: New York, 1976

Anghie, Anthony, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005

Appleman Williams, William *The Trajedy of the American diplomacy*, New York, Dell, 1962

Avenel, Jean-David, *La naissance de l'impérialisme américain*, Paris, Économica, 2007

Bailey, Thomas, *A diplomatic history of the American People*, New-York, Appleton Century Crofts, 1969

Barthelemy, Joseph « Francisco de Vitoria », dans Antoine Pillet, *Les fondateurs du droit international : leurs œuvres et leurs doctrines*, Paris, Vé Girard et E. Brière, 1904
Berger, Henry W. *A William Williams Appleman reader: Selections from his major historical writings* Chicago, Yvan R. Dee, 1992

Berger, Suzanne, *Notre première mondialisation : Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003

Bowden, Brett *The Empire of Civilization : The Evolution of an Imperial Idea*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009

Carnoy, Martin *The State and Political Theory*, Cambridge University Press, 1986

Cathey, Paul Eben, *Understanding Propaganda : Noam Chomsky and the institutional analysis of power*, Mémoire de maîtrise, Rhodes University , 2010

Chomsky, Noam *Detering Democracy*, New-York, Verso, 1991

Chomsky, Noam *Hopes ad prospects*, Chicago, Haymarket Books, 2010

Chomsky, Noam *L'an 501 : la conquête continue*, Montréal, Écosociété, 1995

Chomsky, Noam *Turning the Tide : U.S. Intervention in Central America and the Struggle for Peace*, Cambridge, South End Press, 1985

Coates, Benjamin « A review of the article James Brown and the Rise of Public International Law» (2008) Columbia University

Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États, 26 décembre 1933, septième Conférence internationale américaine, Série des traités no. 881.

Daldal, Asli « Power and Ideology in Michel Foucault and Antonio Gramsci : A Compative Analysis » (2014), New-York, American Research Institute for Policy Development

Déclaration de principes relatifs à la coopération et à la solidarité interaméricaine, 21 décembre 1936, Conférence interaméricaine de Buenos Aires sur le maintien de la Paix

Déclaration des droits et devoirs des nations, 6 janvier 1916, première session, Washington D.C., *American Institute of Institute of International Law*

De la Rasilla del Moral, Ignaciao « Francisco de Vitoria's Unexpected Transformations and Reinterpretations for International Law» (2013). *International Community Law Review* 15

Dyer, Thomas G. *Theodore Roosevelt and the idea of race*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1980

Femia, Joseph *Gramsci's Political Thought: Hegemony, Consciousness and the Revolutionary Process*. Oxford, Clarendon Press: 1981

Finch, George A., Butler, William E. (Hrsg.): *Adventures in Internationalism: A Biography of James Brown Scott*, Clark (N.J.) The Lawbook Exchange Ltd., 2012

Foucault, Michel *Dits et Écrits*, tome I, texte n°66, Paris, Magazine littéraire, no 28, 1969

Foucault, Michel *Dits et écrits Tome II*, Paris, Gallimard, 1975

Foucault, Michel *Power/Knowledge*, éd. par Colin Gordon. New-York, 1977, Pantheon

Foucault, Michel *Histoire de la sexualité Tome I*, Paris, Gallimard, 1976

Galeano, Eduardo *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, Édition française, 2001

Gramsci, Antonio *The Intellectuals and the Organization of Culture*. The Works of Antonio Gramsci, Turin, Einaudi, 1949

Goldstein, Natalie *Globalization and Free Trade*, New-York, Checkmark Books, 2008

Healy, David *US Expansionism : The Imperialist Urge in the 1890*, The University of Wisconsin Press, 1970

Hepp, John «James Brown and the Rise of Public International Law» (2008) *The Journal of the Guilded and the Progressive Era*, Cambridge University Press

Horsman, Reginald *Race and Manifest Destiny*, Harward University Press, 1981

Janis, Mark Weston, « International Law as fundamental Justice : James Brown Scott, Harold Hongju Koh, and the american universalist tradition of international law» (2002). *St. Louis University Law Journal*, Vol. 46, No. 345

Kennedy, Paul , *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Éditions Payot, 1988

Kennedy, Valerie, *Edward Said : A critical introduction*, Cambridge, Polity Press, 2000

Kern, Stephen *The Culture of Time and Space, 1880-1918*, Havard University Press, 1983

Koskenniemi, Martti, «Empire and International Law: The Real Spanish Contribution» (2011), *University of Toronto Law Journal*

Koskenniemi, Martti «Colonization of the 'Indies' - The origin of international law?» (2009), University of Helsinki

Lake, Antony et Ochmanek, David *The Real and the Ideal : Essays on International Relations*, Rowmand & Littlefield, Lanham, 2001

Lazarus, Neil, *The Postcolonial unconscious*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987

LaFeber, Walter *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, New York, American Historical Association, 1963

Lafeber, Walter, Polenberg, Richard et Woloch, Nancy *The American Century Volume 1 : A history of the United States from 1890 to 1941*, New-York, M.E. Sharpe, Septième édition, 2013

Mahan, Alfred Thayer *The Interest of America in Sea Power, Present and Future*, Boston, Little, Brown and company, 1897

McCormick, Thomas « Insular Imperialism and the Open Door : The China Market and the Spanish-American War » (1963) *Pacific Historical Review* Vol. 32, No. 2, p. 155- 169

McHoul , Alex et Grace, Wendy *A Foucault Primer :Discourse, Power and the Subject* , New-York, Taylor & Francis e-library, 2002

McMahon, Robert J. et Zeiler, Thomas W. *A Guide to U.S. Foreign Policy : A diplomatic History*, Thousand Oaks, CQ Press, 2012

Merk, Frederick et Merk, Lois Bannister *Manifest Destiny and Mission in American History : A Reinterpretation*, Harvard University Press, 1963

Merrington, John *Theory and Practice in Gramsci's Marxism*, Antonio Gramsci: Critical Assessments of Leading Political Philosophers, New York, Routledge: 1968

Miéville, China, *Between Equal Rights. A Marxist Therory of International Law*, Leiden, Brill, 2005

Miletić, Dušan *Europe According to English Wikipedia: Open-sourcing the Discourse on Europe*, Mémoire de maîtrise, Jagiellonian University, 2012

- Nietzsche, Friedrich *La Généalogie de la morale*, Paris, Idées, 1969
- Nurberger, Ralph Dingman, *James Brown Scott : Peace through Justice*, thèse de doctorat, Georgetown University, 1975
- Nye, R.B et Morpurgo, J.E. *Histoire des États-Unis*, Paris, Gallimard, 1961
- Nys, Ernst, *Les origines du droit international*, Brussels, Castaignes, 1894
- Orford, Anne, «The Past as Law or History? The Relevance of Imperialism for Modern International Law» (2012) IILJ Working Paper 2012/2, History and Theory of International Law Series
- Organic Act*, 1^{er} juillet 1902, 57^e Congrès américain, 1^e session, chap. 1369
- Piotte, Jean-Marc *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Lux Éditeur, 2010
- Pratt, Julius W. « The Origin of Manifest Destiny » (1927) *The American Historical Review* Vol. 32, No. 4
- Racevskis, Karlis « Edward Said and Michel Foucault : Affinities and Dissonances » (2005), Columbus, Ohio States University
- Ricci, François et Bramant, Jean, *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions sociales, 1975
- Rivas, Darlene «Humanitarian Intervention and Relief - Humanitarian relief and intervention in the age of imperialism» (Année inconnue), Encyclopedia of New America
- Roosevelt, Théodore *The Work of Theodore Roosevelt : The Winning of the West*, New-York, P.F. Collier and Son., 1899
- Root, Elihu, *Lettre de Root à Henry White*, (28 novembre 1905), archives concernant la politique étrangère américaine
- Said, Edward W. *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Éditions du Seuil, 2005
- Said, Edward *The World, the Text, and the Critic*, Boston, Harvard University Press, 1983
- Salusinsky, Imre *Criticism and society*, Londres, Routledge Kegan & Paul, 1987

Schoonover, David , *Uncle sam's war of 1898 and the origins of globalization*, Kentucky, University press of Kentucky, 2003

Scott, James Brown, *The Spanish Origins of International Law* Washington, Carnegie endowment for international peace, 1934

Scott, James B., *The Catholic Conception of International Law. Francisco de Vitoria, Founder of the Modern Law of Nations, Francisco Suarez, Founder of the Modern Philosophy of Law in General and in Particular of the Law of Nations: A Critical Examination and a Justified Appreciation*, Carnegie endowment for international peace, 1934

Scott, James B. « Washington's career and our relations with latin america : adress by James B. Scott, Director of the division of international law of the Carnegie Endowment for International Peace » (1926) American Branch of the Law Association 64 1926

Scott, James B. « The american conception of international law » (1939) American Society of International Law, 33 Am. Soc'y Int'l L. Proc. 1

Scott, James B. « The American Institute of International Law» (1912). 61 U. Pa. L. Rev. 580

Scott, James B. « America and the New Diplomacy» (1909). American Association for International Conciliation , 1 Int'l Conciliation 247 1907-19011

Scott, James B. « *Elihu Root*» (1937) American Society of International Law, 31 Am. Soc'y Int'l L. Proc. 1

Scott, James B. « What does international law mean to us?» (1936) American Society of International Law, 30 Am. Soc'y Int'l L. Proc. 1

Sessions, Gene A. « The Clark Memorandum Myth » (1977) The Americas, Vol 34, No.1 pp. 40-58

Sklar, Martin J. *The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916 : The market, the law and politics*, Univeristy of Cambridge Press, 1988

Smart, Barry *Reconsidering Foucault*, Londres, Psychology Press, 2002

The American Journal of International Law, « *The Algeciras Conference* » (1907)
The American Journal of International Law, Vol. 1, No. 1

Département d'État américain, *The Clark memorandum : memorandum on the Monroe Doctrine*, Washington D.C. : *Government Printing Office*, 1930

Thompson, Edward Palmer *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1963

Traité de Paris, 10 décembre 1898, Conférence de Paris

Trelles, Camilo Barcia « Francisco De Vitoria et l'école moderne du droit international. » (1927) *Recueil de Cours* 17, RCADI, 1927

Truyol y Serra Antonio, *Recueil Des Cours, Collected Courses*, Volume 182, 1983

Turner, Frederick Jackson. « The significance of the frontier in American history » *Wisconsin Magazine Of History*, vol. 8, no. 3 (Mar 1925) pp. 255–280.

Turner, Frederick Jackson « The Problem of the West » (1896) *The Atlantic Monthly*, Vol. LXXVIII, No. CCCCLXVII

Turner, Frederick Jackson. *The Frontier in American History*. New York: Holt, 1921

Vitoria, Francisco, *De Indis De Jure Belli*, Washington, édité par Ernest Nys, Carnegie institutions, 1917

Williams, Mark Eric *Understanding US- Latin American Relations: Theory and History*, New-York, Routledge, 2012

Wittkopf, Eugene et Jones, Christopher, *The American Foreign Policy : The Pattern and Process*, Belmont, Thompson, 2008

Zinn, Howard *Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique, de 1492 à nos jours*, Montréal, Lux, 2004